

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

THÈSE

pour le Doctorat (Sciences Politiques et Economiques)

ETUDE

SUR

l'Organisation et l'Histoire

DE LA COMMUNAUTÉ

Des Libraires et Imprimeurs de Paris

(1618-1791)

PAR

Edouard TROMP

Thèse présentée et soutenue le lundi 4 décembre 1922

Président : M. Germain MARTIN, professeur.

Assesseurs } M. Chénon, professeur.
 } M. Giffard, chargé de cours.

NIMES

IMPRIMERIE A. CHASTANIER

12 — rue Pradier — 12

—
1922

Thèse Paris
1922

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTE DE DROIT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

95283

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

THÈSE

pour le Doctorat (Sciences Politiques et Economiques)

ETUDE

SUR

l'Organisation et l'Histoire

DE LA COMMUNAUTÉ

Des Libraires et Imprimeurs de Paris

(1618-1791)

PAR

Edouard TROMP



Thèse présentée et soutenue le lundi 4 décembre 1922

Président : M. Germain MARTIN, professeur.

Asseseurs } *M. Chénon, professeur.*
 } *M Giffard, chargé de cours.*

NIMES

IMPRIMERIE A. CHASTANIER

12 — rue Pradier — 12

—
1922

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTE DE DROIT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

A MA MÈRE
ET
A MON BEAU-PÈRE

*En témoignage
de reconnaissance filiale*



Digitized by the Internet Archive
in 2026

CHAPITRE PREMIER

L'ORGANISATION CORPORATIVE DES LIBRAIRES ET IMPRIMEURS AVANT LEUR CONSTITUTION EN COMMUNAUTÉ

- I. — *La réglementation universitaire.*
- II. — *Place des libraires et imprimeurs dans l'histoire des corporations parisiennes.*
- III. — *Organisation corporative primitive : les confréries de St-Jean l'Évangéliste et de St-Jean de La Tran.*
- IV. — *Débuts de l'intervention royale :*
 - A. — *Edit de mai 1571.*
 - B. — *Lettres patentes du 12 octobre 1586.*
 - C. — *Règlement du 20 novembre 1610,*
 - D. — *Préliminaires de l'organisation de 1618.*

L'organisation corporative des libraires et imprimeurs avant leur constitution en communauté

§ I. — *La réglementation Universitaire*

On sait qu'à travers les misères et les ruines qui suivirent les invasions barbares et qui marquèrent le lent établissement de l'ordre monarchique en France, la reproduction des manuscrits s'accomplit longtemps au fond des monastères seuls refuges alors propices à la culture des lettres. En ce temps ce furent des moines qui jouèrent à la fois le rôle de conservateurs des livres anciens et de libraires. Les laïques ne s'occupèrent de ce commerce qu'au fur et à mesure de la création des grands centres d'enseignement qui devinrent les Universités. Celle de Paris, qui remonte au début du XIII^e siècle, soumit, dès l'origine, à son autorité, tous les auteurs et participants à la confection matérielle du livre dont elle fit ses « Suppôts ». La haute police de l'Université, reconnue par l'autorité royale s'exerçait à la fois par la censure et par la surveillance de la vente des livres.

Cette situation explique qu'on chercherait en vain les libraires dans le « Livre des Métiers » d'Etienne Boileau qui renfermait pourtant l'ensemble de la réglementation applicable aux corps des métiers de Paris. Les libraires, en effet, en leur qualité de membres de l'Université « distincts et séparés des arts mécaniques » ne dépendaient pas de la juridiction du prévôt de Paris.

Ils purent, grâce à ce privilège, tout en bénéficiant des avantages de la protection que pouvait conférer le titre de membre de l'Université, éviter les inconvénients des autres métiers — soumis à une étroite réglementation corporative — ce n'est pas à dire cependant que les libraires échappaient à tout contrôle : nous voyons, dès 1275, l'Université de Paris « qui, dit Chevillier, avait jusque-là gouverné la librairie sans lui donner aucun règlement par écrit » formuler, le 6 décembre son premier statut.

Ce règlement, complété en 1323 et en 1342, peut être considéré comme le code le plus complet qui ait longtemps régi la librairie.

Suivant ces textes, la surveillance était spécialement confiée à quatre grands libraires désignés chaque année par l'Université de Paris. Il existait, au XV^e siècle, deux degrés parmi les libraires jurés de l'Université : les uns obtenaient l'office de grand ou principal libraire (*officium magni librariatus*) les autres, celui de petit libraire (*officium parvi librariatus*). Ces derniers étaient les plus nombreux. C'étaient les simples libraires jurés. Il n'y avait que quatre grands libraires. L'Université les désignait librement maintenant, ou remplaçant à son gré ceux qui avaient rempli la charge pendant l'année. Leurs fonctions consistaient surtout à taxer le prix des livres, ce qui leur appartenait exclusivement. Ils devaient, en outre, prendre des informations au nom de l'Université sur les qualités et aptitudes au titre de libraires jurés et rendre témoignage de leurs capacités. Ils devaient aussi rechercher si quelqu'un exerçait, sans avoir prêté serment, la profession de libraire ou de stationnaire.

Ils surveillaient les agissements des simples libraires, visitaient leurs boutiques, déclaraient au recteur les infractions constatées,

Ils procédaient, en présence des députés de l'Université, à la visite des livres venus du dehors (1).

L'introduction de l'imprimerie en France ne changea pas d'abord la situation et les imprimeurs comme les libraires profitèrent des privilèges dont les rois se plaisaient à combler leur « fille aimée l'Université ».

§ II. — *Place des libraires et imprimeurs dans l'histoire des corporations parisiennes.*

Si l'origine des corporations parisiennes est antérieure au XIII^e siècle, c'est seulement à cette époque que l'institution apparaît définitivement organisée et que fut élaborée la législation qui dans ses dispositions essentielles devait continuer à la régir jusqu'en 1791. Ce fut l'œuvre d'Etienne Boileau appelé à la prévôté de Paris en 1268 de codifier et de réviser les statuts des corporations (2). Tour à tour les représentants des métiers comparurent et firent connaître leurs coutumes qu'un des clercs de la prévôté consignait par écrit. La corporation prise dans son ensemble a pour base la division de tous les artisans en trois classes : apprentis, valets, maîtres : ceux qui s'instruisent, ceux qui servent, ceux qui commandent. Tandis que l'apprentissage finit nécessairement avec le

(1) Voir sur l'ensemble de cette réglementation : Paul Delalain - Etude sur le libraire parisien du XIII^e au XV^e siècle.

(2) Tous les métiers ne figurent pas au livre d'Etienne Boileau. On n'y trouve par exemple ni les statuts des bouchers, ni ceux des épiciers, ni ceux des tanneurs mais ce sont là des exceptions dont il faut chercher sans doute la cause dans la défiance de certains artisans (Martin Saint-Léon - Histoire des corporations de métiers, p. 66).

temps pour lequel il a été conclu, la promotion à la maîtrise suppose des connaissances et un certain avoir que beaucoup ne posséderont jamais. Le compagnonnage reste donc la condition définitive d'un certain nombre de travailleurs. Toute organisation collective suppose une autorité supérieure chargée de connaître les différents et d'assurer le respect des règlements. Cette autorité, en règle générale est confiée dans la corporation à des prudhommes jurés pris parmi les maîtres et désignés par l'élection, sous la condition de la ratification par le pouvoir royal. Ces magistrats ont des fonctions multiples : tantôt financières, tantôt de police. Ils préparent le budget de la communauté, font état de ses ressources, liquident et soldent ses dettes, surveillent la fabrication, dressent procès-verbal des malfaçons, font des visites domiciliaires et pratiquent s'il y a lieu des saisies. Ils sont les protecteurs-nés des apprentis. Enfin, ils exercent une sorte de magistrature officieuse dans tous les cas intéressant la sécurité de leurs subordonnés, ou les intérêts généraux du métier. Leurs fonctions sont temporaires, et ils doivent rendre leur compte à l'assemblée des maîtres. (1)

Les libraires et imprimeurs à raison de leur incorporation à l'Université, demeurèrent en dehors de cette organisation, dont les règles sont renfermées au livre des métiers. Les quatre grands libraires désignés par l'Université ne constituaient qu'une représentation professionnelle bien imparfaite, puisque leurs confrères n'intervenaient point dans leur choix. La confrérie de Saint-Jean l'Evangéliste, est, pour le moment (à partir de 1401) la seule forme d'association corporative des libraires mais sans action exté-

(1) C'est le rôle rempli dans notre corporation par les quatre grands libraires puis par le syndic assisté de ses quatre adjoints.

rieure puisqu'il ne s'agit là que d'un groupement à but religieux et charitable. C'est pourquoi il n'est pas question des libraires parmi les six communautés parisiennes qui devaient par la suite s'élever au rang de corporations privilégiées : les drapiers, les épiciers, les changeurs, les orfèvres, les merciers, les pelletiers (1). — Toutefois, lorsqu'en novembre 1563 Charles IX créa la juridiction des juges-consuls, les membres des six corps qui avaient le privilège d'être électeurs et éligibles aux fonctions consulaires partagèrent ce privilège avec les libraires (2).

Il était réservé à Henri III d'entreprendre une œuvre importante dans l'histoire des métiers en procédant par une ordonnance célèbre à la première organisation générale des corporations et en faisant du régime corporatif le type unique et obligatoire de l'organisation du travail dans tout le royaume. Jusqu'à là, la royauté était souvent intervenue pour régler les corporations existantes ou pour en autoriser de nouvelles : le pouvoir royal intervenait pour sanctionner et légiférer. Sous Henri III la royauté va s'engager dans une voie nouvelle et imprimer pour la première fois à la corporation le caractère d'une institution d'Etat.

L'édit de 1581 étendit à tous les arts et métiers l'obligation de se constituer en communautés (Isambert Anc. lois XIV 509). — Mais dans les troubles de la ligue, les désordres et les abus s'y étant glissés de

(1) C'est en 1431, à l'entrée dans Paris de Henri VI d'Angleterre que les six communautés se séparèrent pour la 1^{re} fois des autres métiers et obtinrent la faveur de porter à tour de rôle le ciel d'azur ou d'or sous lequel s'abrite le roi,

(Martin Saint-Léon. op. Cit. page 218).

(2) Y participaient de même avec eux les marchands de vin, les marchands de bois et les marchands de laine.

nouveau l'organisation fut reprise par un édit de 1597 (Isambert Anc. lois XV 155). — Toutefois les libraires et imprimeurs qui faisaient partie de l'Université échappèrent à l'obligation de se constituer en communauté comme pour la même raison, ils étaient jadis demeurés en dehors de l'organisation corporative d'Etienne Boileau.

§ III. — *Organisation corporative primitive*

A. — *La confrérie de Saint-Jean l'Évangéliste.*

Bien que les libraires des XV^e et XVI^e siècles ne formassent pas encore comme les autres artisans des communautés de métier, ils n'étaient cependant pas absolument isolés et livrés à eux-mêmes car ils s'étaient formés en confrérie sous le patronage de Saint-Jean l'Évangéliste.

Cette confrérie fut créée en 1401, date à laquelle Charles VII avait autorisé par une charte du 1^{er} juin « Nicolas de Bosc, J. Postié, H. Marescot, écrivains ; Jacque Richier, enlumineur ; J. Chapon, libraire ; Guillaume Deschamps et Simonet Milon, relieurs, à fonder une confrérie en l'Eglise Saint-André des Arcs, sous l'invocation de Saint Jean l'Évangéliste.

La nouvelle association avait avant tout un but purement religieux et sa principale obligation consistait dans la célébration de trois messes : une pour le roi et ses prédécesseurs et pour l'université ; la seconde pour les membres vivants de la confrérie et la troisième pour le repos de l'âme des trépassés. La confrérie de Saint Jean l'Évangéliste avait à sa tête plusieurs dignitaires appelés maîtres pris parmi ses membres les plus en vue. Lors de la fondation,

la situation des libraires était des meilleures, la cotisation annuelle était alors de 12 deniers parisis pour chaque membre. Mais la période florissante du début fut suivie de jours moins heureux et il fallut augmenter les cotisations. C'est à cette occasion que le roi à qui l'on s'était adressé en premier lieu rendit à Chartres son ordonnance de 1467 dans laquelle il retrace la situation alarmante des libraires de l'époque (1).

Les nouveaux droits à payer furent alors augmentés de quatre sols parisis en plus des douze deniers imposés par la charte antérieure pour les anciens membres. Les nouveaux maîtres durent payer lorsqu'ils voudront « tenir ouvroir » un droit de 24 sols parisis, les apprentis et « varlets gagnant argent » un denier par semaine en plus d'un droit de 8 sols pour les premiers et douze deniers pour les seconds à leur entrée en service.

Plus tard, les droits changèrent encore. En 1671, les confrères payèrent une cotisation annuelle de trente sols et un droit d'ouverture de boutique de douze livres. Ce droit fut lui-même porté à vingt quatre livres en 1713.

La Confrérie célébrait chaque année en l'honneur de son patron deux fêtes : celle du 6 mai, sous le nom de Saint-Jean-Porte-Latine et celle du 27 décembre sous le nom de Saint-Jean l'Évangéliste.

Dès son origine, la confrérie de Saint-Jean admettait tous ceux dont la profession se rattachait à l'industrie du livre, écrivains, relieurs, enlumineurs. Les compagnons et apprentis y étaient aussi reçus.

(1) Voir ce texte in P. Mélotée. op. cit. p. 147 — Il y est fait mention « des guerres, famines et mortalités et autres pestilences » dont la Ville de Paris et le royaume tout entier venaient d'avoir à souffrir.

Mais il semble que leur influence très faible y fut entièrement supplantée par celle des maîtres qui le plus souvent profitaient des avantages de l'association. C'étaient ces derniers qui, bien plus que les compagnons et apprentis se partageaient les fonds destinés aux confrères tombés dans le besoin. Ce qui d'ailleurs tendrait à prouver que les ouvriers n'eurent pas à se louer de l'attitude des confréries patronales à leur égard, c'est qu'ils en formèrent d'indépendantes au seul usage des compagnons et apprentis (1).

Le pouvoir royal qui avait d'abord été favorable à la formation des confréries ne devait pas, dans la suite, persévérer dans cette attitude principalement à l'égard des groupements de compagnons. En effet, alors que les confréries avaient été considérées aux XIV^e et XV^e siècles comme participant à la prospérité commerciale et artisanne, au XVI^e siècle au contraire, ils inquiétèrent l'autorité du monarque par les troubles qu'ils provoquèrent. C'est pourquoi, en 1533, François I^{er} interdit la formation de nouvelles confréries, « afin d'oster les dangers des monopoles qui pourraient advenir et sourdre en temps à venir. »

En 1539, l'ordonnance de Villers-Cotterets, à l'occasion des grèves des imprimeurs de Lyon et de Paris décidait « Premièrement que lesdits compagnons et » apprentis d'icelui état d'imprimeur n'aient à faire » aucun serment monopole et n'avoir aucun capitaine » entre eux, lieutenant, chef de bande ou autres, ni

(1) Ils tenaient leurs assises dans l'enclos St-Jean de Latran qui jouissait de la franchise. C'est à dire que tous ceux qui y travaillaient ou s'y réunissaient étaient exempts de la visite des jurés de la Communauté. Seul le Commandeur de St-Jean avait le droit de justice sur l'étendue de l'enclos. On fait d'ordinaire remonter la fondation de la confrérie des compagnons au commencement du XVI^e siècle, c'est à dire dès le début du développement de l'imprimerie.

» bannières ou enseignes où s'assembler hors les mai-
» sons et poëles de leurs maitres, ni ailleurs, au plus
» grand nombre de cinq sans congé d'autorité de jus-
» tice, sous peine d'être emprisonnés, bannis et punis
» comme monopoleurs et autres amendes arbitraires...
» Item, ne feront aucune confrérie, ni célébrer messe
» aux dépens communs desdits compagnons et appren-
» tis. ne pourront choisir ni avoir lieu particulier, ni
» destiner ni exiger argent pour faire bourse commune
» comme ils ont fait par ci-devant pour fournir aux
» dépens de ladite confrérie messe, banquets, ni pour
» faire autres conspirations sur les peines que dessus.»

En 1617, le Prévot de Paris menaçait les compa-
gnons imprimeurs de les faire pendre et étrangler s'ils
continuaient à s'assembler, à porter les armes et à
circuler en troupes dans la ville. En 1658, sur la de-
mande du Syndic de la Communauté des maitres im-
primeurs, le Parlement interdisait de faire tric, mono-
pole, assemblées et banquets et rejetait une requête
des ouvriers sollicitant de faire entre eux une collecte
pour faire valoir leurs droits.

En 1702, les compagnons ayant adressé une nouvelle
requête demandant au roi l'autorisation de former
une confrérie, de lever dix sols par compagnons tous
les trois mois, afin de faire célébrer des messes, de
posséder des livres pour inscrire le nom des associés,
et enfin d'ester en justice ; un arrêt du Conseil privé du
19 juin rejeta leur demande. (1)

Le règlement du 28 février 1723 revient encore sur
ce sujet et, en 1724, la Communauté des imprimeurs
se plaint toujours des menées des compagnons et
dénonce « les assemblées fréquentes que ces ouvriers
« font dans l'intérieur de Saint-Jean de Latran où ils

(1) Recueil d'arrêts et de règlements sur les arts libéraux
Bib. Nat. M. fr. 11.768 p. 265.

« ont conservé leurs confréries ainsi que dans les
« différents cabarets...; qu'il avait été porté la se-
« maine précédente un billet dans les imprimeries
« pour convoquer une assemblée générale de tous
« les ouvriers dans Saint-Jean de Latran pour diman-
« che dernier... »

Les compagnons ne s'en soumirent pas davantage, et, en 1777, l'arrêt du Conseil du 3 août renouvelle les mêmes dépenses en son article 21.

Ainsi, la royauté, malgré tous ses efforts, ne parvint jamais à supprimer complètement les assemblées secrètes des compagnons imprimeurs et de leurs confréries.

Quant à la confrérie des maîtres-imprimeurs et libraires elle avait perdu toute influence depuis qu'en 1618 ceux-ci avaient réussi à former une communauté de métier autour de laquelle ils se groupèrent tous pour soutenir leurs intérêts. La confrérie subsista, mais simplement confirmée dans son caractère religieux et charitable. Elle n'eut plus d'influence sur les destinées du métier.

§ IV. — *Les débuts de l'intervention royale dans l'organisation corporative des libraires et imprimeurs.*

A) — *Édit de Mai 1571.*

Tout en respectant l'autorité de l'Université sur les libraires et imprimeurs, la royauté intervint pour en réglementer l'exercice.

En effet, la Réforme et le conflit religieux qu'elle souleva en France au XVI^e siècle, le nombrs sans cesse croissant de libraires qui cherchaient à exercer

sans prêter serment au Recteur et à échapper au droit de surveillance des quatre grands libraires, provoquèrent cette intervention. Peu à peu l'influence absolue de l'Université sur les libraires et imprimeurs se trouve atteinte et diminuée; et le roi, tout en maintenant les privilèges que ses prédécesseurs lui avaient accordés, sut, en certaines circonstances, l'obliger à s'incliner devant son autorité suprême. C'est ainsi que, en mai 1571, une déclaration de Charles IX, vérifiée et publiée en la Cour, de Parlement, le 7 septembre suivant, vint régler directement le mode de surveillance à exercer désormais sur la librairie et l'imprimerie et modifia en son article 23 la situation précédemment réservée aux quatre grands libraires.

« Edit de 1571, art. 23. — Les maîtres imprimeurs
» de Paris éliront par chacun ou deux d'entre eux,
» avec deux des vingt quatre maîtres libraires jurés
» de ladite année, l'office des quels sera de regarder
» qu'il ne s'imprime aucun livre ou libelle diffama-
» toire ou hérétique, et que les impressions qui se
» feront en chaque ville soient bien et convenable-
» ment faits, correctement et en bon papier. bons
» caractères qui ne soient pas trop usés. Et où les dits
» jurés trouveront quelques fautes qui méritent ré-
» prehension, soit en l'impression, ou que les articles
» présents ne soient observés, ils en feront leur
» rapport, pour y être pourvu par le juge ordinaire
» civil ou criminel selon l'exigence des cas, » (1).

Il y avait dans ce règlement un côté politique et un côté professionnel. En même temps, se trouvait changée la juridiction qui aurait désormais à connaître des infractions constatées dans l'exercice de la librairie et de l'imprimerie. Elles devenaient du ressort du juge ordinaire; le tribunal de l'Université en

(1) Bibl. Nat. Mss. fr. 21.835 f° 78.

était dessaisi. L'expérience ne tarde pas à montrer que l'équilibre que l'édit de mai 1571 maintenait entre les deux imprimeurs et les deux libraires, gardes de la librairie et imprimerie, dont aucune voix prépondérante ne venait départager les opinions et fixer les résolutions menaçait, par quelque conflit d'intérêt ou d'ambition, ou même, par esprit de révolte, en ces temps troublés, de n'être point favorable à la rigoureuse observation des prescriptions réglementaires. Un arrêt du Parlement du 1^{er} octobre 1571 chercha à remédier à ce danger en prescrivant « qu'un » procureur syndic [serait] élu par les maîtres imprimeurs et libraires de cette ville pour faire les diligences nécessaires et exécution de l'Edit et ce qui » reste à faire, et pour faire informer des contraventions et infractions à icelui ; et tout considéré, la » dite Chambre, ayant égard à ladite requête, a » ordonné et enjoint aux vingt quatre libraires jurés » et à tous les maîtres imprimeurs de cette ville, » lesquels s'assembleront devers l'un des Conseillers » de la Cour qui à ce sera commis et du procureur » du roi, ou de l'un de ses substituts, éliront un procureur syndic pour faire les diligences nécessaires » pour la signification, et ce qui est à faire pour » l'exécution de l'édit ci-dessus mentionné et faire » informer des contraventions faites à icelui. Fait en » Parlement, le 1^{er} octobre 1579. (1).

B) — *Lettres patentes du 12 Octobre 1586.*

Le titre de Syndic désignera désormais le premier officier de la Communauté des libraires et imprimeurs de Paris. Assisté des quatre gardes, il fut continué dans les lettres patentes de Henri III, en date du 12 octobre 1586, qui renouvellent les dispositions de l'Édit de

(1) Bibl. Nat. Mss. fr. 22.067, pièce 9.

1574 dans lesquelles les gardes sont déjà dénommés adjoints (1) :

« Voulons et ordonnons que les maîtres imprimeurs
» qui sont de présent en notre ville de Paris, élisent
» pour la plupart d'eux, tous les ans, deux de leur
» corps, et aussi les libraires jurés un Syndic libraire
» juré et deux coadjuteurs suivant l'ordonnance. L'of-
» fice et la charge desquels sera de regarder et tenir
» la main à ce qu'il ne s'imprime en notre ville de Pa-
» ris aucuns livres ou libellés diffamatoires ou héréti-
» ques et contre la Sainte Eglise catholique, apostoli-
» que et romaine ; et en cas qu'ils en trouvassent au-
» cun, seront tenus incontinent et sans délai en faire
» rapport à notre lieutenant civil pour y être par lui
» pourvu, et, à cette fin, que lesdits jurés imprimeurs
» et libraires [puissent être informés plus particuliè-
» rement des livres qui s'impriment, aucun imprimeur
» ou libraire ne pourra ci-après imprimer ou faire
» imprimer ou mettre sous la presse aucuns livres que
» premièrement ils n'aient baillé le titre et le nom de
» l'auteur au Syndic desdits imprimeurs et libraires,
» dont lesdits Syndics et adjoints seront tenus faire
» registre et d'icelui porter un bref état deux fois le
» mois en mains du lieutenant civil (2). »

Les deux déclarations de Charles IX et de Henri III ne suffirent pas à rétablir l'ordre dans l'exercice des professions de libraire et d'imprimeur. L'exécution des prescriptions qu'elles contenaient était rendue difficile par l'état de perturbation du royaume à cette époque,

(1) En 1618, le nom de gardes sera définitivement remplacé par celui d'adjoints attribué aux quatre collègues du Syndic dans le bureau de la Chambre Syndicale. Cependant, par la force de l'habitude, le nom de gardes se trouvera maintenu dans certains actes pendant quelques temps encore.

(2) Bibl. nat. Mss. fr. 22.065, pièce 1, f° 2.

et par l'augmentation incessante, en dehors des vingt-quatre libraires jurés de l'Université, du nombre des libraires qui n'obéissaient point aux règlements. Un conflit s'élevait d'ailleurs entre le Gouvernement royal qui tendait à soumettre complètement à son autorité directe la surveillance de la librairie et de l'imprimerie, l'Université, qui regrettait les atteintes à son ancien pouvoir sur les écrivains des livres et les imprimeurs qui leur avaient succédé, enfin les libraires et imprimeurs en exercice qui, suivant l'intérêt du moment se tournaient tantôt vers le roi, tantôt vers l'Université. La situation était encore aggravée par la lutte soulevée contre les libraires et les imprimeurs et par la prépondérance que les premiers revendiquaient.

C) — *Règlement du 20 Novembre 1610.*

Quand le gouvernement de Henri IV eut ramené un peu de calme dans le royaume de France, un nouveau règlement rendu après la mort de ce roi, en 1610 (1) vint modifier le mode d'élection du Syndic et des Gardes de la librairie et imprimerie, en même temps que la composition du bureau.

« Règlement du 20 novembre 1610, art. 1^{er}. — Dorénavant, le lendemain du jour de Saint-Rémy (le deux octobre) sera procédé à l'élection et nomina-

(1) Bibliothèque technique du cercle de la librairie de Paris, n° 1957. « En exécution des édits, arrêts et ordonnances pour » la réformation des désordres, abus et malversations des » marchands libraires, imprimeurs colporteurs et autres personnes, en l'impression, vente et exposition de toutes sortes » de livres prohibés et défendus, libellés, diffamation et séditieux, au préjudice du repos public » — « Fait et ordonné en » la chambre de la police, le samedi vingtième jour de novembre 1610. »

» tion d'un syndic et de quatre maitres et gardes
» marchands libraires, savoir de deux anciens et de
» deux jeunes qui seront nommés et élus par soixante
» marchands libraires qui seront pris consécutive-
» ment, selon leur antiquité, pour exercer ladite
» charge de maitre et garde deux ans accomplis ».

« Art. 2. — Seront aussi choisis et élus le lende-
» main de l'élection des libraires, deux maitres
» imprimeurs qui seront choisis et nommés par tous
» les maitres-imprimeurs tenant imprimerie ouverte
» et exerceront pareillement deux années accom-
» plies, savoir un jeune et un ancien ».

Ainsi, le bureau de la Communauté devait se composer de sept membres et ceux qui participaient à l'élection étaient obligés, dans leur choix, de tenir compte de l'ancienneté d'exercice dans la profession. De plus, on trouvait consacrée la prépondérance à laquelle les libraires prétendaient sur les imprimeurs, puisqu'ils avaient à nommer quatre des leurs et que le Syndic dépendait également de leur classe. [Le règlement de 1610 est la dernière étape d'un essai d'organisation de la librairie et imprimerie avant l'œuvre définitive de 1618.

D) — *Preliminaire de l'organisation de 1618.*

Le 24 mai 1617, une sentence du lieutenant civil de la Prévôté de Paris, au Châtelet vint modifier la composition des assemblées et réduire à un choix restreint le nombre de leurs membres dont les délibérations engageraient la communauté.

« Vu la requête à nous présentée et baillée par
» écrit par le syndic et gardes des marchands libraires,
» imprimeurs et relieurs de cette ville de Paris,

» narrative qu'il se commet un grand désordre et
» confusion en cette ville et faubourgs de Paris, au
» fait desdits libraires, imprimeurs et relieurs à cause
» de la grande quantité d'iceux libraires, imprimeurs
» et relieurs, et principalement quand il se fait
» quelques assemblées pour communiquer et résoudre
» des affaires de leur communauté (1), Nous
» requérant que, pour éviter audit désordre et confusion,
» il nous plaise leur permettre qu'il sera
» choisi et appelé par lesdits syndic et gardes dix-huit
» des plus anciens dudit corps et communauté, à
» savoir six libraires jurés, six libraires non jurés, et
» six imprimeurs, avec iceux syndic et quatre gardes
» pour être par eux avisé de ce qu'il conviendra faire,
» tant à la conservation de leur état de libraire qu'à
» l'impression des livres et libelles diffamatoires, que
» es procès qui peuvent survenir à leur dite communauté,
» et autres choses généralement quelconques,
» et que ce qui sera par eux fait accordé et arrêté
» soit exécuté comme si toute la communauté y avait
» été affectée. Considéré laquelle requête, aurions
» ordonné qu'elle serait communiquée au Procureur
» du roi, ce qui aurait été fait, et après avoir ouï ice-
» lui en ces conclusions, Nous ordonnons que les dits
» syndic et gardes pourront nommer et élire dix huit
» des plus capables du corps de la librairie et imprimerie,
» pour avec eux délibérer et résoudre des
» affaires qui les concerneront, en tel lieu qu'il sera par
» eux avisé : savoir de six libraires jurés, six non

(1) L'autorité du syndic et des gardes n'était pas reconnue directement par tous ceux qui exerçaient la librairie ou l'imprimerie, soit par esprit d'indiscipline, soit, sous l'influence secrète de l'Université qui comprenait que le bureau de la communauté avait tendance à se rapprocher du gouvernement royal et à demander sa protection au préjudice du pouvoir qu'elle tenait d'une ancienne tradition.

» jurés, et six imprimeurs. à la charge de faire rap-
» port de ce qui sera résolu entre eux par devant
» nous en la présence dudit Procureur du roi. En
» témoin de ce, nous avons fait mettre à ces présents
» le scel de ladite Prévôté de Paris. Ce fut fait et
» donné au dit Châtelet par Messire Henri de Mesme,
» sieur d'Irval, conseiller du roi en ses conseils d'Etat
» et privé et lieutenant civil de ladite Prévôté, le
» mercredi vingt quatrième jour de mai mil sept
» cent dix sept. »

Cette sentence du lieutenant civil devait permettre au bureau des libraires et imprimeurs et au Gouvernement royal de s'entendre pour la préparation d'un règlement organisant la profession. Les syndics et gardes firent, peu après, procéder à l'élection de dix-huit membres dont le lieutenant civil approuve la nomination le 23 mars 1618.

La Commission ainsi formée activa ses études et travaux qui avaient été préparés ; de son côté, le Gouvernement royal ne négligea point l'examen rapide des propositions de la corporation.

Le 16 juin 1618, étaient signées les « lettres patentes portant règlement et confirmation des statuts des imprimeurs et libraires de Paris ». Elles furent vérifiées au parlement le 9 juillet ; et le 17 juillet suivant : « en présence de Messire Henry de Mesmes, sieur d'Irval, conseiller du Roi en ses conseils d'État et privé, et lieutenant civil de la Ville et Prévôté de Paris, et de Claude de Paris, Procureur du roi au Châtelet », il fut procédé, conformément à l'article LXIV du nouveau règlement à l'élection du Syndic et des quatre adjoints, le premier Syndic élu fut Nicolas du Fossé, libraire juré et imprimeur en 1582. Il eut pour adjoints : Reynault II, Chaudière, libraire juré en 1603 ; Nicolas Buon, libraire juré en 1600 ;

Pierre le Mur, libraire juré et imprimeur en 1606 ;
Edme I Martin, libraire juré en 1610.

La Chambre Syndicale et royale des libraires imprimeurs et relieurs de Paris (1) sera désormais le seul organe corporatif officiel. Les membres dont les conditions d'admission étaient minutieusement réglées auront à titre exclusif le droit d'exercer leur profession.

On voit qu'ainsi les libraires et imprimeurs qui avaient échappé à l'organisation corporative obligatoirement étendue à tous les corps de métiers, demandèrent spontanément à s'organiser en Communauté. En somme le règlement de 1618 consacre un compromis consistant en l'attribution d'un monopole professionnel moyennant la désignation dans le sein du métier d'un syndicat chargé de veiller au respect de la réglementation et des prescriptions du gouvernement royal. La présente étude a pour objet d'exposer le fonctionnement et l'histoire de l'organisme, ainsi constitué, à la suite des péripéties qui viennent d'être énumérées

(1) Pour visiter les marchandises de librairie conformément au règlement du 10 novembre 1610, art. 3, les syndics et gardes s'établirent d'abord en une « chambre » du Collège royal qui leur fut baillée à loyer. Cette chambre où étaient examinées les affaires de la communauté est l'origine du titre de « chambre syndicale de la librairie et de l'imprimerie qui désignera à partir de 1618, le bureau chargé de veiller aux intérêts de la corporation avec le concours de ses membres. »

CHAPITRE II

COMPOSITION DE LA COMMUNAUTÉ : LA MAITRISE

*I. — Maîtres imprimeurs, libraires, fondeurs, relieurs —
Les veuves.*

II. — Accession à la maîtrise.

A. — Droit commun

a. — Stage préalable

b. — Condition d'âge

c. — Connaissance du latin et lecture du grec

d. — Capacité professionnelle

e. — Formalité de la réception

B. — Cas particuliers

a. — Fils et gendres de maîtres

b. — Lettres de maîtrise

c. — Anciens professeurs

III. — Limitation de la maîtrise.

A. — Limitation des réceptions

B. — Limitation des maîtres en exercice.

IV. — Incapacités et déchéances

Composition de la Communauté : La maîtrise

§ I. — *Les maîtres : Imprimeurs, libraires, relieurs et fondeurs. Les veuves*

Lors de sa constitution, en 1618, la communauté parisienne réunissait les libraires, les imprimeurs, les fondeurs de caractères et les relieurs. Une telle composition varia dans la suite, et ces derniers formèrent, à partir de l'édit d'août 1686, une corporation douée de statuts distincts. Il convient tout d'abord d'examiner la situation respective des uns et des autres dans l'organisme professionnel qui les réunissait.

Les libraires et imprimeurs.

Les libraires formaient, naturellement, la partie ancienne de la corporation, puisque l'origine de leurs statuts remontait aux règlements universitaires de 1275 et 1323. Après le rapide essor de l'imprimerie naissante, les maîtres du nouvel art prirent place à côté des libraires dans le sein de l'Université, mais ce voisinage n'alla point sans difficultés. Dès l'origine, en effet, les artisans du livre enlumineurs, calligraphes et libraires accueillirent de mauvaise grâce une invention où ils voyaient surtout un instrument de concurrence redoutable. Plus tard, les imprimeurs dont la situation était devenue prépondérante s'élevèrent à leur tour contre les libraires, simples boutiquiers, disaient-ils, qui avaient l'arrogance de marcher sur le même rang qu'eux et surtout réclamaient sans cesse pour favoriser leur commerce des mesures nuisibles aux intérêts

des maîtres imprimeurs. En effet, les libraires s'efforçaient de favoriser la liberté de la maîtrise, non seulement pour s'établir eux-mêmes imprimeurs, mais encore, pour développer la concurrence et faire ainsi baisser leurs prix de revient des livres. Au contraire, les imprimeurs tenaient à limiter leur nombre le plus possible et à établir entre eux des ententes pour favoriser le maintien des prix d'impression.

Les attaques se précisèrent vers le milieu du XVIII^e siècle et la tactique des imprimeurs se fit plus serrée. En 1683, les libraires obtinrent cependant une déclaration du roi favorable à leurs prétentions.

Aussitôt les imprimeurs leur intentèrent un procès. On échangea pendant trois ans mémoires, contre-mémoires, réponses, répliques, [oppositions, ajournements, etc. La situation fut vite inextricable et par arrêt du roi en son conseil, du 8 mai 1685, toute procédure fut arrêtée moyennant la promesse d'un nouveau règlement général qui statuerait sur la question.

Ce règlement fut promulgué en août 1686. Il donnait satisfaction aux imprimeurs sur leur principale revendication ; la limitation stricte de leur nombre à trente six. Les libraires s'émurent car la solution adoptée était éminemment préjudiciable à leurs intérêts, puisque l'imprimerie leur était dès lors fermée tandis que la librairie restait accessible aux imprimeurs. A force d'efforts, ils obtinrent en 1713 une déclaration royale obligeant dorénavant les fils d'imprimeurs qui voulaient devenir libraires à faire une année d'apprentissage chez l'un d'eux. En cas de vacances dans l'imprimerie, les fils de libraires pouvaient être admis à la maîtrise sans apprentissage, sur ce point donc l'amour propre des libraires était sauvegardé.

La lutte reprit plus ardente au sujet de la question de l'influence respective des libraires et des impri-

meurs dans les élections des officiers de la communauté. Depuis le règlement de 1649 qui attribuait huit voix aux imprimeurs, huit voix aux libraires, huit voix aux relieurs, était survenue l'ordonnance de 1686 constituant ces derniers en communauté distincte. Les libraires entendaient disposer des voix précédemment attribuées aux relieurs. Cette prétention provoqua naturellement l'hostilité des imprimeurs qui intervinrent à diverses reprises pour la combattre. Nous verrons ultérieurement, en étudiant les règles de l'élection du Syndic comment la situation ne fut définitivement réglée que par le règlement de 1723.

Fondeurs de caractères

L'art de la fonderie en caractères d'imprimerie était libre. Ce principe fut formellement reconnu par l'édit d'août 1686 (art. 19). Ceux qui entendaient exercer cette profession devaient se présenter au Syndic et adjoints pour se faire inscrire sur le registre de la communauté en qualité de fondeurs de caractères. Ils étaient réputés du corps de la communauté des imprimeurs et libraires moyennant cette formalité accomplie sans frais. Le règlement de 1723 renouvela la même prescription (art. 57) qui demeura en vigueur jusqu'à la fin de l'ancien régime. L'inscription des fondeurs ne leur donnait aucun droit d'exercer la librairie ou l'imprimerie s'il n'avaient été reçus en cette qualité.

Les relieurs.

La réunion dans une même communauté des libraires, imprimeurs et relieurs avait toujours été une source d'équivoques ; les imprimeurs s'attribuaient le droit de pratiquer la librairie et de relier les livres, les libraires, également, prétendaient joindre au commerce des livres leur fabrication même, c'est-à-dire : l'impression et la reliure. Les relieurs à leur tour, forts

de leur brevet de maîtrise, donné au nom de ces trois professions, ne doutaient pas qu'ils pussent exercer indifféremment l'une et l'autre.

La question des spécialisations fut soulevée par les arrêts de 1666-67 qui déterminèrent les conditions d'entrée dans chacune des professions. Cependant, d'anciens relieurs n'en continuèrent pas moins à ouvrir à l'occasion des imprimeries et des librairies. Ils invoquaient ce fait que les arrêts de 1666-67 n'avaient pu avoir d'effet rétroactif à l'égard de leurs droits acquis.

Jacques Talon, relieur depuis 1661 qui venait d'installer une imprimerie se vit obligé de cesser ses travaux. Il invoqua son brevet de maîtrise antérieur aux arrêts de 1666-67 et s'adressa au lieutenant de police en 1670. Malgré l'appui de Loménie de Brienne, son client, il fut débouté de sa demande et l'interdiction d'imprimer prononcée par le syndic fut confirmée.

Les relieurs, battus sur ce point, changèrent de tactique et essayèrent de se faire représenter parmi les officiers de la communauté. Ils se plaignaient, en effet, que les adjoints fussent toujours pris au nombre des libraires et des imprimeurs. En 1673, ils demandèrent avec insistance qu'on leur permit d'élire deux relieurs comme adjoints pour essayer d'enrayer le mal. Le lieutenant de police communiqua la requête au Syndic et adjoints. Une assemblée générale eut lieu dans laquelle on fit droit à cette réclamation et on choisit deux relieurs : Levasseur et Musier pour veiller, sous l'autorité du Syndic, et des adjoints à l'exécution des règlements par les relieurs.

Sur ces entrefaites, le Conseil d'Etat rendit un arrêt le 11 avril 1674, rappelant les défenses de 1666-67 et les renforçant : « les officines et boutiques d'imprimerie et librairie ouvertes par les relieurs et autres depuis cesdits arrêts, seront fermées à la diligence des syndic et adjoints, à peine de 1.000 livres d'amende

et de plus fraude s'il y échet, en cas de contravention.

C'est ainsi que Christophe Rémy et Jouvenel, tous les deux relieurs qui avaient boutiques de librairie durent les fermer aussitôt. Opposition fut faite par les confrères et l'instance fut portée devant le conseil. La fermeture n'en fut pas moins maintenue. Treize fils ou gendres de maîtres qui s'adressèrent au roi pour réclamer ne furent même pas reçus. On les pria d'attendre la réalisation des projets de réforme en préparation.

L'assemblée de 1673, en outre avait mis au grand jour ce que chacun pensait depuis longtemps, ce qu'on discutait même déjà dans les réunions des groupes de la communauté. Le syndic et les adjoints tout en protestant de leur dévouement à la communauté retournèrent contre les relieurs une imputation que ceux-ci, avec plus de justice, peut-être auraient pu articuler contre eux. Ils les accusèrent formellement d'agir dans le dessein de se séparer des libraires et des imprimeurs pour être maîtres de leur communauté et confrérie. L'idée était dénoncée publiquement, elle allait bientôt se réaliser.

La séparation était la seule solution possible, car chacun était pénétré de la valeur de ses droits et personne ne voulait céder. La question en valait la peine. Tant que les relieurs seuls tinrent boutique de librairie les libraires patientèrent n'y voyant pas trop de dangers. Mais il advint un jour où les doreurs se faisant recevoir comme libraires voulurent eux aussi ouvrir des librairies. La concurrence devenait sérieuse pour les libraires : il fallait agir. Il y avait bien une difficulté : les grandes librairies avaient chez eux un atelier de reliure et ils n'allaient pas voir sans regret s'évanouir une partie de leurs bénéfices. Mais l'intérêt général devait passer par dessus ces considérations particulières.

La scission fit un grand pas en 1683. Au mois d'août deux édits, dont le titre était très significatif, étaient préparés. Le premier portait comme titre : « Édit du roi pour le règlement des imprimeurs et des libraires de Paris » ; le second : « Édit du roi pour le règlement des relieurs et doreurs de livres ». Tous deux portaient à la fin la mention : « Donné à Fontainebleau au mois de..... l'an de grâce 1683. Il ne manquait que la date et la signature.

Ces lettres patentes ne furent pas publiées. Mais un arrêt du Conseil d'Etat daté de Fontainebleau, du 30 août 1683 les révéla le premier, en ordonnant: « que les nouveaux statuts et règlements de la communauté des imprimeurs et libraires seraient exécutés suivant leur forme et teneur ». Il appelait en même temps à la maîtrise trente et un nouveaux libraires et quatre imprimeurs.

Les relieurs assignèrent les libraires pour leur faire communiquer ces lettres patentes à l'enregistrement desquelles ils s'opposaient comme membres de la communauté des libraires imprimeurs et relieurs. Les libraires firent les morts et déclarèrent seulement qu'ils ne connaissaient le nouvel édit que depuis qu'ils étaient obligés de s'y soumettre et ils se laissèrent condamner par défaut. Une assemblée générale qui devait avoir lieu fut arrêtée à temps par le procureur (*général* [?]) sur l'insistance des libraires. Les relieurs n'en continuèrent pas moins leur procédure et, faisant table rase des nouveaux statuts dont ils ne voulaient pas connaître la teneur puisqu'ils n'étaient pas enregistrés, ils déclarèrent qu'ils s'opposaient à ce que les maîtres nommés par l'arrêt du 30 août 1683 fussent reçus. Ils reprochaient également au syndic et aux adjoints d'avoir exigé de chacun de ces nouveaux maîtres 320 livres et des fils de maîtres, 100 livres.

« Outre ce, disaient-ils, les ont contraint à faire les

festins au sujet desquels ils ont fait grande dépense et débauche, où ils ont commis plusieurs désordres, jusqu'à se jeter les verres à la tête les uns des autres ce qui est beaucoup blâmable, puisque le tout est contraire aux anciens règlements d'après lesquels on ne devait faire payer pour tous frais que 30 livres à ceux qui n'étaient pas fils de maître. »

Puis, ils revenaient sur la tolérance des adjoints à l'égard de ceux qui reliaient secrètement « en chambre » sans être pourvus de brevets. Un arrêt du Parlement du 31 mars 1685 leur donna partiellement gain de cause, les libraires ayant fait encore défaut. Aussitôt les relieurs poursuivirent les adjoints et le syndic en paiement des dépens puis essayèrent de provoquer un mouvement en leur faveur. Mais, sur les sollicitations des syndic et adjoints qui allaient se voir contraints de payer les dépens de leur condamnation par défaut, le Conseil d'Etat rendit le 8 Mai 1685 un arrêt défendant aux relieurs de continuer leurs poursuites sous peine de nullité et de cassation de leurs procédures. La lutte devenait plus difficile à soutenir, et les relieurs n'avaient plus qu'à demander instamment au roi par un placet de revenir sur l'arrêt de son conseil du 8 mai. « Si les relieurs, écrivaient-ils, étaient persuadés que l'intention de V. M. fût de les retrancher de la communauté des imprimeurs, libraires et relieurs, ou même de les anéantir absolument ils s'y soumettraient sans murmure et se feraient un devoir de la plus parfaite obéissance ».

En fait, la soumission des relieurs était de pure forme, et chaque fois que l'occasion s'en présentera leur résistance et leur obstination seront toujours opiniâtres.

A la suite de ce placet, les relieurs « obtinrent l'assurance de la bouche des commissaires, aussi bien de celle de Mgr. le Chancelier qu'on avait fait un

nouveau règlement dans lequel le droit des uns et des autres avait été conservé et qu'il avait envoyé au Parlement le 1^{er} août 1685. Ils allèrent même trouver le sieur Doujois, greffier, qui leur lut des articles les concernant dont ils furent fort contents. Alors ils dormirent en repos une année entière ».

Tout à coup, le 7 septembre 1686, parut l'Edit du roy pour le « règlement des relieurs et doreurs de livres ». Les relieurs formaient désormais une communauté spéciale, et les imprimeurs triomphaient, le roi donnait au début du règlement les raisons qui l'avaient poussé à séparer les relieurs de la communauté des libraires, puis se prononçait nettement (1).

(1) « Quoique la profession des maitres relieurs et doreurs » de livres soit entièrement distincte et séparée de celle des » maitres libraires et imprimeurs, néanmoins lesdits maitres » relieurs et doreurs n'ont cessé de prendre conjointement les » titres et qualité d'imprimeur et de libraire sans avoir acquis » aucune connaissance desdites professions ; et ce sous pré- » texte que les maitres imprimeurs, libraires, relieurs et doreurs » ne composent ensemble qu'une seule et même communauté. » Ce qui ayant produit plusieurs inconvénients considérables » et préjudiciables à nostre service et à l'intérêt du public, et » voulant empescher que cette confusion ne nuise entière- » ment toutes les susdites professions. A ces causes et pour » autres considérations à ce nous mouvans ; nous avons dit et » ordonné, disons et ordonnons, voulons et nous plait que la » Communauté des maitres relieurs et doreurs sera et demeu- » rera à l'avenir entièrement distincte et séparée de la Com- » munauté desdits maitres libraires et imprimeurs sans que, » pour quelque cause et prétexte que ce soit, les dites deux » communautés puissent être unies et incorporés ci-après ny » entreprendre l'une sur l'autre : et à cet effet, et en tant que » besoin serait, nous avons érigé et érigeons par ces présentes » au titre de maitrise ladite profession et en corps de Commu- » nauté lesdits maitres relieurs et doreurs, pour estre, à l'avenir » ladite communauté régie et gouvernée suivant les statuts ci- » après par nous faits et arrêtés, lesquels nous voulons être obser- » vés et exécutés de point en point et selon leur forme et teneur. »

L'Université qui n'avait pas été consultée au sujet des nouveaux Edits de 1686 incitée par les relieurs qui voulaient rester libraires et relieurs à la fois, prit parti pour les relieurs. En 1689, elle fut autorisée par le Conseil à s'expliquer et fournir un rapport. L'Université aurait voulu que les relieurs fussent « congrus en langue latine » parce qu'étant exposés à périr avec leur famille pour avoir relié de mauvais livres, il y aurait injustice à les condamner quand ces livres seraient en latin, puisqu'ils n'auraient pu les apprécier. Puis se retournant contre les libraires et les imprimeurs, elle espérait que le roi n'aurait « aucun égard particulier de 4 à 5 imprimeurs-libraires, enfants dénaturés qui, par des nouveautés préjudiciables à la religion et à l'Etat et au repos public, percent les entrailles de leur mère en la dépouillant de la puissance que la nature lui a donnée sur ceux qu'elle a engendrés, et que par avidité insatiable de s'enrichir se veulent engraisser du plus pur sang de leurs frères, les libraires relieurs et les compagnons en ostant aux uns et aux autres le moyen de prolonger leur vie et de faire subsister leurs familles par leurs mœurs, leurs travaux et leurs peines ».

Mais l'Université en fut pour ses frais de rhétorique. Elle ne fut pas écoutée, et l'Edit de 1686 continua à être la loi des relieurs.

Les rapports respectifs des relieurs et des imprimeurs et libraires ne se trouvèrent nettement réglés qu'après un double différent relatif à la question du bureau et à celle de la confrérie.

Malgré l'édit de 1686 le bureau des libraires était, au point de vue du local, demeuré commun avec les relieurs..

Mais lorsque les libraires, en 1727, transportèrent leur bureau de la rue des Mathurins à la rue du Foin, où il n'existait pas comme dans leur ancien local une

grande salle de rez-de-chaussée qu'ils louaient aux relieurs pour leurs assemblées et le lotissement des peaux, ils se refusèrent à admettre ceux-ci comme par le passé. Les relieurs louèrent alors une salle rue des sept voies et demandèrent une indemnité de 3000 livres. Le 18 septembre 1730, le Conseil d'Etat statua sur le différend et enjoignit aux relieurs d'avoir leur bureau séparé de celui des libraires.

Quant au débat relatif à la confrérie, il donna lieu à une animosité particulièrement vive. Des discussions fréquentes s'étant élevées entre les relieurs et les représentants des autres professions, leurs confrères, on procéda à une liquidation amiable le 30 octobre 1730 : « A l'effet de terminer toute difficulté et régler » leurs prétentions respectives, notamment sur le » partage des meubles lors de leur désunion, que de » l'argenterie, poêle et autres effets de leur confrérie ; » celle-ci cesserait d'être commune entre les deux » communautés, sauf à celle des relieurs à établir » leur confrérie en telle autre église qu'ils jugeront à » propos. » Cette transaction fut homologuée par le Conseil d'Etat, le 19 janvier 1731. Ainsi se trouva achevée la séparation en un groupement entièrement distinct de la corporation des relieurs.

Veuves des maîtres.

Les veuves des maîtres faisaient partie de la communauté. Il leur appartenait de continuer le travail de l'imprimerie et de tenir boutique de librairie, en employant les compagnons nécessaires.

Elles pouvaient faire achever aux apprentis de leur mari défunt, le temps de l'apprentissage mais non prendre de nouveaux apprentis.

En cas de remariage, les veuves ne continuaient à exercer l'imprimerie et la librairie qu'autant que leur second mari ayant les qualités requises avaient été

reçus maîtres dans la communauté (1) (Règl. 1618 art. 10 — Règl. 1649 art. 10 — Règl. 1686, art. 55 — Règl. de 1723 art. 55).

§ II. — *Accession à la maîtrise*

A. — *Droit commun.*

Suivant le droit commun, l'aspirant à la maîtrise devait satisfaire à un ensemble de conditions déterminées qui firent à diverses reprises l'objet de prescriptions minutieuses.

a) *Stage préalable.* — L'aspirant à la maîtrise devait fournir la preuve qu'il avait fait son apprentissage, pendant quatre ans, (2) et servi les maîtres, en qualité de

(1) — Marie-Jacqueline Tirmont, veuve Crévier, libraire, continuant son commerce de librairie sous le nom de veuve Crévier quoiqu'elle eût épousé en secret Charles Henri Decourbes, fils de libraire, non reçu, les syndic et adjoints firent saisir les marchandises de librairie sur son mari et sur elle — Par sentence de police du 15 mars 1743, la saisie a été déclarée bonne et valable et la vente desdits livres ordonnée; cependant sursis à ladite vente pendant trois mois dans lequel temps Decourbes se ferait recevoir libraire — Pendant ce délai, la femme Decourbes s'étant opposée à la susdite vente, sur le fondement d'une demande en séparation par elle ci-devant intentée contre son mari; par sentence du 5 juillet 1743, celle du 15 mars précédent a été déclarée commune avec elle, et elle condamnée aux dépens — Depuis, les créanciers de la prétendue veuve Crévier ayant formé demande de ce qu'elle leur devait, et Descourbes s'y étant opposé, comme n'étant pas leur débiteur, par sentence du 26 juillet 1743, Descourbes a été condamné à les payer, et aux dépens (Saugrain, Code de la librairie - 1744 - Rapporté sous l'art. 55 du règlement de 1723.)

(2) Toutefois le principe fut toujours admis que les fils de maîtres, sans apprentissage avaient les qualités requises. Ils ne pouvaient cependant être reçus à la maîtrise que s'ils avaient les qualités exigées à l'ordinaire. (Règl. de 1618, art. 9 - Règl. de 1649 art. 8 Edit. d'août 1686, art 28, régl. de 1723, art. 27)

compagnon, durant 3 ans. (Régl. de 1649, art. 4. Édité d'août 1686, art. 40. — Régl. de 1723, art. 43).

b) *Condition d'âge*. — A partir de 1686, nul ne peut être reçu maître avant l'âge de 20 ans accomplis.

c) *La connaissance du latin et l'aptitude à lire le Grec* — Cette condition traditionnelle fut exigée à toute époque, car, disait-on, l'imprimeur ou le libraire débitant des livres condamnés ne devait pas pouvoir se retrancher derrière son ignorance si le livre incriminé était écrit en latin ou en grec. L'aspirant devait rapporter un certificat de sa « congruité » délivré par le recteur

d) *Capacité professionnelle*. — La capacité professionnelle du candidat à la maîtrise était primitivement attestée par le témoignage des maîtres en exercice (1). Le règlement de 1723 (art. 44) institua un examen professionnel. Les aspirants libraires étaient examinés sur le fait de la librairie et les aspirants imprimeurs, outre cette même épreuve, devaient montrer leur capacité sur le fait de l'imprimerie et toutes choses en dépendant. Les épreuves étaient subies devant les syndics et adjoints en charge accompagnés de quatre anciens officiers de la communauté, dont deux exerçant l'imprimerie, et quatre autres libraires n'ayant point passé par les charges, mais ayant, au moins, dix années de réception et comprenant également deux imprimeurs. Ces huit examinateurs étaient tirés au sort par l'aspirant dans le nombre tant desdits anciens officiers que des libraires et imprimeurs ayant dix années de réception.

(1) Edit de Charles IX en mai 1571. Art. 20. Aucun ne pourra dresser imprimerie nouvelle ni faire état de maître imprimeur sinon qu'il ait fait son apprentissage en forme susdite ou qu'il ne soit certifié capable de bien faire ledit état, et ce par la certification de deux libraires jurés et de deux maîtres imprimeurs, tous chefs de maison et de bonne réputation, ce qui se fera sans exactions d'aucun salaire ou loyer.

Les examinateurs ainsi nommés devaient se trouver avec les Syndic et adjoints à la chambre syndicale pour procéder tous ensemble par voie de scrutin aux dits examens et épreuves. Chacun recevait, à cet effet, six jetons valant six livres tournoi qui leur étaient payés par le candidat. L'examen devait durer au moins deux heures, et la réception ne pouvait être prononcée que si l'aspirant avait les deux-tiers des voix en sa faveur. Un procès-verbal du tout devait être aussitôt dressé par le Syndic et ses adjoints. Les conditions de cet examen professionnel se trouvèrent à nouveau précisées par l'arrêt du conseil du 30 août 1777 :

Art. 5. — Dans l'assemblée qui précédera les examens sur le fait de la librairie, les syndics et adjoints feront le choix d'autant d'articles qu'il y aura d'examineurs; les articles après avoir été communiqués au récipiendaire seront fermés dans une boîte jusqu'au jour de l'examen.

Art. 6. — Les examinateurs étant rassemblés, celui d'entre eux qui doit faire la première demande prendra un des articles renfermés dans la boîte et en fera la base de ses questions; celui qui doit interroger après lui en prendra un autre et ainsi de suite, toujours au hasard jusqu'à ce que tous les articles soient épuisés.

Art. 7. — L'examen des aspirants à la maîtrise d'imprimerie roulera sur la manutention générale de l'imprimerie et il n'y aura point d'article communiqué.

e) *Formalités de la réception.* -- Les aspirants qui avaient les qualités requises, pouvaient briguer la maîtrise lorsqu'ils avaient passé l'examen et présenté les certificats attestant leur moralité et leur religion catholique (1) signés par quatre maîtres de la communauté, dont deux exerçant l'imprimerie.

(1) Arrêt du Conseil du 9 juillet 1685 — « Portant défense à tous libraires et imprimeurs faisant profession de la R. P. R.

Le procès-verbal de l'examen dressé par les syndic et adjoints était transmis avec l'information de vie et mœurs au lieutenant général de police pour être envoyé, par ce dernier, avec son avis, au garde des sceaux qui provoquait un arrêt du Conseil autorisant la réception. (Règl. de 1723, art. 45) (1).

Cette réception avait lieu dans la chambre de la Communauté moyennant le versement d'une somme fixée qui devait être employée aux affaires de la Communauté. Les nouveaux maîtres prêtaient serment par devant le lieutenant général de police en présence des Syndic et adjoints qui en faisaient mention sur les lettres de maîtrise.

Les droits de réception d'abord fixés à 60 livres par le règlement de 1618, puis à 300 livres par l'édit d'août 1686, passèrent à 1.000 livres en 1723, pour l'aspirant libraire et à 1.500 pour l'aspirant imprimeur. A partir de cette dernière époque celui qui

« de faire à l'avenir aucune profession de libraires et imprimeurs à commencer du jour de la publication du présent arrêt, à peine de confiscation de leurs livres, formes et marchandises, et de 3000 livres d'amende. »

Arrêt du Conseil du 11 août 1685 — « Sur la requête des libraires et imprimeurs de la R. P. R. au nombre de six établis à Paris, qui leur accorde un délai de trois mois pour se défaire de leurs marchandises, pendant lequel temps ils pourront continuer à exercer leur profession.

(I) Arrêt du Conseil du 30 août 1777, art. 9. — Il sera remis copie de ce procès-verbal au récipiendaire qui y joindra son acte de baptême, un certificat de catholicité et le brevet d'apprentissage dûment quittancé, les certificats des maîtres chez lesquels il a travaillé après son apprentissage, pour, le tout, être envoyé à M. le chancelier ou garde des Sceaux et être, en conséquence, expédié un arrêt du Conseil, sur lequel, et non autrement il sera procédé à la réception de tous les aspirants, soit à la librairie, soit à l'imprimerie, laquelle réception sera faite par la chambre syndicale en présence des anciens syndic et adjoints.

avait été reçu libraire devait s'il était dans la suite admis à la maîtrise d'imprimeur, payer, outre la somme de mille livres déjà versée, celle de cinq cents livres (régl. de 1723, art. 45). L'arrêt du Conseil du 30 août 1777 porte enfin la somme à verser par les non privilégiés à 2.000 livres pour la librairie et à 3.000 pour l'imprimerie et la librairie à la fois.

B. — *Cas particuliers.*

a) *Fils et gendres de maîtres.* — Pour l'admission à la maîtrise, les fils et gendres de maîtres furent toujours soumis à un régime de faveur. Dès l'origine de la communauté, le règlement de 1618, art. 9, prévoyait la réception des fils de maîtres par les syndic et adjoints à leur première requête. Il en était de même pour les compagnons qui « ayant fait et parachevé leur apprentissage en cette ville de Paris, qui prendront par mariage la fille d'un des libraires ou imprimeurs ». Les textes postérieurs reproduisent des dispositions analogues (1).

Suivant les dispositions de 1723, les fils de maîtres, qui ayant les qualités requises étaient reçus sur leur réquisition devaient remettre au Syndic pour les af-

(1) Règlement de 1649, art. 8. — Les compagnons qui prendront en mariage quelque fille de maître seront reçus par les syndic et adjoints ayant le certificat du recteur, et quittance de leur apprentissage et du temps qu'ils doivent servir les maîtres après leur dit apprentissage.

Edit du mois d'août 1686, art. 41. — Les fils de maîtres qui auront les qualités requises seront reçus à leur première requête, en mettant ès mains du syndic la somme de 100 livres seulement pour les affaires de la communauté.

Item. art. 42. — Les compagnons qui épouseront la veuve ou la fille d'un maître imprimeur ou libraire seront reçus à leur première requête s'ils ont d'ailleurs les qualités requises en mettant seulement ès mains du syndic la somme de 30 livres pour les affaires de la communauté,

fares de la communauté : 600 livres s'ils exerçaient la librairie. Quand dans la suite, ils venaient à être reçus à la maîtrise d'imprimeur, ils devaient en outre une somme de trois cents livres, sans préjudice de la première. Si la réception avait lieu à la fois pour l'imprimerie et la librairie, ils devaient remettre la somme de 900 livres (art. 46). Les compagnons ayant épousé la fille ou la veuve d'un maître étaient soumis aux mêmes conditions d'admission. Les uns et les autres étaient tenus de subir l'examen et d'observer les formalités prescrites par les règlements (1).

b) *Lettres de maîtrise*. — Une autre manière exceptionnelle de parvenir à la maîtrise était l'acquisition d'une « lettre de maîtrise », sorte de brevet délivré moyennant finance à quiconque désirait s'en rendre acquéreur et qui donnait à son détenteur le droit de s'établir en dehors de l'intervention de la communauté. Ces brevets pouvaient être institués à l'occasion des événements marquants (2). Un édit de janvier 1665 porte création de deux maîtrises en chacun des arts et métiers de toutes les villes, faubourgs, bourgs et lieux du royaume, en faveur du titre de premier prince du sang acquis à M. le duc de Valois. Les titulaires de ces lettres avaient tous les droits des autres maîtres sans être tenus de faire aucun chef

(1) Suivant le tarif institué en 1777 les fils de maîtres étaient tenus de payer 600 livres pour la librairie et 800 livres pour l'imprimerie, outre les frais de la communauté — ce qui faisait en tout pour les fils de maîtres : 1871 livres, 12 sols — Les compagnons qui épousaient la fille ou la veuve d'un maître payaient également 600 livres pour être reçus libraire, 800 livres pour être reçus imprimeurs — les uns et les autres payaient 900 livres pour être à la fois imprimeurs et libraires, ce qui avec les frais de réception pour les gendres faisait 1821 livres douze sols.

(2) Il en fut ainsi, par exemple, en 1615, à l'occasion du mariage de Louis XIII avec Anne d'Autriche.

d'œuvre ni de souffrir examen, payer banquet, droit de confrérie ou de boîte, ni aucun des paiements auxquels sont astreints les aspirants ordinaires. Pour assurer le débit de ces titres privilégiés, il était défendu de recevoir aucun maître ou fils de maître avant que toutes les lettres aient été remplies, excepté dans les communautés qui, comme celle des libraires imprimeurs de Paris avaient payé pour en être exemptées. Car il était loisible aux communautés de « réunir » ces lettres en les achetant elles-mêmes pour anéantir la concurrence qui pouvait en résulter. En réalité, c'était donc pour le pouvoir royal une façon ingénieuse de déguiser les impôts extraordinaires pour les faire accepter plus aisément.

c) *Admission des anciens professeurs.* — Aux termes de l'arrêt du Conseil du 10 décembre 1725, déterminant les rapports entre l'Université de Paris et la Communauté des libraires et imprimeurs de cette ville, il fut décidé que : « les professeurs de l'Université de » Paris, qui, après sept années de régence consécutives » et accomplies voudront exercer la profession de la » librairie, y seront admis jusqu'au nombre de trois » seulement sur l'attestation de l'Université, dans laquelle sera fait mention expresse desdites sept années » d'exercice et seront reçus en conséquence dans » ladite communauté sans examen et sans frais, à la » charge par eux de prêter le serment accoutumé entre » les mains du lieutenant général de police, d'observer » les réglemens de la librairie, d'être sujets aux visites » des Syndics et adjoints et de contribuer aux charges » de ladite Communauté. »

§ III. — *Limitations de la maîtrise*

A. — *Limitation des réceptions.*

Une des préoccupations les plus importantes des libraires et imprimeurs lorsqu'ils demandèrent à se constituer en chambre syndicale était de limiter la concurrence.— Ils entendirent donc dès cette époque restreindre dans toute la mesure du possible le nombre des personnes autorisées à exercer leur profession, l'article 16 du règlement de 1618 leur donna satisfaction : « pour éviter aux abus, désordres et confusions qui arrivent journellement par l'impression d'un nombre infini de livres scandaleux... sera expressément défendu aux dits syndic et gardes de notre dite Université de ne plus recevoir par chacun an qu'un libraire, un imprimeur et un relieur. Ainsi, dit M. Mellotée, « l'action de la chambre syndicale qui se » fit sentir dès le milieu du XVII^e siècle, fut la suppression effective de la liberté de la maîtrise. La » corporation devint dès lors, non seulement un droit, » mais en fait, un monopole des maîtres qui déci- » daient souverainement en leurs assemblées des nouvelles nominations. Naturellement les compagnons » étaient le plus souvent, sinon toujours, écartés et » ils n'avaient guère de chance d'être admis qu'en » épousant une veuve d'ancien maître. Les places » vacantes étaient réservées aux fils de maîtres. Le » régime corporatif avec tous ses abus s'introduisait » dans l'imprimerie ».

B. — *Fixation du nombre des maîtres en exercice.*

La réduction des réceptions ne parut pas encore

suffisante (1) et en 1686, le règlement du mois d'août déclara qu'il ne serait plus reçu aucun maître imprimeur tant que le nombre n'en serait pas réduit à trente six, les libraires étant, de leur côté, réduits à vingt-quatre. Dans la suite il ne pouvait être reçu de maîtres qu'autant qu'il en manquait pour parfaire ce nombre (Edit de 1686 art. 43).

A cette époque, on se plaignait de tous côtés dans l'imprimerie de la dureté des temps « de deux cents presses qui sont dans Paris, il n'y en a pas cinquante qui travaillent. Faisant allusion à cette situation générale, le chancelier Pontchartrain disait, en 1701, dans une lettre adressée à Boisguillebert « il y a déjà tant d'imprimeurs et de libraires, leur nombre les rend
« si pauvres et leur pauvreté est pour eux une si dan-
« gereuse tentation de s'écarter des règles, que, bien
« loin d'en augmenter le nombre, il serait plus à pro-
« pos de le réduire ».

Nous avons eu l'occasion, plus haut, de dire que cette limitation du nombre des imprimeurs n'était point du goût des libraires qui voyaient le prix des impressions augmenter par suite de la diminution de la concurrence. Une déclaration royale du 10 décembre 1720 leur avait momentanément donné satisfaction (2) en levant la fixation à 36 des imprimeurs parisiens (3). L'année suivante, une assemblée géné-

(1) Un document de l'époque nous révèle qu'entre le mois de mai 1632 et le même mois de l'année 1637, on n'avait pas reçu dans la corporation moins de 123 nouveaux maîtres dépassant ainsi de 108 unités le nombre des admissions réglementaires.

(G. Lepreux — Une enquête sur l'imprimerie de Paris en 1644 — le bibliographe moderne, 1910, nos 1 et 2).

(2) Sur ce point, voir : H. Omont, les imprimeries parisiennes en 1721 (Bulletin de la Société de l'histoire de Paris et de l'Ile de France, tome XXXV, 1908).

(3) Chiffre confirmé depuis 1686 par l'arrêt du Conseil du 21 juin 1704 fixant le nombre des Imprimeurs tant à Paris que

rale des libraires, imprimeurs et relieurs fut ordonnée pour discuter la question, l'assemblée eut lieu les 26, 27 mars 1721. Les libraires fils de libraires et quelques imprimeurs votèrent pour la suppression de la fixation. Mais l'assemblée des imprimeurs vota contre, les premiers déclaraient la fixation contraire au bien public qu'elle prive des ouvrages d'art qui n'apparaissent que sous un régime de liberté. La limitation, disaient-ils, est préjudiciable aux familles de la communauté qu'elle prive parfois, à la mort du chef de famille de leur industrie par l'obligation d'une vente à vil prix. Enfin selon eux, il était à craindre que « la multiplication des imprimeries fasse un obstacle à la police » c'est-à-dire, détermine une affluence d'écrits prohibés, car il y a très peu de libraires qui soient en état d'établir une imprimerie selon les règlements ».

Les imprimeurs répondirent en montrant que le bien public n'avait pas souffert de la limitation des imprimeries, et « les catalogues des libraires qui sont » dans les mains de tout le monde, prouvent que » l'on n'a jamais tant imprimé des ouvrages aussi » importants que depuis cette fixation. » D'autre part, « permettre à tous les libraires de Paris d'exercer » l'imprimerie, ce serait former un peuple d'imprimeurs... le trop grand nombre de personnes qui » exercent une même profession ôte nécessairement » à la plus grande partie le moyen d'en tirer sa subsistance, et l'indigence ne manque jamais de produire la négligence du beau. »

Le règlement de 1723 maintint la fixation à 36 des imprimeurs parisiens, qui demeura en vigueur jus-

dans les villes des provinces ; l'arrêt du Conseil du 13 décembre 1706, la déclaration du 23 octobre 1713, l'arrêt du Conseil du 31 mars 1739, toutefois ce dernier arrêt réduisait à 251 le nombre des imprimeries fixé pour l'ensemble du royaume à 274 par l'arrêt de 1704 susdit.

qu'à la dissolution des communautés de métiers.

On voit ainsi que les efforts de la communauté tendant à la diminution des établissements avaient pleinement réussi. En 1645 alors que les tentatives de limitation avaient déjà été partiellement admises par le règlement de 1618, Paris comptait encore 76 imprimeries. En 1686, ce chiffre se trouvait réduit de moitié.

§ IV. — *Incapacités et déchéances.*

Après avoir énuméré les règles générales de l'accession à la maîtrise, il convient de mentionner que l'ancienne réglementation prévoyait à titre de pénalités, diverses incapacités et déchéances qu'il nous reste à examiner.

Incapacités.

Les aspirants pouvaient être déchus de tout espoir de parvenir à la maîtrise s'ils empruntaient à un atelier déjà constitué « aucunes presses, casses, ni fontes pour former leur établissement » (art. 52 règl. 1723).

La même sanction était applicable aux apprentis et compagnons qui auraient vendus des livres pour leur compte particulier. (Arrêt du 17 octobre 1704 ; Règl. de 1723, art. 100).

Déchéances.

De leur côté les maîtres en exercice pouvaient être frappés de déchéance temporaire ou perpétuelle.

La déchéance temporaire (pendant 3 mois pour la première fois) était prononcée contre les libraires contrevenant aux prescriptions sur le commerce des

vieux livres. Ceux-ci, en effet devaient-êtré retenus, lorsqu'ils étaient présentés par des personnes inconnues ou suspectes, pour être remis dans les 24 heures entre les mains des syndic et adjoints qui devaient en aviser le lieutenant général de police (Règl. de 1723, art. 8). En pareil cas le libraire était en outre responsable civilement des livres volés ou détournés qui se trouvaient chez lui, et d'amende arbitraire.

La déchéance était perpétuelle dans les cas suivants :

A l'égard des imprimeurs et libraires dont l'établissement était trouvé en dehors des limites de l'université. (Edit de 1686, art. 7. Règl. de 1723, art. 12).

A l'égard des imprimeurs, libraires relieurs et colporteurs ayant participé à la fabrication, la circulation ou la vente de livres défendus. Sans préjudice des peines de droit commun, ils étaient déclarés déchus de leurs privilèges et immunités, « et déclarés incapables d'exercer leur profession sans pouvoir y être jamais rétablis » (règl. de 1618, art. 13. Edit de 1686, art. 62. Règl. de 1723, art. 99).

Après une 1^{re} infraction, cette peine était prononcée contre les libraires et imprimeurs contrefacteurs. (Edit d'août 1686 art. 65, Edit de 1723, art. 109)

A l'égard des imprimeurs, qui, en récidive, avaient imprimé des factums requêtes ou mémoires, sans signature d'un avocat inscrit au tableau, ou d'un procureur, ou « des arrêts des Cours de Parlement et des aydes de Paris », sans permission particulière de ces cours obtenue par arrêt, sur requête présentée à cet effet (art. 111 (1723).

Déchéance du droit des veuves.

Les veuves ne pouvaient continuer l'exercice de l'art d'imprimerie qu'à la charge et condition d'avoir le nombre des presses et caractères fixé par les ordon-

nances, à peine de déchéance de leur droit (Règl. de 1723 art. 55). Nous avons vu (supra) qu'en cas de remariage leur second mari quoique ayant les qualités requises devait avoir été reçu maître en la communauté. Dans le cas contraire, les veuves perdaient leur droit d'exercice.

CHAPITRE III

LES ASSEMBLÉES DE LA COMMUNAUTÉ ET LE BUREAU SYNDICAL : SYNDIC, ADJOINTS, ADMINISTRATEURS DE CONFRÉRIE

I. — Assemblées délibérantes.

A. — Forme primitive.

B. — Troubles de 1638.

C. — Réformes de 1638 et 1649.

D. — Convocation et attributions.

II. — Assemblées électives.

A. — Origine : Suffrage universel.

B. — Réforme de 1649 : Suffrage restreint.

III. — Bureau Syndical.

A. — Eligibilité aux fonctions de Syndic et d'adjoints

B. — Formalités de l'entrée en charge et prérogatives

a. — Prestation de serment.

b. — Présentation au Recteur.

c. — Prérogatives.

C. — Attributions générales.

IV. — Administrateurs de Confrérie.

§ I. — *Les assemblées délibérantes*

A. — *Forme primitive des assemblées.*

Suivant le règlement de 1618, tous les maîtres de la communauté étaient convoqués pour les assemblées par le syndic. Une sentence du 21 janvier 1625 frappait les absents d'une amende de 20 livres. Les convocations aux assemblées avaient lieu par billets portés à domicile par le clerc de la communauté ; ils étaient ainsi libellés :

M...,

Vous êtes prié, de la part des syndic et adjoints de vous trouver jeudi (date, année, heure) en la chambre syndicale pour affaires importantes. En manteau et en rabat.

Les séances avaient lieu tous les jeudis à une heure, d'après un arrêt pris le 28 août 1619 par la communauté et au début, du moins étaient publiques.

B. — *Troubles dans les assemblées en 1638.*

Mais il arriva, par la suite que la trop grande multiplication des libraires et imprimeurs causa lors des assemblées de graves désordres dont on trouve le récit dans un document de l'époque (1) « Lorsqu'on » faisait les assemblées, soit pour délibérer des affaires qui regardaient le bien et l'honneur du corps, » soit qu'il fallait élire des scindics et adjoints, ceux

(1) Mémoire contre (Antoine) Estienne qui veut être syndic (B. N., ms. fr. 22. 079, pièce 27, p. 1 — Cité par M. Lepreux, une enquête sur l'imprimerie de Paris en 1644 - Besançon 1910.

» qui estallent, ou qui se sont licentiez hors l'Univer-
» sité, prévallant à cause du grand nombre, s'oppo-
» sent toujours à tout avec des parolles injurieuses, et
» chacun ne pouvant plus s'entendre qu'avec tumulte,
» et sans se pouvoir faire escouter, on a poussé jus-
» ques à s'entrebattre en la face mêmes de messieurs
» les lieutenant civil et Procureur du roy, aux caros-
» ses desquels on a jeté des pierres, quoiqu'ils vins-
» sent, comme ils l'ont accoustumé, honorer de leur
» présence la communauté pour le bien de ses affaires
» et à sa requête même. Depuis cet excès d'insolence,
» ladite communauté s'estant encore assemblée en
» la présence du dernier lieutenant civil et de M. le
» Procureur du roy d'à présent, il s'y commit tant
» d'insolences et fut vomy tant de blasphèmes et usé
» de tant d'irrévérances en la présence de ces magis-
» trats, qu'ils furent contraints de se lever et sortir
» sans rien faire, en disant qu'ils ne reviendront ja-
» mais dans la chambre d'une communauté telle que
» les harangères de Paris ne sauroient l'esgaller en
» insolences et incivilités. Voyant que ces mauvaises
» rencontres pourroient faire perdre tous les privilè-
» ges de la communauté et qu'elle seroit à l'avenir ré-
» duite à n'avoir plus de juges qui se voulussent don-
» ner la peine de se transporter dans le bureau et
» qu'il faudroit, comme dans les métiers mècheiques
» aller au chatelet l'on en porta sa plainte au Conseil
» où, après le rapport des magistrats, il intervinst
» arrest qui porte quelles personnes on doit assem-
» bler..... » L'arrêt dont il s'agit, rendu par le Con-
seil d'État privé du roi, le 21 juin 1639, règle les con-
ditions dans lesquelles auroient lieu à l'avenir l'élec-
tion des Syndic et adjoints. Nous aurons à y revenir
dans le chapitre suivant.

C. — *Réformes de 1638 et 1649.*

Quand aux assemblées délibérantes, le bureau syndical avait décidé, l'année précédente que (1) « Doré-
» navant, nul n'entrera dans la chambre, le jeudi,
» pour l'assemblée des syndics et gardes de la com-
» munauté, qu'il n'ait été en charge, et pour ceux qui
» n'y ont point été, ils seront à la porte jusqu'à ce que
» les syndic et adjoints les fassent entrer pour cognai-
» tre des affaires de différends qu'ils pourront avoir
» par devers eux, et ce, pour éviter la confusion et
» désordre qui arrivent assez souvent. »

En 1646, les syndic et adjoints, dont la politique fut toujours d'accaparer le pouvoir au profit d'une petite collectivité, tentèrent d'enlever définitivement à l'assemblée des maîtres tout pouvoir de contrôle et de discussion. Ils proposèrent donc, « que pour éviter
» les difficultés et confusion qui arrivent souvent es
» assemblées générales, il serait expédient que cha-
» cun des trois membres qui composent le corps de
» la communauté choisissent et nomment entre eux
» certain petit nombre de personnes qu'ils jugeront
» les plus capables et mieux intentionnées, pour, au
» nom de tous, assister aux assemblées qui pourront
» dorénavant être nécessaires pour les affaires d'icelle
» communauté, et délibérer et résoudre avec nous...
» comme si tous y avaient été appelés. » (Assemblée de la communauté du 29 novembre).

Une prétention si excessive ne fut point admise par le règlement de 1649 qui trancha définitivement la question, en décidant que les assemblées appelées à délibérer sur les affaires de la communauté seraient composées outre les anciens syndics et adjoints, de

(1) Registre de la communauté. B. N. Mss. français 21.855, tome I.

membres désignés à cet effet par les officiers en charge et par les anciens. Ces membres « mandés », au nombre de seize, dont huit exerçant l'imprimerie, représentaient toute la communauté, Ils étaient tenus de se rendre aux assemblées convoquées pour les élections ou affaires extraordinaires, à peine, disait le règlement de 1723, d'une amende de 12 livres applicables au profit des pauvres de ladite communauté (1).

D. — *Convocation des assemblées, leurs attributions.*

La convocation aux assemblées était faite par le syndic et les adjoints.

Les affaires courantes étaient la délivrance des brevets, les réceptions à la maîtrise ; les visites des livres et l'administration proprement dite de la communauté. On y entendait les bons avis que les confrères pouvaient avoir à donner afin « de tâcher de remettre l'imprimerie et la librairie dans l'honneur dont elle était déchue ».

Il y avait aussi les discussions sur les mesures à prendre pour faire respecter les règlements généraux, car il ne faut pas oublier que l'application des règles corporatives était l'un des buts principaux de la chambre syndicale. C'est enfin, dans ces réunions que se décidaient les procès à soutenir contre les autres corporations qui empiétaient sur celle des imprimeurs. L'une des fonctions les plus intéressantes de la chambre syndicale c'était son essai de juridiction arbitrale qu'elle tenta de faire entrer dans les habitudes de ses

(1) Sentence du 21 janvier 1625. A la requête de Thomas Blaire, syndic, qui condamne ceux qui ne se trouveront pas aux assemblées. en vingt livres parisis d'amende, toutes les fois qu'ils y manqueront.

Sentences de police des 6 juin et 3 juillet 1669 qui condamnent en l'amende ceux qui ne se sont pas trouvés aux assemblées.

membres. Au lieu de s'adresser aux tribunaux du roi, tous les imprimeurs et relieurs pouvaient venir exposer leurs plaintes « aux syndic et gardes pour y être pourvu, ainsi qu'il sera admis entre eux et, ce qu'il sera besoin de faire sera signé de chacun d'eux, le tout pour obvier aux abus et malversations »

§ II. — *Assemblées électives.*

A. — *Origines : Suffrage Universel.*

Suivant le règlement constitutif de 1618, la communauté avait à sa tête un syndic assisté de quatre adjoints, élus au suffrage universel par l'ensemble des maîtres imprimeurs et libraires réunis en assemblées générales : « Tous les libraires et imprimeurs s'assembleront par chacun an, en la Salle des Mathurins, au bureau de la Communauté, en la présence du lieutenant civil et du substitut du Procureur Général au Châtelet, le 8 de may, à deux heures de relevée, et non plus tard, afin de procéder à l'élection d'un Syndic et de quatre adjoints » (régl. de 1618, art. 17).

B. — *1638 : Du Suffrage restreint.*

Nous avons vu plus haut que depuis l'institution de la chambre syndicale on n'avait pas appliqué sérieusement le principe limitant l'admission de nouveaux maîtres à une réception annuelle. Il en résulta, en 1638 que le nombre des membres de la corporation « ayant multiplié par les apprentis de tant de maîtres, est cause, qu'à présent il se trouve tant de monde qui compose la communauté des librairies, qu'on en voit plus des deux tiers se tenir sur les ponts, aux

» coins des rues, devant les portes des églises et sur
» les quays de la ville (1). »

La conséquence d'une telle multiplication de la maîtrise se manifesta de façon aiguë cette même année lors de l'élection du Syndic. Le scrutin donna lieu à un tel tumulte, que les opérations furent annulées par arrêt du conseil d'État privé du roi le 21 juin 1639. Ainsi qu'on l'avait admis pour les assemblées délibérantes de la communauté, cet arrêt décidait qu'à l'avenir l'élection du syndic et des adjoints, se ferait « par » les anciens libraires qui ont exercé lesdites charges » de syndic et adjoints, ayant actuellement boutique » ou imprimerie ouverte appelant avec eux six anciens » libraires, six imprimeurs et six relieurs seulement, » et non plus, pour tous ensemble, eslire les nouveaux syndic et adjoints » (2).

Les maîtres libraires et imprimeurs n'admirent point d'abord de telles prétentions et ils quittèrent la Salle des Séances « en faisant grand bruit et confusion ». Seuls les libraires cédèrent, en élisant le 5 décembre 1646 leurs représentants. Mais les imprimeurs restèrent inflexibles. Convoqués le 20 décembre ils refusè-

(1) Cité par M. Lepreux. Une enquête sur l'imprimerie de Paris en 1644.

(2) L'élection eut lieu peu de temps après suivant cette nouvelle procédure. Mais le choix de la personne d'Antoine Vitré ne calma pas les turbulents. En 1643, Antoine Estienne, à la faveur de ces discordes et de sa qualité de premier imprimeur du roi usurpa le syndicat. Il y fut mis bon ordre par l'arrêt du Conseil d'État du 2 octobre 1643 qui désignait pour remplir durant toute l'année les fonctions de syndic : Blaise Cramoisy et Vitré. Mais les partisans d'Etienne s'étaient emparés des registres de délibération et les actes de la chambre syndicale officielle durent pendant ce dernier syndicat être consignés sur le registre des réceptions (Bibl. Nat. Mss. fr. 21842, fol. 117 à 159). Sur les instances de ses collègues, Antoine Vitré conserva le pouvoir jusqu'en 1644.

rent de nommer aucun d'entre eux, quoique dûment de ce fait interpellés.

La question ne fut tranchée que par le règlement de 1649 qui attribuait le pouvoir électif à une assemblée composée des Syndic et adjoints, des anciens officiers, de huit libraires et huit imprimeurs, n'ayant point été dans les charges, nommés par les officiers du bureau et les anciens. Les mêmes personnes, nous l'avons vu plus haut, constituaient, en cas de besoin, l'assemblée générale extraordinaire appelée à délibérer sur les affaires de la communauté.

Les élections se faisaient à la pluralité des voix ; à partir du règlement de 1686 le lieutenant général de police remplaça le lieutenant civil en qualité de représentant du roi aux opérations du scrutin (1) auxquelles il assista désormais aux côtés du Procureur Général au Châtelet.

L'assemblée électorale se réunissait chaque année pour renouveler, par moitié, le corps des adjoints. Au jour fixé pour cette opération : le 8 mai, on procédait donc à l'élection de deux adjoints à la décharge, des deux précédents ayant accompli deux années de mandat (régl. de 1618, art. 17, régl. 1645, art. 25, Edit 1686 art. 53. Régl. 1723, art. 78).

L'élection du syndic avait lieu tous les deux ans.

§ III. — *Le Bureau Syndical*

A. — *Eligibilité aux fonctions de syndics et adjoints.*

Le bureau syndical comprenait le syndic, indifféremment imprimeur ou libraire assisté de quatre adjoints, deux de chaque profession. (Régl. de 1618,

(1) La charge de lieutenant général de police fut instituée en 1667. M. de la Reynie qui en fut pourvu hérita d'une partie des attributions du lieutenant civil, notamment la surveillance de la librairie.

art. 17. Régl. de 1649, art. 25. Edit de 1686, art. 53).

Dans la suite les libraires ayant fait observer qu'ils étaient en plus grand nombre que les imprimeurs obtinrent le bénéfice d'une représentation plus importante au bureau syndical. La déclaration royale du 23 octobre 1713, art. 7, disposait, en effet: « Attendu que » les imprimeurs sont en beaucoup plus petit nombre que les libraires, il ne sera élu dorénavant » qu'un adjoint imprimeur, de deux années en » deux années et à commencer à l'élection qui se doit » faire en la précédente année 1713, il sera choisi » trois sujets parmi les libraires seulement, pour remplir les places du syndic et des deux adjoints qui » ont achevé le temps de leur exercice. »

Comme on le pense, une pareille mesure ne contenta point les imprimeurs qui élevèrent de véhémentes protestations. Si bien que le chancelier d'Argenson convoqua le 7 février 1714 une assemblée de 3 libraires et de 3 imprimeurs pour résoudre cette difficulté parmi d'autres qui s'élevaient entre les deux corps. Les imprimeurs invoquaient que, de tout temps, ils avaient été moins nombreux et avaient joui des mêmes droits que les libraires. Une déclaration royale du 10 décembre 1720 donna provisoirement satisfaction aux uns et aux autres.

Le règlement de 1723 trancha la question de la manière suivante : A l'avenir le Syndic devait être choisi parmi les anciens adjoints (condition nouvelle d'éligibilité), à condition toutefois que cet officier serait alternativement un libraire et un imprimeur « ou que du moins, le syndicat ne pourra être rempli que deux fois de suite par des sujets pris dans le nombre desdits anciens adjoints libraires ou desdits anciens adjoints libraires-imprimeurs, et lorsque le syndic sera libraire-imprimeur, il n'y aura qu'un adjoint exerçant l'imprimerie en charge, en sorte que des cinq officiers qui

composent le bureau, il y ait toujours deux libraires exerçant l'imprimerie (art. 78).

En fait, les libraires conservaient l'avantage puisque sur un bureau de cinq membres ils avaient toujours l'assurance d'être représentés par trois des leurs.

B. — *Formalités de l'entrée en charge et prérogatives des Syndics et adjoints.*

a) *Prestation de Serment.* — Les syndic et adjoints nouvellement élus prêtaient serment de bien et fidèlement se comporter en leurs charges. Il leur en était donné acte sans frais (régl. de 1686, art. 53 — régl. de 1723, art. 79).

b) *Présentation au recteur.* — Avant leur entrée en charge, les officiers de la communauté devaient être présentés au Recteur. C'était là ce qui demeurait à la fin de l'ancien régime, de la domination universitaire sur le corps des libraires et imprimeurs. Le pouvoir dont elle avait joui, à cet égard, avait peu à peu diminué. Chaque nouveau règlement lui avait enlevé une partie de ses attributions et de son autorité. C'est ainsi qu'elle s'était vu retirer la visite des livres, des boutiques et ateliers, les réceptions et la censure. La communauté en vint même à essayer de secouer complètement son joug et de se libérer du dernier vestige de surveillance qu'elle lui imposait encore. Le pouvoir royal favorisa volontiers ces tendances. Toutefois, les libraires imprimeurs tenaient à conserver leur titre de « suppôt de l'Université » qui leur conférait un grand nombre de privilèges. Les prétentions contradictoires de l'Université et de la communauté furent la source d'un procès auquel l'arrêt du Conseil du 10 octobre 1723 avait pour but de mettre un terme. L'obligation de la présentation au recteur date de cette époque : « Les » syndics et adjoints nouvellement élus, seront présentés au Recteur le jour même de leur élection, ou

« le lendemain au plus tard, par ceux qui sortiront de » charge ». En outre, ils étaient tenus d'assister le recteur dans ses réceptions et de lui offrir un cierge d'une livre à l'occasion de certaines fêtes. Chaque maître reçu devait prêter serment entre ses mains. Ces marques de déférence qui témoignaient de la dépendance des libraires et des imprimeurs envers l'université suffit à calmer ses revendications (1).

c) *Prérogatives des Syndic et adjoints*. — Tous les libraires, imprimeurs et artisans du livre : fondeurs, relieurs, doreurs, compagnons, ouvriers, apprentis, colporteurs et autres devaient obéissance et respect aux officiers de la communauté pour l'exercice de leur charge, sous peine d'amende et de punition exemplaire (Édit d'août 1686, art. 54) le règlement de 1723 fixa cette amende à 50 livres (art. 84).

Les anciens syndics et adjoints gardaient entre eux, dans les assemblées de la communauté, leur rang, séance et voix délibérative suivant l'ordre de leur élection. Les syndics ayant la préséance sur les adjoints et ceux-ci sur ceux qui n'avaient point été dans les charges (déclaration du 23 octobre 1713, art. 9 ; règlement de 1723, art. 81.)

C. — *Attributions générales du Syndic et des adjoints*.

D'une manière générale les attributions du syndic et des adjoints pouvaient se ranger sous deux chefs

(1) Le 9 mars 1726. on fêta la solution de ce procès qui durait depuis plus de cent ans, Le recteur entouré des trois doyens des hautes facultés, de quatre procureurs et des autres officiers de l'université, reçut en grande pompe les libraires et imprimeurs qui prêtèrent serment devant lui. De « beaux discours en latin » célébrant les qualités des assistants furent prononcés, puis tous se rendirent au siège de la communauté des libraires. Des jetons en argent portant les armes de l'Université furent distribués pour perpétuer le souvenir de cette réconciliation publique.

distincts. D'une part, en effet ils avaient mission de veiller à la conservation du monopole professionnel appartenant aux membres de la communauté, et ils devaient en outre assurer la gestion et l'administration du patrimoine commun. Nous réservons pour un chapitre distinct cette partie de leur rôle. D'autre part ils constituaient en quelque sorte les représentants de la profession vis à vis du gouvernement royal, et, à ce titre ils étaient garants de l'exécution des règlements concernant l'imprimerie et la librairie. L'arrêt du Conseil d'État du 2 octobre 1643 énumère les matières rentrant dans la compétence des officiers de la communauté : «... tiendront la main à ce que les règlements de l'imprimerie soient exactement observés ; se transporteront en toutes les imprimeries pour voir et visiter les livres qui s'imprimeraient ; se feront représenter les permissions du grand sceau ; et en cas qu'il se trouve que l'on imprime quelques livres sans ladite permission, faire transporter les feuilles imprimées avec les manuscrits ; feront leurs procès-verbaux et en donneront avis à Monsieur le Chancelier pour y être pourveu. Et afin que lesdits scindieqs nommés par le présent arrest soient informés des lieux où l'on travaille à l'impression des livres, veut et ordonne Sa Majesté que, dans la huitaine après la publication du présent arrest, tous les libraires et imprimeurs demeurans en la Ville de Paris aient à mettre en leurs mains une déclaration des livres qu'ils ont chacun sous la presse ; de la quantité des presses qu'ils ont, et des lieux où ils travaillent (1) faisant très expresses inhibitions et

(1) L'enquête ainsi ordonnée fut faite en février 1644 ; l'original s'en trouve dans le manuscrit 18.600 (f^{os} 671-686) du fonds français de la bibliothèque nationale. Soixante quinze ateliers furent visités mais il semble cependant qu'un certain nombre d'établissements de la capitale aient échappé à cette visite. (Lepreux. Une enquête sur l'imprimerie de Paris en 1644).

» défenses à tous lesdits libraires et imprimeurs de te-
» nir presses pour imprimer en autres lieux que dans
» l'enclos de l'Université de Paris, ny de commencer
» l'impression d'aucun livre ou discours que, premiè-
» rement ils n'en ayent donné avis aux seindieqs par
» Sa Majesté nommés, et le mémoire de ce qu'ils veu-
» lent imprimer, avec la permission du grand sceau,
» et seront tenus de mettre le nom de l'auteur, avec
» sa marque ordinaire, à peine de confiscation des
» ouvrages, d'amende arbitraire, et d'être déclarés
» incapables de tenir jamais imprimerie, ni faire la
» fonction de libraires, et de plus grande peine, s'il
» y échet selon la qualité des livres et discours qui
» seront imprimés ; ne pourront pareillement aucuns
» libraires demeurans en la dite ville de Paris faire
» ouverture des ballots, des livres qui leur seront ve-
» nus du dehors. ny vendre et débiter lesdits livres
» qu'ils n'aient été visités par lesdits seindieqs, à peine
» de confiscation de tous lesdits livres et de plus grande
» peine s'il y eschet ; deffend en outre, sadite Majesté
» à tous libraires, colporteurs, de vendre, ni débiter
» aucuns livres ou discours imprimez où le nom de
» l'auteur, du libraire et sa marque ne soient mis ;
» et en cas de contravention, veut qu'il soit procédé
» extraordinairement contr'eux, et qu'ils soient chas-
» tiés par les peines qu'ils mériteront, selon la qualité
» des livres ; enjoint sadite Majesté auxdits seindieqs,
» de faire bonne diligence, pour l'exécution du pré-
» sent arrest, faire leurs procez-verbaux et en donner
» advis audit sieur Chancelier. »

On voit que les pouvoirs du syndic et des adjoints pour assurer l'exécution des règlements étaient fort étendus. En fait ils n'osaient agir contre leurs confrères contrevenants à la police de la librairie. Notamment, en ce qui concerne les contrefaçons ou les livres imprimés sans autorisation ils laissaient le soin de sévir

aux inspecteurs du roi chargés concurremment avec eux de l'application des ordonnances. D'Hemery inspecteur général de la librairie écrivait à ce sujet en 1757 : « il subsiste un abus considérable touchant ce » qui s'imprime à Paris chez les imprimeurs autori- » sés qui, n'ayant à craindre que les visites des syndics » et adjoints font impunément tout ce qu'ils veulent » sans craindre aucune suite dangereuse de la part » de ces officiers, qui sont toujours portés à les ménager dans les cas où ils les trouveraient coupables. » La raison en est simple ; le même intérêt les domi- » nant, ils ne séviront pas contre leurs confrères, » qui dans la suite, étant en charge comme eux pour- » raient leur rendre le change ».

§ IV. — *Administrateurs de Confrérie*

Nous avons vu que la première forme d'organisation corporative des artisans du livre fut la Confrérie de Saint Jean Porte latine, établie en l'Eglise Saint André des Arcs suivant l'autorisation donnée par Charles VI le 1^{er} Juin 1401. La confrérie avait à sa tête plusieurs dignitaires appelés « maîtres ».

La constitution en chambre syndicale des libraires et imprimeurs en 1618, ne fit pas disparaître l'ancienne confrérie et l'usage s'établit d'en choisir les maîtres par élection au sein de la communauté.

Une telle pratique risquait d'amener une rivalité dangereuse entre les deux organismes. Pour mettre fin à une situation qui pouvait devenir préjudiciable à l'autorité de la chambre syndicale, l'édit de 1636, art, 55 décida qu'à l'avenir aucun maître de la confrérie ne serait plus élu en la dite communauté. Désor-

mais, l'administration de la confrérie était confiée aux deux adjoints derniers en charge. Le plus ancien de réception ayant la gestion des deniers. L'Edit de 1686 disposait que chaque maître nouvellement reçu devait payer à ces deux administrateurs lors de la fête de Saint Jean Porte latine 30 sols et 12 livres une fois versées à la réception. Le règlement de 1723 art. 82) porta cette dernière somme à vingt quatre livres.

Les deux adjoints chargés de l'administration de la confrérie rendaient compte de leur administration par devant les syndic et adjoints en charge et les anciens officiers, trois mois après la fin de leur administration.

CHAPITRE IV

RÈGLEMENTATION DONT LE BUREAU SYNDICAL DEVAIT ASSURER L'EXÉCUTION

1. — *Origine du rôle des Syndic et adjoints.*
2. — *Règlement de 1618.*
3. — *Règlement de 1649.*
4. — *Règlement de 1686.*
5. — *Règlement de 1723.*
6. — *Arrêts de 1777.*

Réglementation dont le bureau Syndical était chargé d'assurer l'exécution

§ I. — *Origine du rôle des Syndic et adjoints à cet égard*

Les syndic et adjoints avaient pour mission de veiller à l'application des règlements concernant l'imprimerie et la librairie, tant au point de vue corporatif qu'à celui de la police générale. Ce rôle traditionnel remontait au temps de la réglementation universitaire, le statut de 1323 prévoyait déjà que les libraires devaient remettre à quatre d'entre eux dénommés les grands libraires, « magni librarü », le soin de veiller à l'exécution fidèle des règlements, le pouvoir royal dont la politique fut d'utiliser l'organisation corporative pour assurer l'exécution des prescriptions gouvernementales, reprit à son tour la même disposition. On peut voir, à cet égard, l'origine du rôle attribué au Syndic et aux adjoints de la communauté dans la disposition de l'article 13 de l'édit de Gaillon du mois de mai 1571 (*Supra*, p...) (1).

(1) Cet édit comportait une suite de prescriptions concernant la pratique de l'imprimerie, les différends qui pouvaient s'élever entre les ouvriers, les apprentis et les maîtres. Son exécution souleva des difficultés et des rumeurs, C'est pourquoi le procureur général demanda que les imprimeurs fissent élection entre eux, d'un syndic pour tenir la main à l'exécution de l'ordonnance royale et informer contre ceux qui refuseraient d'obéir. L'arrêt est du 1^{er} octobre 1571. On pourrait y voir de prime abord un précédent de l'organisation de 1618. Mais le syndic de 1571 n'était en réalité qu'un rapporteur sous les 4 grands libraires jurés.

Ayant indiqué, succinctement le rôle de surveillance des Syndics et adjoints d'après les termes de l'édit de 1643, nous examinerons dans le présent chapitre la suite des grandes ordonnances royales survenues en notre matière durant l'existence de la communauté des libraires et imprimeurs. Ces textes, en effet, vinrent à plusieurs reprises codifier les règles d'exercice de la profession dont le bureau syndical avait pour premier devoir d'assurer l'exécution. Nous retrouverons plus loin chacun des points réglementés en examinant les matières rentrant dans les attributions des officiers de la Communauté.

§ II. — *Règlement de 1618*

Le règlement du 16 juillet 1618 (1) intervenu dans les conditions qui nous sont connues (supra, p...) comportait en premier lieu la reconnaissance de la Communauté dont il constitue en quelque sorte l'acte de naissance. Suivant ses dispositions, la corporation des imprimeurs et libraires jouissait d'un véritable monopole professionnel au profit de ses membres. L'admission était subordonnée à des conditions fixées concernant la capacité et l'exercice.

Le nombre des libraires, presque tous imprimeurs, et des imprimeurs non libraires (art. 53) était désormais limité.

Les statuts de 1618 n'étaient qu'un règlement particulier concernant la Ville de Paris. Louis XIII en fit une loi générale pour tout le Royaume par l'ordonnance enregistrée au Parlement le 29 janvier 1626 (2).

(1) Isambert — XVI p. 117.

(2) Isambert — XVI p. 164.

§ III. — *Édit de 1649.*

La réglementation de 1618 n'avait restreint la concurrence que d'une manière fort incomplète. La limitation des imprimeurs et libraires était demeurée théorique et les réceptions à la maîtrise s'étaient accrues dans une proportion énorme.

Le gouvernement royal une première fois intervint pour rétablir l'ordre au sein de la communauté. Peu après la décadence manifeste de l'imprimerie appela de nouveau son attention. On attribua cette déchéance à la trop grande concurrence et Pierre Séguier chancelier de France se préoccupa d'y porter remède. Il donna ordre à la communauté de s'assembler le 14 février 1647, lui faisant défense de rien imprimer sans en avoir obtenu la permission du roi et des lettres du grand sceau. Cet Édit fut enregistré et le procès-verbal signé de presque tous les libraires de Paris. Ceux-ci présentèrent leurs remontrances le 7 mars suivant, cependant la défense précédente fut confirmée. La communauté présenta un nouveau règlement en trente-six articles qui fut approuvé par le roi, mais l'université s'opposa à l'enregistrement des lettres patentes. L'affaire retardée par les guerres civiles et la mort de Doujet conseiller de la cour chargé du rapport, fut réglée par l'action personnelle du chancelier. L'édit donné au mois de décembre 1649 et vérifié à la cour le 7 septembre suivant comprenait trente sept articles (1). La limitation des imprimeurs était rap-

(1) Louis par la grâce de Dieu... etc... « Reconnaisant » les grands désordres qui se sont introduits en l'imprimerie » comme elle se pratique aujourd'hui dans notre royaume, et » qu'au préjudice de nos règlements, on reçoit tous les jours

pelée. Il était défendu de faire aucune impression sans lettre de permission scellée du grand sceau. Les livres venant de l'étranger étaient soumis à la visite. Aucun libraire ou imprimeur ne devait se servir d'une marque d'emprunt ni résider en dehors des limites de

» en cette profession des personnes incapables de l'exercer,
» nous avons pensé qu'un abus de si grandes conséquences
» méritait bien que nous prissions le soin de la corriger,
» afin que dorénavant notre règne, que nous espérons avoir
» signalé par de semblables réglemens remplis de justice et
» d'honneur, soit encore considéré pour l'avantage que les
» bonnes lettres recevront de celui-ci.

» On imprime à Paris si peu de bons livres, et ce qui s'en
» imprime paraît si manifestement négligé pour le mauvais
» papier qu'on y employe et pour le peu de corrections qu'on
» y apporte, que nous pouvons dire que c'est une espèce de
» honte et reconnaître que c'est un grand dommage à notre
» Etat ; et davantage ceux de nos sujets qui embrassent la
» profession des lettres n'en ressentent pas un petit préjudice,
» quand ils sont obligés de rechercher les anciennes impres-
» sions avec une dépense très notable.

» De cet abus naît un autre mal, qui est que le mauvais
» exemple des pères élevant leurs enfants dans l'imprimerie,
» plus pour servir à l'avarice que pour l'exercer honorablement
» cette profession s'anéantit de jour en jour et de plus en plus
» même bien souvent, au lieu de les nourrir en cet exercice,
» qui a besoin d'une longue expérience et de beaucoup de con-
» naissances, sont contraints de les en retirer, par le grand
» mépris auquel il est déchu.

» La misère des apprentis est encore si grande sous les mai-
» tres, si peu soigneux de leur art, que malaisément il s'en ren-
» contre qui soient d'esprit et de courage capables de s'y em-
» ployer avec l'honneur que mériterait une si belle et si néces-
» saire profession, au lieu qu'au siècle passé des plus grands
» et des plus savants personnages tenaient à grand honneur
» de servir le public en cette occupation qui a tant obligé les
» bonnes lettres.

» De cette source procède encore un autre malheur, qui est
» un libraire ou un imprimeur faisant état de son exercice et
» reconnaissant le mérite et la dignité, entreprenant un ouvra-
» ge digne de voir la lumière, avec dépense et diligence, aus-

l'Université. Les privilèges pour l'impression des livres devaient être inscrits sur le registre de la communauté. Enfin, il était spécifié aux imprimeurs et libraires

» sitôt, on verra naître mille avortons contrefaits de gens qui
» en la concurrence de celui-là, feront imprimer la même œuvre en mauvais papier, de caractères tout usés, et sans correction ; en sorte que par un soin préjudiciable au public, ils
» portent dommages aux ouvriers fidèles, nuisent à ceux qui
» auraient le soin de bien faire et s'incommodent eux-mêmes.

» Ce désordre en la police de notre Etat donne de grands
» avantages aux étrangers quand, pour mieux faire ils attirent chez eux le négoce, même se portent plus avant, et ont
» des boutiques dans nos bonnes villes, au moyen de quoi,
» sous des noms empruntés, ils emportent l'argent du royaume où ; au contraire, [ils avaient coutume de prendre de nous,
» non seulement des papiers blancs (dont encore ils ne sauraient
» se passer), mais aussi toutes sortes de livres qui s'imprimaient
» en notre royaume d'une façon plus agréable et plus correcte
» qu'elle ne se faisait en nulle autre part. Il a été aisé à juger
» que ces grands abus se sont introduits par l'incapacité des
» maîtres, qui a procédé de leur multitude et du peu d'intelligence qu'ont entre eux les imprimeurs et les libraires de notre
» royaume, encore que nous y eussions suffisamment pourvu
» par les réglemens et par les défenses que nous avons faites
» ci-devant d'en recevoir aucun qui ne fut capable, ni plus
» d'un par chaque année.

» Les maîtres encore se sont émancipés de prendre pour apprentis un nombre de petites gens incapables, mal nourris et
» mal nés, en telle quantité que les inconvénients et la honte
» en paroissent de jour en jour plus insupportables.

» Pour les faire cesser et remettre le plus beau et le plus utile
» de tous les arts en son lustre, nous nous sommes faits représenter en notre conseil les ordonnances des rois nos prédécesseurs, et de nous, sur le sujet de l'imprimerie avec les états
» et les réglemens qui, de temps en temps ont été faits pour
» sa réformation ; lesquelles vues et ouïs encore quelques uns
» des plus intelligents imprimeurs et libraires de notre bonne
» Ville de Paris, nous avons résolu de faire étroitement observer le présent règlement et de châtier selon la rigueur de nos
» ordonnances ceux qui, en quelque manière que ce soit y contraviendront à l'avenir. »

res de prendre seulement un apprenti jeune, de bonne vie et mœurs, catholique, originaire français, capable de servir le public, congru en langue latine et qui sache lire le grec, dont il aura certificat du recteur de l'Université, à peine de 300 livres et de nullité du brevet. »

En somme l'édit de 1649, rendu sous l'influence des troubles de la Fronde, servit de base aux règlements postérieurs et marque un effort important dans l'organisation du monopole professionnel au profit d'un petit nombre de maîtres. D'autre part, il précise la réglementation autoritaire de la profession, tant au point de vue des permissions d'imprimer que des conditions d'admission et d'exercice.

§ IV. — *L'édit d'août 1686*

Complète, en ce qui concerne l'industrie du livre le système économique conçu par Colbert pour soustraire les fabrications nationales à la dépendance de l'étranger. En outre, il s'agissait, au lendemain de la révocation de l'Édit de Nantes, de permettre une surveillance efficace de la librairie de contrebande provenant surtout des Pays-Bas, où s'étaient réfugiés nombre d'écrivains d'imprimeurs et de libraires réformés qui, ne pouvant plus exercer leur profession dans le royaume de Louis XIV, cherchaient à vivre de leur métier dans les pays qui leur avaient donné asile. Le nombre des libraires demeurait fixé à 24, celui des imprimeurs à 36. Mais cette fois, pour assurer la stricte observation de cette limitation, il était décidé qu'« après cette réduction il ne doit être reçu, qu'autant de maîtres qu'il en manquera pour faire le dit nombre seulement »,

Le pouvoir royal substituait définitivement son action à celle de l'Université. Soivante dix neuf censeurs

royaux étaient institués, savoir : 10 pour les ouvrages de théologie, onze pour la jurisprudence, douze pour les sciences médicales et physiques, 8 pour les mathématiques, 36 pour l'histoire et les belles lettres, et 2 pour les beaux arts ; les dispositions concernant la connaissance du latin et la lecture du Grec étaient rap-lées. « Tous les libraires et imprimeurs imprimeront et feront imprimer les livres en beaux caractères sur de bons papiers et bien corrects (Art, 3, titre II) ».

§ V. — *Le règlement du 28 février 1723*

La régence du duc d'Orléans amena un changement subit dans les habitudes de l'imprimerie et de la librairie, à Paris et dans les provinces. Ce fut d'abord comme un affranchissement des anciennes servitudes. Beaucoup d'imprimeurs et de libraires qui avaient été, autrefois, attaché à la religion réformée se bornaient à paraître assez tièdes catholiques, mais la bulle Unigenitus avait fait parmi eux bon nombre de Jansénistes qui n'attendaient que la mort de Louis XIV et la suspension ou la fin des rigueurs de police contre la presse, pour coopérer à la publication des écrits théoriques et polémiques du Jansénisme. Il y eut dès lors une multitude d'impressions subreptices, qui avaient pour objet de combattre la Bulle et le Formulaire. Ces impressions étaient faites secrètement, et quoiqu'elles parussent sans permission ni adresse, on ne daigna pas en arrêter la circulation et en poursuivre les auteurs. A cette époque, le Gouvernement avait trop d'occupation avec la compagnie des Indes, la banque de Law et les négociations diplomatiques en Angleterre pour prendre à cœur les luttes implacables des Jésuites et des Jansénistes. Aussi les écrits de l'une

et l'autre sorte quelque violents qu'ils fussent, se répandaient-ils de main en main sans qu'on songeât à s'y opposer. Ce fut le bon temps des colporteurs.

C'est dans ces circonstances que le Chancelier d'Aguesseau qui avait dans ses attributions l'imprimerie et la librairie fut frappé des abus commis et se fit fort d'y remédier après les avoir signalés au Conseil de Régence présidé par le Duc d'Orléans. Il s'agissait de faire une législation qui n'existait pas encore et qu'il fallait tirer des anciennes ordonnances relatives à la communauté des imprimeurs et des libraires. D'Aguesseau ayant rédigé lui-même avec un soin tout particulier, un nouveau règlement en 123 articles le présenta au conseil et le fit approuver le 28 février 1723. Le parlement qui était alors en lutte ouverte avec le conseil du roi se refusa à l'enregistrement de ce règlement que le roi avait signé.

Les imprimeurs restaient séparés des artisans « mécaniques » et suivant leurs antiques privilèges faisaient partie du corps de l'Université de Paris. Il y avait exemption de tous droits pour les livres fabriqués en France, même pour les livres sortant du royaume ou venant de l'étranger. Les prescriptions anciennes pour la réception des maîtres avaient été maintenues : professer la religion catholique, apprentissage de quatre années, exercice comme compagnon durant trois ans. Il fallait en outre subir un examen sur le fait de la librairie et faire preuve de capacité en fait de l'imprimerie et choses en dépendant. » Chacun des points de cette réglementation sera examiné d'après son ordre logique au cours des chapitres suivants. Un arrêt du Conseil du 24 mars 1744 rendit exécutoire dans tout le royaume les dispositions du règlement de 1723 qui constitua jusqu'à la fin de l'ancien régime une véritable codification de matières relatives à l'imprimerie et à la librairie.

En février 1776, sous le ministère de Turgot, les corporations d'arts et métiers furent supprimées (Isambert t. XXIII. p. 370 et 386). Suivant le nouvel édit, les marchands dont les communautés disparaissaient n'étaient plus tenus que de se faire inscrire à la police sur un registre spécial, formalité à laquelle ne devaient pas être soumis les maîtres des communautés supprimées. Dans les différents quartiers des villes, un Syndic et deux adjoints élus par le commun des marchands, étaient chargés de la surveillance du commerce.

La communauté des libraires et imprimeurs fut exceptée de la suppression réalisée par Turgot. Il en fut de même pour les perruquiers, les orfèvres et les apothicaires (1). On sait l'opposition énorme que souleva l'édit de 1776 de la part du Parlement qui ne l'enregistra qu'après un lit de justice tenu par le roi le 12 Mars 1776. Mais le succès fut de courte durée pour Turgot qui recevait sa disgrâce le 12 mai suivant. Son successeur Maurepas rétablit les corporations en y introduisant toutefois certaines innovations (Édit d'août 1776 — Isambert, t. XXIV p. 74). Ces vicissitudes n'affectèrent point les libraires et imprimeurs parisiens, mais dès l'année 1777 leur organisation corporative devait à son tour faire l'objet d'une importante réglementation.

(1) Les perruquiers étaient, en effet titulaires d'offices vendus, par le fisc et il eût fallu les rembourser. La réglementation spéciale des orfèvres et des apothicaires avait pour cause dans un cas la législation alors en vigueur sur les métaux précieux et dans l'autre l'intérêt de la santé publique. Quant aux libraires et imprimeurs, leur profession ne pouvait être libre sous un régime n'admettant pas la liberté de la presse (Martin St-Leon. Hist. des corporations de métiers p. 479).

§ VI. — *Arrêts du Conseil du 30 août 1777.*

Les principes arrêtés en 1723 furent remis en question par les six arrêts du conseil du roi inspirés par les préoccupations financières à l'ordre du jour en ce moment.

Ces arrêts qui provoquèrent une grande effervescence parmi les intéressés avaient pour objet :

Le premier, la discipline des compagnons imprimeurs.

Le 2^e, la vente des fonds et des privilèges des libraires ; deux ventes publiques par an durant chacune quinze jours, devaient avoir lieu par les soins de la chambre syndicale.

Le 3^e concerne la répression des contrefaçons.

Le 4^e, l'organisation des chambres syndicales sur un plan nouveau.

Le 5^e, les formalités à observer pour la réception des libraires et imprimeurs.

Le 6^e, maintient le droit des auteurs à perpétuité pour ceux qui n'auront pas cédé à des tiers leur propriété ou privilège, et restreint le droit des libraires à la vie des auteurs.

Au point de vue qui nous occupe, l'innovation consistait en la constitution au sein des communautés de « Chambres syndicales et royales » dont le type généralisé était étendu aux provinces. Chacune d'elles, à l'instar, de celle de Paris était composée d'un Syndic et de quatre adjoints (1). Les droits de réception

(1) 4^{me} Arrêt du 30 Août 1777, art. 7. Le nombre des chambre syndicales est porté à vingt. Les libraires et imprimeurs établis dans les autres villes seront dans la dépendance d'une des vingt chambres syndicales dont voici les noms : Amiens, Angers,

étaient, en outre, considérablement augmentés (1).

Les arrêts de 1777 dus à l'initiative de Malesherbes, alors directeur de la librairie tendaient, en définitive, à remplacer par un nouveau régime de réglementation et de fiscalité le règlement de 1723. Tous les anciens privilèges furent annulés, bien qu'ils représentaient la fortune héréditaire des libraires, tant de Paris que des provinces. Le roi avait certainement cédé aux réclamations des gens de lettres. « Le privilège en librairie » écrivait-il en 1776 à Turgot « nous l'avons reconnu est une grâce fondée en justice ; pour un auteur, elle est le prix de son travail, pour un libraire, elle est la garantie de ses avances, mais la différence des motifs doit naturellement régler la différence d'importance du privilège. L'auteur doit avoir le pas. » La plupart des libraires adressèrent en vain des requêtes au roi et à ses ministres. Le renouvellement immédiat de tous les privilèges était exigé et les permissions d'imprimer soumises à un droit élevé. Un

Besançon, Bordeaux, Caen, Châlons-sur-Marne, Dijon, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nancy, Nantes, Orléans, Paris, Poitiers, Reims, Rouen, Strasbourg, Toulouse. La chambre parisienne avait dans sa dépendance : Compiègne, Etampes, Meaux et Senlis.

(1) Le caractère des six arrêts de 1777 était avant tout fiscal. Ils bouleversaient la librairie en annulant tous les privilèges octroyés aux éditeurs sur leurs publications, et en exigeant pour leur renouvellement des droits élevés. La taxe sur les permis d'imprimer fut considérablement augmentée. La propriété littéraire ne fut reconnue aux libraires qu'à titre temporaire. Elle fut garantie aux auteurs à perpétuité, à condition de n'être pas rétrocédée. Ces réformes protectrices en faveur des gens de lettres eurent pour la librairie les plus graves conséquences. La concurrence des livres imprimés à l'étranger et introduits clandestinement en France devint formidable.

seul volume in-12 tiré à 1.500 exemplaires ne devait que 30 livres à l'Etat. Le droit s'élevait à 60 livres pour un in-8°, à 120 pour un in-4°, à 240 pour un in-folio. (1).

(1) On n'imprimait presque plus de livres in folio et in 4° ; on se rejetait sur les petits formats, depuis l'in 8° jusqu'à l'in 24, en rehaussant le peu d'importance des publications nouvelles dites « nouveautés » par des estampes, des vignettes et des culs-de-lampes en taille-douce. Là était la mode avec son engouement passager. Un auteur n'eut pas fait imprimer une héroïde ou un poème sans y ajouter quelques figures dues au crayon de Gravelot, d'Eisen, de Moreau, de Mariller ou de Saint Aubin. Une école de graveurs pour les estampes de livres s'était formée parmi les élèves de Lebos, et l'on crut voir renaître les beaux jours de la librairie lorsqu'on offrit aux amateurs, et surtout aux femmes du monde, des collections accompagnées de gravures charmantes telles que le Cabinet des fées, les voyages imaginaires, etc.

Quand à l'art typographique, il était en voie de perfectionnement continu, malgré la diminution des affaires de librairie. Les presses allégées étaient devenues plus maniables et permettaient de meilleurs tirages, les papiers s'amélioraient ainsi que la fonte des caractères. C'est à cette époque que François Ambroise. Didot faisait graver et fondre les nouveaux types de son imprimerie en prenant pour base la ligne de pied de roi, divisée en six points typographiques, servant à graduer et à dénommer les différents caractères. En même temps arrivaient d'Alsace Joseph Hoffmann et son fils avec un procédé de clichage qui devait s'étendre à la fin du siècle, sous le nom de stéréotypie. (P. Louisy *Le livre et les arts qui s'y rattachent* pp. 256 et suivantes).

CHAPITRE V

ATTRIBUTIONS ET POUVOIRS DES OFFICIERS DE LA COMMUNAUTÉ CONCERNANT L'EXÉCUTION DES RÈGLEMENTS

I. — Exposé préliminaire

A. — Contrôle parallèle des agents royaux.

B. — Énumération des affaires comportant intervention des Syndic et adjoints.

II. — Obligation d'habiter l'Université.

III. — Contrôle des règlements concernant la composition des ateliers.

IV. — Surveillance des personnes exerçant l'imprimerie et la librairie.

V. — Surveillance des compagnons, apprentis, et alloués.

VI. — Surveillance du colportage et de l'affichage.

VII. — Enregistrement des privilèges, réception des dépôts obligatoires.

VIII. — Surveillance des livres défendus et libellés.

IX. — Intervention dans la vente des fonds de commerce et des imprimeries.

X. — Répartition de la capitation et de la taille.

Attributions et pouvoir des officiers
de la Communauté
concernant l'exécution des règlements

§ I. — *Exposé préliminaire*

La réglementation de l'imprimerie et de la librairie touchait un grand nombre de points pour lesquels l'intervention des syndic et adjoints était prévue. Ils avaient mission, en effet de veiller à l'observation de la législation en vigueur, mais il convient d'observer qu'ils étaient portés à ménager leurs confrères lorsqu'ils avaient à relever quelque infraction. Cette attitude d'une prudence bien naturelle naissait de la crainte que ces confrères étant à leur tour en charge ne soient par la suite, en mesure de rendre le change.

C'est pourquoi, concernant l'application du régime répressif, le contrôle le plus efficace appartenait aux agents du gouvernement royal.

A. — *Contrôle gouvernemental de l'imprimerie et de la librairie.*

C'est au chancelier que fut confiée depuis la seconde moitié du XVI^e siècle la surveillance de la librairie. Mais celui-ci déléguait souvent à un personnage choisi par lui ou parfois au lieutenant de police la « manutention d'une matière infinie, confuse, mal digérée, qui comprenait de tout un peu, depuis le droit d'autoriser nommément la veuve d'un maître imprimeur à recevoir des apprentis jusqu'au pouvoir d'arrêter sous la presse la pensée de Voltaire et de Diderot, les plus

minces détails de la surveillance administrative et les plus grands intérêts de la littérature ». La direction de la librairie connut un éclat particulier lorsqu'elle fut confiée au propre fils du chancelier de Lamoignon : M. de Malesherbes. Celui-ci l'exerça sans commission ni brevet, mais à titre de mandat familial et tout personnel de 1750 à 1763 (1).

Sous la haute direction du chancelier ou de son délégué aux affaires de la librairie, le contrôle était plus spécialement exercé par un corps de fonctionnaires particulier : les inspecteurs de la librairie.

La surveillance générale de Paris était confiée à vingt inspecteurs de police : un par arrondissement. En dehors de la surveillance de son quartier, chaque inspecteur de police était en outre chargé d'un genre particuliculier d'affaires : jeu, nourrissons, femmes, nourrices, usuriers, etc.,

L'un d'eux avait aussi dans son ressort la librairie et l'imprimerie. Il devait s'occuper de faire respecter tous les règlements en vigueur à ce sujet.

Vers la 1^{re} moitié du XVIII^{me} siècle, il y avait quatre emplois d'inspecteurs de la librairie.

Le premier avait la surveillance générale de cette industrie ;

Le second était chargé de se rendre à d'assez

(1) Gaillard. Vie ou éloge historique de M. Malesherbes, Paris 1805 (cité par Paul Viollet. Le roi et ses ministres p. 193). « Lorsqu'au moment de la disgrâce de M. le chancelier de Lamoignon, M. de Malesherbes remit la direction de la librairie qu'il n'exerçait que sous son père, M^{me} de Pompadour fit réunir cette commission à la police pour qu'elle fut dans les mains du magistrat qui aurait le plus de moyen de gêner la librairie. Cet arrangement peu décent fut changé sous M. le garde des Sceaux de Miromériel qui donna la librairie à M. le Camus de Néville, maître des requêtes, digne successeur de M. de Malesherbes ».

longs intervalles à la chambre syndicale et de dresser un état des ouvrages suspendus et non retirés.

Le troisième, créé en 1737 assistait devant les syndic et adjoints à l'examen des livres qui leur étaient soumis.

Le quatrième créé en 1741 s'occupait des livres arrivant par voie d'eau de Rouen à Paris. C'était « l'inspecteur des ports ». En 1757, ces quatre fonctions furent concentrées sur la même tête celle de d'Hémery qui fut l'inspecteur général de la librairie. C'est à lui que l'on doit l'organisation définitive de ce service. Sous son inspiration, les inspecteurs reçurent le droit de passer dans les imprimeries pour visiter les impressions en cours et les livres à vendre.

B. — *Enumération des affaires comportant intervention des syndic et adjoints.*

Il convenait pour la raison indiquée plus haut de signaler que le rôle des officiers de la communauté en matière d'exécution des règlements s'exerçait parallèlement à celui des agents du pouvoir royal. Les cas d'intervention des syndic et adjoints étaient prévus pour des matières d'ordre divers. Cependant toutes se ramenaient au maintien du privilège corporatif des membres de la communauté et dans le sein de cette dernière, à assurer l'exercice de la profession conformément aux lois en vigueur.

Ces matières étaient relatives : à l'obligation pour les imprimeurs et libraires d'habiter l'Université, à la surveillance des personnes exerçant l'imprimerie et la librairie, à l'industrie des colporteurs, à la conservation du privilège réservé aux femmes et veuves des compagnons de vendre des papiers à la rame et les vieux parchemins, à la déclaration des magasins. Les officiers de la communauté devaient, en outre, veiller au respect des prescriptions relatives aux apprentis,

aux alloués et aux compagnons, comme à la composition des imprimeries, à la prohibition de la vente des livres dans les foires, à la surveillance des libelles et livres défendus. Nous examinerons sur chacun de ces points le rôle qui leur était départi.

§ II. — *Obligation d'habiter l'Université*

Imprimeurs et libraires devaient avoir leur établissement dans les limites de l'Université. Cette tradition lointaine remontait au temps où l'Université avait la haute main sur les vendeurs de livres. Il y avait là une nécessité répondant aux conditions naturelles du commerce, puisque c'est dans cette région que se trouvaient groupés tous les établissements d'instruction et les collèges dont la population constituait la principale clientèle de la corporation. Cette obligation qui se maintint jusqu'à la fin de l'ancien régime facilitait, en outre, l'exercice des mesures de contrôle applicables à l'imprimerie et à la librairie (1).

Plusieurs dispositions intervinrent pour déterminer les limites dans lesquelles devaient demeurer les imprimeurs et librairies (arrêt du conseil du 10 février 1665. Édit d'Août 1686, art. 7. Règlement de 1723, art. 12).

(1) Ordonnance du lieutenant civil du 19 mai 1616. Que commandement sera fait à tous libraires et imprimeurs de se retirer et vendre leurs livres et tenir imprimeries au détroit de l'Université, dans vingt-quatre heures, et ce temps expiré, permis au syndic et gardes faire saisir leurs marchandises pour être confisquées et employées aux affaires de la communauté.

Déclaration du roi du 6 février 1625, qui ordonne de se retirer en l'Université avec dépense de loyer dans les collèges.

En 1723 ces limites étaient les suivantes : « Depuis
» l'extrémité et y compris le pont Saint-Michel et de-
» puis la rue de la Huchette et rue de la Bucherie,
» jusqu'à la rue du Fouarre, rue Galande, place Mau-
» bert, rue du Mûrier, rue Saint-Victor, Quai de la
» Tournelle depuis la rue des Bernardins jusqu'à la
» porte Saint Bernard, montagne Sainte Geneviève
» jusqu'à la rue Bordet, rue des prêtres saint Étienne
» du Mont, Carré de Saint Etienne, rue Saint Étien-
» ne des Prés, rue Saint Jacques jusqu'au Jacobin,
» rue des Cordiers, Place de la Sorbonne, rue de la
» Harpe, rue des Cordeliers, rue de la Boucherie, car-
»refour du pont Saint-Michel, rue Saint André, des
» Arcs, quai des Augustins jusque et y compris la rue
» Dauphine, quai Malaquais jusque et y compris les
» pavillons dépendant du collège Mazarin et au-dedans
» de toutes les rues qui sont enfermées dans l'encein-
» te de celles ci-dessus désignées ».

Afin que la surveillance demeurât toujours possible il était défendu aux imprimeurs et libraires, même dans les limites de l'Université, d'habiter ou de tenir leurs imprimeries et boutiques à l'intérieur des collèges et communautés « tant régulières que séculières, lieux prétendus privilégiés et renfermés » (Édit d'août 1686, art. 7).

La contravention à la règle ainsi fixée entraînait de sévères pénalités. L'arrêt du Conseil du 10 février 1665 prévoyait la confiscation des marchandises trouvées dans les boutiques et étalages hors des limites prescrites au profit des syndic et adjoints. Il était permis à ces derniers de faire saisir et enlever ces marchandises, sans autre forme de procès pour en disposer à leur gré.

Les édits de 1686 et 1723 prévoyaient en pareil cas la privation de la maîtrise « et plus grande peine s'il y échet ».

Le principe ainsi énoncé avec sa rigoureuse sanction ne comportait que les tempéraments ci-après :

1^o Possibilité de posséder des dépôts ou magasins non ouverts dans les collèges, maisons religieuses et autres lieux hors de leurs demeures pourvu qu'ils soient dans les limites spécifiées, à condition d'en faire la déclaration expresse aux Syndic et adjoints. Il en devait être fait mention sur un registre particulier de la Communauté, sous peine de la confiscation des livres trouvés dans les lieux non déclarés et d'une amende de 1500 livres (Déclaration du roi du 5 septembre 1711, art. 6. Régl. de 1723, art. 13). Les Syndic et adjoints, en pareil cas, pouvaient pénétrer dans les magasins en avertissant les principaux et autres supérieurs des établissements visés qui devaient prêter le secours de leur ministère. En pratique, on conçoit qu'il y avait là matière à difficultés, nous verrons en étudiant le droit de visite des officiers de la communauté de quelle manière il était procédé en cas de refus d'ouverture des portes.

2. Les libraires non imprimeurs pouvaient tenir boutique au Palais de Justice (Arrêt du Conseil du 10 février 1665. Édit d'août 1686, art. 7. Règl. de 1723, art. 12). Ils demeuraient soumis aux règles générales de leur corporation sous l'autorité du bailli du palais qui avait la haute main sur la police intérieure de l'édifice (1).

(1) « Des imprimeurs et libraires célèbres avaient soit dans » la grand'salle, soit dans la galerie marchande ou dans les » boutiques adossées à la Sainte Chapelle des éventaires où ils » débitaient leurs marchandises: l'almanach de l'année, l'ou- » vrage à la mode, le livre des adresses de Paris, des brochu- » res ou des placards à sensation, des coutumes et autres » publications juridiques: Galliot du Pré et Denis Janot se » tenaient au 1^{er} pilier de la grand salle. Antoine Vêrard, au » 1^{er} pilier devant la chapelle où l'on chante la messe de

3°) Ceux qui voulaient se restreindre à ne vendre que des heures et petits livres de prières seulement pouvaient encore demeurer aux environs du Palais et dans la rue Notre Dame (Edit d'août 1686, art. 7). Le règlement de 1723, art. 12, leur permettait en outre : le parvis Notre Dame, le pont au change et le quai de Gèvres.

Une conséquence de la règle imposant l'obligation d'habiter l'Université était l'interdiction de vendre dans les foires. Cette prohibition générale avait pour but de faciliter la surveillance en localisant l'exercice de la librairie et de l'imprimerie dans des limites strictement définies. Une telle disposition avait été édictée par le règlement de 1649 art. 22 : « Nous défendons à tous libraires, imprimeurs ou relieurs, de prendre des boutiques aux foires de Saint Germain et de Saint Laurent (1) à peine de confiscation des

» messeigneurs les présidents. Jean du Prê au second pilier,
» Guillaume Eustace au troisième, Gilles Corrozet à côté du
» pilier des consultations, Jean Gesselin, dans la galerie des pri-
» sonniers. Plus tard, le fameux Barbin célébré par Boileau
» était installé sous une arcade en face la porte de la Sainte
» Chapelle. L'incendie de 1776 fit un tort sérieux à tous ces
» commerçants qui subirent un énorme dommage ; tous ceux de
» la grand'salle durent l'évacuer sans tarder ; beaucoup renon-
» cèrent à se rétablir ou furent expropriés par la construction
» des nouveaux bâtiments. Il en resta quelques uns à l'inté-
» rieur du Palais et les derniers disparurent vers 1840 » (Stein.
le palais de justice et la Sainte Chapelle de Paris, 1912, p.p. 36
et 37). Voir aussi Paul Delalain, les libraires tenant boutique au
palais, in bibliographie de la France (27 Août 1920, chronique
page 190. 3 septembre p. 195 ; 10 septembre, p. 198 ; 17 sep-
tembre p. 201 ; 24 septembre p. 207).

(1) Description historique de la Ville de Paris par Piganies de la Force, 1765. tome 1^{er}, p. 159 : La foire de Saint Germain est une concession faite aux religieux, abbé et couvent de Saint Germain des Prés. Elle commence le 3 de février et ne doit durer que quinze jours, mais elle se continue par permission du Roi

marchandises ». La défense ne fut pas observée et fut reprise à nouveau par l'arrêt du conseil du 10 février 1665 : « Le Roy, en son Conseil a ordonné et ordonne que l'art. 22 des lettres patentes de 1649 sera exécuté selon sa forme de teneur et conformément à icelui a fait et réitéré les défenses y contenues à tous libraires de Paris et autres lieux.... de ne plus loger ni faire étalage de livres ailleurs que dans l'université. Et, en conséquence, sa Majesté a fait défense à tous propriétaires de boutiques et étalages ès dites foires, et aux Syndics de marchands qui ont accoutumé d'y étaler et d'y vendre, de louer aucune boutique ou étalage à aucun libraire de Paris ou d'ailleurs, pour y exposer et vendre des livres, à peine de trois mille livres d'amende contre chacun des contrevenants, tant libraires que ceux qui leur loueront lesdites boutiques ». L'arrêt du Conseil d'Etat du 29 Janvier 1666 rappelle l'interdiction avec ses sanctions qui fut insérée dans l'Edit d'août 1686, art. 52 « à peine de confiscation et de punition exemplaire, et en cas de contraventions les Syndic et adjoints des imprimeurs et libraires seront tenus de faire saisir et enlever les livres ». (Règlement de 1723 art. 77).

jusqu'au dimanche de la Passion. Cette prorogation est accordée en faveur des Valets de pied du roi auxquels les marchands donnent une gratification pour cela.

Celle de Saint-Laurent est en faveur de la Communauté des prêtres et missionnaires de Saint-Lazare. Elle commençait le lendemain de la fête du Saint dont elle porte le nom et finissait le 7 de septembre. Mais depuis l'an 1705, Messieurs les Missionnaires de Saint-Lazare ont obtenu qu'elle commençât le 24 de juillet et continuât jusqu'à la fête de Saint Michel. Elle est de même que celle de Saint Germain, franche pour toutes sortes de marchands et de marchandises.

§ III. — *Règles relatives à la composition
des ateliers.*

Selon le règlement de 1686 (art. 2). Aucun imprimeur ne pouvait exercer l'imprimerie « qu'il n'ait deux presses à lui appartenantes et qu'elles ne soient fournies de bonnes fontes, sans que plusieurs imprimeurs se puissent associer en une même imprimerie ». Le règlement de 1723, fixa comme suit la composition obligatoire de tout atelier : quatre presses au moins et neuf sortes de caractères romains avec leurs italiques, depuis le gros canon jusqu'au petit texte inclusivement. Ces caractères devaient être de fonte neuve. Le gros romain, Saint Augustin et Cicero comprenaient la quantité suffisante pour faire au moins trois feuilles chacun, le petit romain, deux feuilles ; et les autres à proportion de leur usage ordinaire.

Les syndic et adjoints dressaient un procès-verbal constatant la composition régulière du matériel ainsi énuméré, pour être remis au lieutenant de police avec celui de l'examen et de l'épreuve du nouveau maître. Jusqu'à la prestation de serment de ce dernier, les vis des presses, pièces indispensables à leur fonctionnement, étaient déposées en la chambre syndicale (article 51).

Une autre précaution prise pour éviter tout échappatoire à ces règles strictes était l'obligation imposée aux maîtres imprimeurs, sous peine de confiscation au profit de la communauté et de déchéance d'avoir leur nom gravé sur les presses et casses. Ainsi, aucun ne pouvait par emprunt, compléter momentanément son matériel. De plus, il devenait aisé de constater la qualité de tout détenteur. Les officiers de la communauté

devaient tenir la main à ce qu'aucun aspirant à la maîtrise ne se procure et ne fasse usage de ce matériel pour en former leur établissement à peine d'être déchus de toute espérance de parvenir à la maîtrise (art. 52).

Dès 1723, il fut décidé que les ateliers non conformes aux règles ainsi édictées devaient être complétés. Syndic et adjoints furent tenus à cet effet, de faire une visite générale de toutes les imprimeries dans les trois mois après la publication du règlement. Leur procès-verbal contenant exactement tout ce qui fut trouvé y manquer fut remis au lieutenant général de police. Les propriétaires des imprimeries défectueuses durent se défaire de leur atelier si, dans le délai de deux ans il n'était pas complété. (art. 53)

§ IV. — *Surveillance des personnes exerçant l'imprimerie et la librairie*

L'obligation d'habiter l'Université et de respecter les règles relatives à la composition des ateliers constituaient en quelque sorte des conditions « réelles » auxquelles devait satisfaire tout établissement d'imprimerie ou de librairie. Ces prescriptions étant admises, les officiers de la communauté devaient veiller à ce que chaque personne de leur état remplit bien les conditions « personnelles » requises pour exercer la profession. Cette règle présentait un double caractère : il était, en effet, de l'intérêt gouvernemental que l'état de libraire et d'imprimeur ne soit possédé que par des individus soumis à toutes les garanties que donnait au pouvoir le lien corporatif. Mais d'autre part, les gens de la corporation étaient plus que

quiconque attachés à la conservation de leur monopole professionnel. Et c'est, en fait, surtout pour cette seconde raison que le Syndic et les adjoints intervenaient contre qui tentait de porter atteinte à ce monopole sur lequel ils veillaient jalousement. C'est pourquoi cette partie de leur rôle sera étudiée ultérieurement dans le chapitre consacré aux officiers de la communauté, considérés comme conservateurs et administrateurs des intérêts corporatifs. On y trouvera l'occasion d'exposer les difficultés qui s'élevèrent à diverses reprises à l'égard de certaines corporations qui par leur nature purent se trouver en conflit avec les imprimeurs libraires, telles que les colporteurs et afficheurs, ou encore, en ce qui concerne le droit traditionnellement reconnu aux femmes et veuves de compagnons de vendre les papiers à la rame et vieux parchemins.

§ V. — *Surveillance des compagnons, apprentis et alloués.*

A l'égard des compagnons la surveillance des officiers de la communauté portait sur deux points :

Empêcher les maîtres de se soustraire réciproquement leurs ouvriers ; d'autre part, veiller à ce que ceux-ci ne quittent l'atelier où ils étaient engagés.

Une déclaration de François I^{er} du dernier août 1539 disposait déjà « que lesdits maîtres ne pourront soustraire ni malicieusement retirer à eux les apprentis, compagnons fondeurs, ni correcteurs, l'un de l'autre, sur peine des intérêts et dommages de celui qui aura fait la fraude et d'amende arbitraire. » L'édit de Charles IX, de mai 1571 prescrivait que les maîtres « ne

pourront recevoir aucuns compagnons, sans s'enquérir premièrement des maîtres de la maison desquels ils sortiront récemment, si iceux compagnons ont parachevé leurs labeurs, ou sans apporter lettres de leurs congés signés de leurs anciens maîtres. »

C'est sous cette forme que les compagnons devaient justifier avant d'obtenir leur admission dans un atelier qu'ils étaient libres de toute obligation. (Règlement de 1618, art. 42 — Règlement de 1686, art. 18 et 35).

Le règlement de 1723 organisa, pour prévenir tout abus, tant de la part des maîtres que de celle des compagnons, un système de déclaration obligatoire à faire à la Chambre Syndicale. Les maîtres imprimeurs et les veuves étaient tenus d'y indiquer chaque semaine les compagnons ou ouvriers manquant dans leurs ateliers ou ceux qu'ils y auront agréés. « Afin qu'aucun maître ou veuve, ne puisse prétexter qu'ils ignorent d'où peuvent sortir lesdits compagnons ou ouvriers. » La sanction consistait pour la première fois en une amende de 300 livres et de 3 livres par jour au profit du maître ou de la maîtresse que le compagnon ou ouvrier aura quitté sans congé, à compter du jour qu'ils auront commencé de s'en servir ; en cas de récidive d'interdiction pendant un an, et pour la troisième fois d'interdiction pour toujours (art. 31).

En cas de contestation sur les salaires, il était d'usage de recourir à l'arbitrage des syndic et adjoints. Les compagnons ne pouvaient abandonner les ouvrages par eux commencés. Ceux qui refusaient de se contenter du prix auquel l'ouvrage avait été arbitré ne pouvaient être reçus dans aucune imprimerie de Paris à peine de 500 livres d'amende contre les maîtres ou veuves qui les employaient.

Pour permettre le contrôle de l'exécution des règles relatives à l'emploi des compagnons imprimeurs, les maîtres libraires exerçant l'imprimerie et les veuves

durent tenir chacun un livre où chaque semaine étaient écrits les noms et surnoms de tous les ouvriers, les ouvrages exécutés et le prix payé. Les syndics et adjoints pouvaient toujours se faire communiquer ce livre certifié véritable, sous peine de 300 livres d'amende. (Arrêt du Conseil du 9 octobre 1724, art. 9)

Les jeunes gens qui désiraient être admis à faire leur apprentissage pour parvenir ensuite à la maîtrise de l'imprimerie et de la librairie devaient, nous l'avons vu, obtenir un certificat de l'Université attestant qu'ils étaient « congrus en langue latine et sachant lire le grec ». L'aspirant était à cet effet présenté au recteur par le Syndic ou l'un de ses adjoints. Il était fait mention de cette présentation dans le dit certificat. (Règl. de 1723 art. 20. Arrêt du Conseil du 10 décembre 1725). Le brevet d'apprentissage était passé par devant notaire, en la Chambre de la communauté, en présence des Syndic et adjoints sur le vu du certificat susdit, à la diligence du maître de l'apprenti. (Règl. de 1618 art. 4. Règl. de 1649, art. 6. Sentence du prévot de Paris du 22 oct. 1663. Edit de 1686, art. 22. Règlement de 1723, art. 21).

L'apprenti, qui, par deux fois s'était absenté de la maison de son maître était définitivement déchu de l'apprentissage sans pouvoir être reçu à l'avenir. A cet effet, le maître était tenu d'avertir les syndic et adjoints du jour de l'absence de leur apprenti pour en être fait mention sur le livre de la communauté et le brevet d'apprentissage. (Règl. de 1618, art. 5. Règl. de 1686 art. 26. Règl. de 1723, art. 25).

L'apprenti, après le temps de son brevet d'apprentissage achevé recevait quittance de son maître au bas du brevet. Cette quittance ne pouvait être donnée valablement qu'en la Chambre de la communauté en présence des syndic et adjoints qui en faisaient mention sur le livre de la communauté et sur le brevet (Règl.

de 1618. art. 6. Règl. de 1686, art. 27. Règl. de 1723 art. 26).

On nommait « alloués » des sujets du choix des maîtres appelés à travailler dans les imprimeries sans avoir à justifier des conditions requises pour les compagnons. Il suffisait qu'ils sachent lire et écrire. Ils ne pouvaient, par contre, espérer atteindre à la maîtrise. Leur origine date des contestations survenues au début du XVII^me siècle entre maîtres imprimeurs et compagnons au sujet de l'apprentissage. Le nombre des apprentis avait été limité. Pendant plusieurs périodes, il fut même défendu d'en recevoir de nouveaux. Comme il fallait bien que le travail se fit, ce furent les « alloués » qui prirent leur place à l'atelier.

Un arrêt du Conseil du 9 octobre 1724 ordonna l'emploi des alloués comme moyen de combattre les exigences des ouvriers et de faire cesser la cherté de la main d'œuvre. Tous les imprimeurs étaient tenus d'en avoir un, et ceux qui avaient plus de quatre presses en devaient prendre deux sous peine d'amende (1). Jusqu'en 1789, les alloués ne cessèrent d'être employés dans tous les ateliers d'imprimerie.

(1) Ordre de la communauté du 2 avril 1737 : Monsieur, vous êtes averti de la part de vos syndic et adjoints de vous conformer aux arrêts du conseil du roy du 9 octobre 1724 et 27 août 1731 et en conséquence, de faire exactement chaque semaine votre déclaration à la chambre syndicale des changements qui surviendront parmi vos compagnons, ouvriers et alloués c'est à dire de ceux qui vous quitteront ou que vous renverrez et des causes du renvoi, comme aussi de ne prendre aucun ouvrier qu'avec le congé du maître chez lequel il aura travaillé ni aucun alloué précédemment obligé par brevet qu'avec le consentement ou transport de son Maître, enregistré à la chambre syndicale. Les alloués ne pourront derénavant être obligés que pour le temps de 4 années au moins, et par brevets qui seront inscrits à ladite chambre un mois au plus tard après leur punition.

Les Syndic et adjoints furent chargés par le règlement de 1723 de recevoir la déclaration par les imprimeurs des sujets de leur choix appelés à travailler dans les ateliers pourvu qu'ils sachent lire et écrire. Cette déclaration inscrite sur un registre particulier donnait à ces ouvriers le moyen d'obtenir la préférence sur ceux du dehors, moyennant qu'ils puissent produire un certificat constatant qu'ils ont servi leurs maîtres au moins deux années (art. 30).

§ VI. — *Surveillance du colportage et de l'affichage*

Dès l'origine de la Communauté, il appartient aux officiers en charge de présenter les colporteurs aux agents de l'autorité royale (1). (Règlement de 1618, art. 27. Régl. de 1686, art. 47. Régl. de 1723, art. 69). A partir de 1686, les colporteurs durent être enregistrés sur le livre de la Communauté. Syndic et adjoints devaient donc veiller à ce qu'aucune personne non régulièrement agréée exerce le colportage.

On choisissait de préférence à tous autres, les maîtres imprimeurs, fondeurs de caractères ou relieurs, leurs fils, compagnons et apprentis, qui par pauvreté ou infirmité d'âge ne pouvaient exercer leurs professions.

Les colporteurs devaient, dans les 3 jours de leur réception faire inscrire leurs noms et demeures dans le registre de la communauté et y déclarer, de même leurs changements de domicile (2).

(1) D'une part, le lieutenant civil remplacé à cet égard en 1686 par le lieutenant général de police, d'autre part, le procureur du roi au châtelet,

(2) Pareille déclaration devait être faite, suivant le règlement de 1723, art. 70 aux commissaires du quartier de la demeure, sous peine d'interdiction et de 50 livres d'amende.

Le colportage était défendu aux imprimeurs, libraires et relieurs s'ils n'étaient en état de représenter une attestation des Syndic et adjoints qu'ils n'exercent pas présentement leur état.

L'arrêt du Conseil du 13 septembre 1722 fixa à 120 le nombre des colporteurs pour la Ville de Paris. En exécution de cette prescription, les colporteurs et afficheurs déjà reçus durent se présenter dans la huitaine à la Chambre Syndicale pour faire enregistrer à nouveau leur qualité. On ne maintint que ceux qui furent choisis suivant les limites indiquées par les soins des Syndic et adjoints (1). Le nombre des afficheurs pour Paris ne devait pas dépasser quarante. Ils devaient être agréés par les Syndic et adjoints dans la même forme que les colporteurs. Les colporteurs ne pouvaient colporter, vendre ou débiter aucuns livres, factums, mémoires, feuilles ou libelles sur quelque matière ou de quelque volume que ce soit. Aucune affiche ne pouvait être posée sans qu'il n'y soit fait mention du privilège ou de la permission accordé pour le livre annoncé. Les placards de toute espèce (2) devaient être portés en la Chambre Syndicale des libraires et

(1) Art. 71 du règlement de 1723, Le nombre des colporteurs demeurera réduit et fixé à 120 dont les 8 premiers plus anciens reçus auront leurs départements dans les cours et salles du Palais où les autres ne pourront aller vendre que par succession, et en la place de ceux qui seront décédés; mais il leur sera permis de vendre par la ville et les faubourgs, et les lieux qu'ils trouvenont les plus avantageux pour le débit; sans qu'au surplus ni les uns ni les autres puissent avoir aucuns imprimés ailleurs que dans leurs maisons, le tout à peine d'interdiction, de cinquante livres d'amende et de prison.

(2) A l'exception des édits, déclarations et ordonnances, arrêts et autres mandements de justice dont la publication aura été ordonnée comme aussi les affiches de comédie et de l'opéra.

imprimeurs, les mardis et vendredis de chaque semaine, la copie des affiches ainsi déposée devait porter l'indication du nom de l'afficheur.

Tout colporteur devait avoir une balle dans laquelle il portait les imprimés exposés en vente. Ils ne pouvaient avoir aucuns apprentis, ni tenir boutique ou magasin.

Enfin les colporteurs étaient tenus de porter une plaque de cuivre au devant de leur habit avec l'inscription « colporteur ». « Sous peine d'amende, de prison, de confiscation et de punition exemplaire ». D'autre part, il était défendu à toutes personnes sans exception non comprises parmi les cent vingt colporteurs de transporter ou exposer en vente, crier par les rues ou débiter aucun livre ou imprimé sous peine de punition corporelle.

§ VII. — *Enregistrement des privilèges — Réception des dépôts obligatoires.*

C'était dans l'ancienne monarchie française une règle souvent formulée qu'aucun ouvrage ne pouvait être imprimé sans la permission du roi. L'ordonnance de Moulins de 1566, art. 78 le prescrit en ces termes : « Défendons à toutes personnes que ce soit, d'imprimer ou de faire imprimer aucuns livres ou traités, sans notre congé ou permission et lettres de privilèges, expédiées sous notre Grand Scel auquel cas aussi enjoignons à l'imprimeur d'y mettre et insérer son nom et le lieu de sa demeure. » La déclaration de Charles IX, du 16 avril 1571, art. 10 spécifie, en outre, qu'à la permission donnée par lettre du Grand Scel « sera attaché la certification de ceux

qui auront vu et visité le livre, et ne sera loisible d'imprimer aucun livre, sans au commencement et première page d'icelui nommer l'auteur et l'imprimeur. » Et les lettres patentes d'Henri III 1586 précisait que les imprimeurs seraient tenus de retenir par devers eux copie dûment collationnée du dit privilège. » La règle fréquemment rappelée dans de nombreux arrêts de justice puis par les ordonnances de 1649 (ar. 2), 1686 (art. 66) et 1723 (art. 101).

Quant aux ouvrages de moindre importance : feuilles volantes et fugitives, livres dont l'impression n'excede pas la valeur de deux feuilles en caractères [de Cicéro, ils ne pouvaient être imprimés ou réimprimés sans la permission du lieutenant de police après approbation de personnes capables choisies par lui pour l'examen. Dans tous les cas, le privilège devait figurer sur l'ouvrage, au commencement ou à la fin.

Les contrevenants s'exposaient à la déchéance de tous les droits portés par les permissions ou privilèges, à la confiscation des exemplaires, amendes clôture de boutique « et autres plus grandes peines s'il y échoit. »

A cet égard, le rôle des Syndic et adjoints fut précisé par l'arrêt du Conseil d'Etat du 2 octobre 1643 : « Sa Majesté désirant pourvoir aux abus et désordres qui arrivent journellement en l'impression et « vente des livres : de l'avis de la Reine régente, « sa mère, a ordonné et ordonne que les Syndic et « adjoints tiendront la main à ce que les règlements « de l'imprimerie soient exactement observés, se « transporteront en toutes les imprimeries pour voir « et visiter les livres qui s'imprimeront, se feront « représenter les permissions du Grand Sceau, et en « cas qu'il se trouve que l'on imprime quelques livres « sans la dite permission, feront transporter les feuilles imprimées avec les manuscrits, feront leurs

« procès-verbaux et en donneront avis à Monsieur
« le Chancelier pour y être pourvu. Défenses à tous
« libraires et imprimeurs de commencer l'impres-
« sion d'aucuns livres qu'ils n'en aient donné avis
« au Syndic et le mémoire de ce qu'ils veulent im-
« primer avec la permission du Grand Sceau. »

Les privilèges d'imprimerie devaient être consignés sur les registres de la communauté. Le délai imparti à cet effet d'abord très court (1) fut par la suite fixé à trois mois (Arrêt du Conseil du 13 Août 1703, régl. de 1723, art. 106). La transcription sur le registre devait être faite fidèlement, tout au long, sans interlignes ni ratures sous peine de nullité. Aucun livre, sous la même peine ne pouvait être affiché ni exposé en vente qu'après le dit enregistrement. Les cessions de privilège devaient elles aussi figurer sur le même registre, dans le même délai. Le dit registre devait être communiqué à toutes personnes « pour y faire toutes recherches que chacun avisera ».

Le privilège permettait après son enregistrement régulier de faire imprimer l'ouvrage dans l'étendue du royaume. Il était défendu de faire imprimer à l'étranger (2) le règlement de 1618, art. 32 prévoyait comme

(1) Arrêt du parlement du 8 avril 1653 par lequel il est enjoint à tous libraires, imprimeurs et autres personnes, de porter au syndic des libraires les lettres de privilèges qu'ils obtiendront pour l'impression des livres, huit jours après l'obtention d'icelles pour être inscrits sur le registre de la communauté.

(2) Arrêt du conseil du 18 novembre 1625 pour les syndic et adjoints de la communauté des libraires et imprimeurs de Paris contre Sébastien Cramoisy qui prétendait avoir droit d'imprimer en Lorraine en vertu du brevet à lui accordé par Sa Majesté pour servir le Duc de Lorraine en qualité de son libraire et imprimeur ; portant défenses audit Cramoisy d'imprimer aucuns livres hors le royaume de France tant qu'il sera imprimeur et libraire en l'Université de Paris, à peine de confiscation et d'amende arbitraire,

sanction la confiscation de tous les exemplaires et trois mille livres d'amende. L'édit de 1686, art. 6 ramène cette amende à quinze cents livres dont moitié « applicable au profit de la Communauté ». En 1723, l'art. 107 répartit la somme versée par les contrevenants « moitié au profit de l'Hôtel Dieu, moitié au profit de la Communauté ».

Echappaient à l'obligation du privilège : les factums, requêtes, placets, billets d'enterrements, pardons, indulgences, monitoires, etc... Ces ouvrages pouvaient être imprimés par les imprimeurs du choix des particuliers. Les ouvrages de religion propres à chaque diocèse pouvaient toutefois faire l'objet de privilèges obtenus par les évêques. Ceux-ci pouvaient alors confier l'impression des pardons et indulgences à l'imprimeur désigné par eux. (Règlement de 1618, art. 13. Edit de 1686, art. 20. Règlement de 1723, art. 110).

Quant aux factums, requêtes ou mémoires, ils ne pouvaient être imprimés que si les copies remises entre les mains des imprimeurs ou libraires étaient signées d'un avocat inscrit sur le tableau ou d'un procureur. Les arrêts de la cour du Parlement et de la cour des aydes de Paris, devaient, pour être imprimés faire l'objet d'une permission particulière de ces cours. Ladite permission était obtenue par arrêt, sur requête présentée à cet effet « à peine contre les contrevenants de deux cents livres d'amende pour la 1^{re} fois, » et à l'égard des imprimeurs, en cas de récidive, » d'être suspendus de leurs fonctions pendant trois » mois, à l'exception néanmoins des arrêts de règlement, et de tous ceux qui concernent l'ordre et la » discipline publique, qui doivent être imprimés par » les soins des Procureurs Généraux de Sa Majesté ; » comme aussi des arrêts d'ordre et d'homologation » des contrats pour être signifiés aux parties ». (régl. de 1723, art. 111).

Une autre condition nécessaire pour pouvoir mettre en vente, l'ouvrage ayant obtenu un privilège, était le dépôt des exemplaires à effectuer entre les mains des Syndic et adjoints, le règlement de 1618 (art. 15) est assez bref sur ce point : « Voulons et nous plait que tous libraires, imprimeurs faisant imprimer livres avec privilège soient tenus bailler et mettre en notre bibliothèque deux exemplaires desdits livres en blanc, desquels ils tireront acquit, et outre ce, ils seront tenus de mettre ès mains des Syndic et adjoints aussi un exemplaire de chacun livre, qu'ils imprimeront huit jours après les impressions desdits livres pour être employés aux affaires de la Communauté ».

Suivant l'édit de 1686, le dépôt comportait : deux exemplaires à la bibliothèque royale, un à la bibliothèque du Louvre, un à celle du Chancelier, un à la Communauté, la déclaration du roi du 11 septembre 1703 porta à trois le nombre des exemplaires destinés à cette dernière (1). Enfin, le règlement de 1723 (art. 108) en disposant que le censeur commis à l'examen de l'ouvrage en recevrait un exemplaire, porta à huit unités le dépôt obligatoire. La sanction était la nullité des lettres de privilège ou permission, la confiscation des volumes et l'amende applicable pour défaut de privilège.

Les officiers de la Communauté devaient tenir la main à l'application de ces dispositions et saisir tous

(1) Déclaration du roi du 11 septembre 1703. « Voulons que » de chacun des livres qui seront dorénavant imprimés ou » réimprimés à Paris, tant rouge et noir, qu'usages et tous » autres livres tant grands que petits, il en soit à l'avenir » fourni au lieu d'un exemplaire porté par leur règlement du » mois d'août 1686, trois exemplaires en blanc à ladite communauté, par chacun des maîtres et veuves qui les auront » imprimés ou fait imprimer et ce, à la diligence des syndic » et adjoints. »

les ouvrages mis en vente et affichés sans qu'il ait été satisfait au dépôt obligatoire.

On conçoit que la nécessité du dépôt, surtout pour les ouvrages volumineux, était une charge importante qui devait rencontrer de la résistance et susciter l'ingéniosité des imprimeurs-libraires intéressés à y échapper. Pour combattre cette tendance, l'arrêt du Conseil d'Etat du 19 mars 1642 avait prescrit que les Syndic et adjoints, dans la quinzaine suivant la signification dudit arrêt devaient donner au maître de la bibliothèque de Sa Majesté un état des livres imprimés depuis dix ans et dont le privilège avait été expédié et signifié à la Communauté. Les deux exemplaires obligatoires devaient être portés dans le même délai à la bibliothèque royale par le soin des Syndic et adjoints, faute de quoi « ils y seraient contraints par toutes voyes, même par corps », avec les imprimeurs et libraires. Pour l'avenir, aucun livre ne pouvait être mis en vente sans un certificat du garde de la bibliothèque attestant que les deux exemplaires y avaient été mis, dont il serait fait mention dans les volumes, « à peine de confiscation, déchéance de privilège et de mille livres d'amende applicable moitié au dénonciateur et l'autre moitié aux réparations de ladite bibliothèque ». En outre, il était prescrit que tous les privilèges seraient signifiés au Syndic pour en tenir registre et en délivrer de trois mois en trois mois un état au maître de la bibliothèque royale « pour être, par son ordre, et à la diligence du Syndic lesdits libraires et autres imprimeurs, contraints de satisfaire audit arrêt, sinon contraints par corps, même au paiement de l'amende de mille livres ».

L'arrêt du Conseil d'Etat du 29 mars 1656 ordonnait à tous imprimeurs et libraires ayant obtenu des privilèges de produire, par devant Sébastien Cramoisy, libraire et imprimeur ordinaire de sa Majesté, commis à cet effet les certificats des bibliothécaires

intéressés attestant que les dépôts des ouvrages privilégiés y avaient été exactement fait sous peine de voir prononcer la révocation des dits privilèges et la saisie des livres. Des vérifications analogues résultèrent encore de l'arrêt du Conseil d'Etat du 17 mai 1672, du 21 janvier 1685.

Il paraît pourtant, malgré l'abondance de ces décisions que les libraires et imprimeurs mettaient la plus grande négligence à s'acquitter de l'obligation du dépôt. L'arrêt du Conseil du 17 octobre 1704, en effet, après avoir rappelé les prescriptions antérieurement édictées s'étend en ces termes sur le rôle réservé aux Syndic et adjoints :

« Sa Majesté étant informée qu'au mépris de tous
» ces édits, déclarations, arrêts et règlements, la
» plupart des auteurs, libraires, imprimeurs et gra-
» veurs ne tiennent aucun compte d'y satisfaire,
» et de fournir les exemplaires des livres et estam-
» pes qu'ils sont obligés de donner pour la biblio-
» thèque de Sa Majesté, celle de son château du Lou-
» vre, et de Monsieur le Chancelier ; que même il est
» difficile de les y obliger, si elle n'en commet le soin
» à des personnes, qui, par une connaissance parti-
» culière, soient en état de les y contraindre, et qu'elle
» ne saurait choisir des personnes plus capables pour
» cela que les syndic et adjoints des libraires et im-
» primeurs de Paris, parce que tous les privilèges
» que sa Majesté accorde pour l'impression ou gravure
» devant être enregistrés sur le livre de leur commu-
» nauté, et prenant le soin de visiter tous les livres
» qui entrent dans Paris, rien ne scaurait échapper
» à leur connaissance. Et d'ailleurs, sa Majesté, con-
» sidérant que l'attribution qu'elle leur a accordée par
» le règlement général de la librairie du 1^{er} juin 1618,
» par l'Edit du mois d'août 1686, et par la déclara-
» tion du 6 octobre 1703, d'un ou trois exemplaires

» des livres qui s'impriment à Paris seulement, n'est
» pas suffisante pour les récompenser des dépenses
» qu'ils sont obligés de faire, et des peines et soins
» qu'ils prennent de tenir les registres de tous les
» privilèges qu'elle accorde pour la librairie et gra-
» vure, des certificats qu'ils en délivrent et des visites
» qu'ils font des livres qui entrent dans Paris, afin
» d'empêcher qu'il ne s'en introduise de contraires à
» la religion, à l'Etat, et aux bonnes mœurs, ce qu'ils
» font gratuitement et à leurs frais ; que même, s'ils
» se trouvaient encore chargés à l'avenir du soin de
» faire apporter à la bibliothèque de sa Majesté, à celle
» du Château du Louvre, et à celle de M. le Chance-
» lier, les exemplaires des livres et planches qui s'im-
» primeront et graveront, il serait juste d'étendre
» ces attributions sur tous livres et estampes qui s'im-
» primeront pareillement dans les provinces du
» royaume. Comme aussi sa Majesté ayant été infor-
» mée qu'il est d'usage immémorial, que les auteurs,
» libraires, imprimeurs et graveurs donnent un exem-
» plaire des livres, feuilles et estampes qu'ils impri-
» ment à ceux qui ont été choisis par Monsieur le
» Chancelier, pour les examiner ; qu'il est même très
» important que ces examinateurs en aient un exem-
» plaire, afin de voir si, depuis leur examen il n'a été
» fait aucune addition ou altération, de manière que
» ceux qui ne s'assujétissent pas à cet usage ne s'en
» dispensent qu'en vue de cacher lesdites altérations,
» dont on n'a vu que trop d'exemples jusqu'à présent
» qu'il a fallu réprimer par divers arrêts. Ouï le rap-
» port du sieur Doujat, conseiller du roi en ses con-
» seils, maître des requêtes ordinaire de son hôtel. Le
» Roy, en son conseil, de l'avis de Monsieur le Chan-
» celier, ordonne que les édits, déclarations, arrêts et
» règlements des mois d'avril 1617, 21 octobre 1638,
» 3 mai 1646, 29 mars 1656, 17 mai 1672, 31 jan-

» vier 1685, août 1686, avril 1695 et 6 octobre 1703,
» seront exécutés..... » (1)

§ VIII. — *Surveillance des libelles et livres
défendus.*

Le règlement constitutif de 1618, art 13 disposait que « Tous imprimeurs, libraires et relieurs, qui imprimeront ou feront imprimer livres ou libelles diffamatoires seront punis comme perturbateurs du repos public et se faisant privés et déchus de tous leurs privilèges et immunités, et déclarés incapables de pouvoir jamais exercer l'art d'imprimerie ou librairie. » (Edit. d'Août 1686, art. 62). La prohibition suivant la réglementation plus récente (Règl. 1723, art. 99) visait : « ceux qui imprimeront vendront, exposeront, distribueront ou colporteront des livres ou libelles contre la religion, le service du Roy, le bien de l'Etat, la pureté des mœurs, l'honneur et la réputation des familles et des particuliers. »

(1) L'obligation du dépôt fit postérieurement l'objet des arrêts du Conseil d'Etat du 9 mai 1707 « qui ordonne que l'arrêt du » Conseil du 17 octobre 1704, concernant les exemplaires des » livres et estampes qui doivent être fournis aux syndic et » adjoints des libraires et imprimeurs de la Ville de Paris, par » toutes personnes qui font imprimer ou réimprimer en vertu » de privilèges ou permissions du grand sceau, sera exécuté » selon sa forme et teneur, nonobstant l'opposition des syndic » et adjoints de la Ville de Lyon » et du 16 décembre 1715 rappelant à nouveau les décisions précédentes.

§ IX. — *Intervention dans la vente des fonds de commerce et des imprimeries.*

La vente des fonds de librairie ainsi que des livres en blanc ou reliés vieux ou neufs appartenant aux libraires ne pouvait être faite qu'en la chambre de la communauté, en présence des Syndic et adjoints. Régl. de 1723, art. 121).

Quant aux imprimeries, leur vente, totale ou partielle, ne pouvait se faire que sur la permission du lieutenant général de police, et en la présence des officiers de la communauté. Ceux-ci devaient tenir un registre de ladite vente sur lequel les imprimeurs, auxquels seuls les presses et caractères pouvaient être vendus et adjugés, devaient en prendre charge « à peine de confiscation et d'amende arbitraire contre les contrevenants. » Lorsque des imprimeurs vendaient des presses ou partie de leurs imprimeries à d'autres imprimeurs ils devaient en faire mention sur ce même registre avant que le transport en puisse être fait. Ils étaient obligés de donner la préférence aux imprimeurs de Paris, sous les peines susdites (Règl. de 1686, art. 69. Règl. 1723, art. 122.)

Enfin, quand un imprimeur mourait sans veuve ou sans enfant qui aient qualité pour exercer l'imprimerie, les vis des presses de son imprimerie devaient, à la diligence des Syndic et adjoints être portées en la Chambre de la communauté pour y être déposées jusqu'à la vente de l'atelier.

C'est ici le lieu de rappeler qu'un des arrêts du 30 août 1777 établissait deux ventes publiques annuelles des fonds de librairie : du 15 au 30 novembre

et du 15 au 31 mai. Les fonds à vendre en tout ou en partie auraient été offerts aux enchères en la Chambre syndicale. Mais cet arrêt demeura sans exécution.

§ X. — *Répartition de la capitation et de la taille.*

Les officiers de la Communauté, assistés de huit commissaires royaux désignés à cet effet, jouaient le rôle de répartiteurs vis à vis des membres de la corporation pour les impôts de la capitation et du vingtième — La somme à payer par la Communauté déterminée d'abord par l'autorité royale était répartie entre tous les imprimeurs et libraires, divisés à cet effet en seize classes, d'après l'importance de leur établissement.

Ce travail figurait chaque année sur le registre de la communauté, et servait de base à la perception de l'impôt.

CHAPITRE VI

EXERCICE DU DROIT DE SURVEILLANCE DES SYNDIC ET ADJOINTS : VISITE DES IMPRIMERIES ET DES LIVRES

I. — Visite des imprimeries, librairies et bibliothèques.

- A. — Périodicité.*
- B. — Obligation de tenir les portes ouvertes.*
- C. — Sanctions encourues.*
- D. — Cas de refus d'ouverture des portes.*
- E. — Constatation des infractions.*
- F. — Visite des bibliothèques en vente.*

II. — Visite des livres en la chambre de la communauté.

- A. — Obligation de la visite.*
- B. — Prohibition des livraisons directes.*
- C. — Défense d'ouvrir les balles non visitées.*
- D. — Formalités d'entrée.*
- E. — Obligations des Syndic et adjoints pour la visite des impressions.*
- F. — Dépôt obligatoire pour toute librairie saisie ou à partager.*

Définition et étendue du droit de visite

Comment les officiers de la communauté pouvaient-ils, pratiquement exercer la surveillance dont ils étaient chargés sur les matières de l'imprimerie et de librairie ? La réglementation leur attribuait pour ce faire, un droit de visite dans les ateliers des imprimeurs et les boutiques ou magasins des libraires. En outre, tous ouvrages imprimés, provenant du dehors, devaient être portés en la Chambre Syndicale pour y être examinés avant leur mise en vente. Ce droit, nécessaire à l'exercice de leur mission, fut reconnu dès le début de la communauté par le règlement de 1618, art. 18. « Sera enjoint aux Syndic et adjoints d'aller en visite, suivant les édits et règlements ci-devant donnés pour raison de ce, et feront leur rapport des malversations qui se commettent par devant le lieutenant civil ».

§ I. — *Visite des imprimeries et librairies*

A. — *Périodicité.*

Suivant le règlement de 1649, art. 21 les visites devaient d'abord avoir lieu au moins deux fois l'année. Puis, l'édit d'août 1686 admit qu'elles auraient lieu au moins une fois tous les trois mois ainsi que dans les boutiques de libraires « et toutes les fois qu'ils le trouveront nécessaire » (art. 57). Le même principe fut reproduit en 1723.

B. — *Obligation de tenir les portes ouvertes.*

Il était enjoint aux imprimeurs de tenir leur atelier ouvert, ou seulement fermé d'un loquet, pendant le temps du travail sous peine d'une amende de cinquante livres, payable un tiers par le directeur ou conducteur de l'imprimerie et le surplus par les compagnons, apprentis et ouvriers (régl. de 1723, art. 85).

Les visites donnaient droit à la perception d'une redevance au profit des officiers de la communauté (1).

C. — *Sanctions encourues.*

En cas d'infraction constatée, les officiers de la communauté pouvaient saisir les ouvrages défendus avec toutes autres marchandises les accompagnant. Le procès-verbal devait alors faire mention de cette opération. Les contrevenants étaient assignés au Conseil pour être ordonné ce que de raison (Arrêts du Conseil d'Etat du 11 septembre 1665 — id. du 11 avril 1674).

A titre d'exemple des sanctions encourues, on peut citer les dispositions d'un arrêt du Conseil du 22 février 1742 relatif aux infractions relevées au cours d'une visite chez les veuves P. et B., marchandes libraires. Dans les boutiques et magasins plusieurs exemplaires de livres, tant brochés qu'en feuilles, avaient été trouvés sans privilège, ni permission. L'arrêt ordonna « que tous les ouvrages saisis chez lesdites » veuves P. et B. et mentionnés au procès-verbal, se- » ront et demeureront supprimés et mis au pilon ;

(1) Déclaration du 11 septembre 1703. «... permettons de lever sur chaque maître et veuve de maître, conformément à leur délibération du 23 juillet 1703, et à l'avis du sieur d'Argenson lieutenant général de police, la somme de trente sols pour le droit de chacune des visites qu'ils sont tenus de faire par chacun an chez tous les maîtres et veuves de ladite communauté.

» condamne lesdites veuves chacune en cinq cents li-
» vres d'amende ; leur fait défense de récidiver sous
» peine d'être déchues de leur maîtrise à la première
» contravention dans laquelle elles tomberont. Or-
» donne, Sa Majesté, que par les syndic et adjoints des
» libraires, il sera fait de fréquentes visites, tant dans
» les imprimeries que dans les boutiques et magasins
» des libraires, à l'effet d'y saisir les livres qui s'y
» imprimeront ou débiteront sans permission, et que
» ceux des libraires qui se trouveront dans ce cas se-
» ront condamnés pour la première contravention à
» avoir leur boutique fermée pendant trois mois et en
» mille livres d'amende ; et en cas de récidive, seront
» déclarés déchus de leur maîtrise, même condamnés
» en des peines corporelles s'il y échoit. »

La visite pouvait se faire partout où se trouvaient les imprimeries, boutiques ou magasins des libraires et fonderies. Il était enjoint aux supérieurs des communautés ou principaux des collèges d'ouvrir leurs portes et de souffrir ladite visite. (Règl. de 1723, art. 85)

D. — Cas de refus d'ouverture des portes.

Les syndic et adjoints avaient aussi le droit de visite sur les libraires du Palais. Toutefois, pour ce faire, les nouveaux officiers devaient obtenir l'enregistrement de leurs lettres de jurande au greffe dudit baillage. Ils demandaient à ce moment la permission au lieutenant général du baillage du Palais de faire les visites nécessaires, pendant le temps de leur exercice, laquelle ne pouvait leur être refusée. Ils payaient la somme de deux livres pour droit d'enregistrement. Ainsi se trouvaient conciliés l'autorité du bailli du Palais et le droit de surveillance des officiers de la Communauté (Edit d'octobre 1712, art. 13).

Au cas où, lors des visites faites chez les libraires et imprimeurs ou dans les magasins situés dans les

collèges ou autres lieux prétendus privilégiés il serait fait refus d'ouvrir les portes, les syndic et adjoints en dressaient procès-verbal. Celui-ci était transmis au lieutenant général de police à l'effet d'en obtenir main forte ou même la permission d'enfoncer les portes. Lorsqu'on en venait à cette extrémité, on procédait aux frais et dépens des principaux et supérieurs des collèges et maisons privilégiées, lesquels étaient contraints au paiement par saisie tant de leurs biens personnels que du revenu desdites maisons. (Règl. de 1723 art. 86)

E. — *Constatation des infractions.*

Au cours de ces visites, les Syndic et adjoints devaient veiller à ce que les livres sous presse soient sur beau papier et bons caractères; qu'il ne s'imprime aucun livre contre les bonnes mœurs, la Religion, l'Etat, ou dépourvus de privilège. — Un procès-verbal devait faire connaître le titre des ouvrages imprimés, le nombre des apprentis en exercice, celui des presses et en outre l'énumération des malversations relevées. — Ce procès-verbal était remis entre les mains du lieutenant-Général de police.

S'il se rencontrait une imprimerie ne comportant pas le nombre de presses et caractères prescrit, il en devait être dressé un procès-verbal distinct remis au plus tard dans les trois jours au lieutenant général de police. Le règlement de 1723 prévoyait (art. 53) que les propriétaires des imprimeries défectueuses seraient tenus de se défaire de leurs établissements « si dans le cours de deux années, ils ne se sont pas conformés à la police ».

Les syndic et adjoints, en faisant leurs visites, devaient tenir la main à ce qu'il ne soit employé à l'impression aucun mauvais caractère, ni aucun papier de mauvaise qualité. S'ils relevaient une contravention à

cette règle, les papiers et caractères défectueux devaient être saisis par leurs soins et transportés en la chambre de la Communauté. (Règl. de 1618, art. 12 — Règl. de 1649, art. 21 — Edit d'août 1686, art. 59 — Règl. de 1723, art. 88.).

Enfin, ils devaient veiller à ce que les apprentis, tant imprimeurs que libraires, soient effectivement en exercice chez leurs maîtres.

F. — *Visite des bibliothèques en vente.*

Les syndics et adjoints étaient tenus de visiter, avant qu'il soit procédé à leur vente, les bibliothèques ou cabinets de livres ayant appartenu à des personnes décédées. Cette prescription, déjà formulée dans une déclaration de Henri II, du 27 juin 1551 (1), avait pour but, une fois de plus, d'empêcher la mise en circulation des ouvrages prohibés ou libelles, susceptibles de se trouver dans les collections à la veille d'être dispersées.

Une déclaration du 5 septembre 1711 déterminait avec précision le rôle des officiers de la communauté dans la surveillance des ventes de livres. Lors de la levée des scellés, les livres défendus ou imprimés sans permission étaient mis à part pour en être fait, par le commissaire ayant apposé les dits scellés, un catalogue séparé des autres livres. Ce catalogue devait être remis au lieutenant Général de police et envoyé au chancelier qui en disposait suivant qu'il le jugeait à propos. Les livres eux-mêmes étaient portés

(1) Art. 14. « Et pour ce que aucune fois, en procédant à la vente d'aucuns biens inventoriés après le trépas de quelques personnages, ou par exécution des biens d'aucuns débiteurs ou autres, se trouvent aucuns livres suspects, nous défendons très expressément de procéder à la vente des livres que, premièrement, ils n'aient été visités.

en la chambre de la Communauté des libraires, et les officiers en exercice s'en chargeaient au bas du même catalogue dont la minute devait demeurer jointe au procès-verbal du commissaire. Dans le cas où l'on voulait vendre les livres sans qu'il y ait eu de scellé, les syndic et adjoints étaient appelés, avant qu'il soit fait aucune estimation inventaire ou description, pour visiter les bibliothèques ou cabinets de livres, mettre à part et faire un catalogue des livres défendus ou imprimés sans permission. Ceux-ci devaient être transportés aussitôt en la chambre de la Communauté et leur catalogue transmis au lieutenant de police afin d'être communiqué au chancelier. — Un double du catalogue était laissé aux parties intéressées.

Enfin, il était défendu à tous libraires ou imprimeurs de faire aucune estimation de livres s'il ne leur était apparu, suivant certificat des Syndics et adjoints que la visite en a été faite à peine de 500 livres d'amende et d'interdiction pendant six mois.

§ II. — *Visite des livres en la chambre de la Communauté*

A. — *Obligation de la visite pour tous imprimés entrant à Paris.*

Dès la constitution de la Communauté il fut décidé que tous libraires, imprimeurs, relieurs, marchands forains qui faisaient venir des livres à Paris seraient tenus de les faire apporter en la chambre de la communauté pour y être procédé à leur examen. Les arrivages de livres ne pouvaient être retirés de la douane sans permission des syndic et adjoints, qui avaient pour mission de vérifier même les envois aux

particuliers. Dans le cas où les officiers de la communauté trouvaient dans ces envois des livres ou libelles diffamatoires, contre l'honneur de Dieu, le repos de l'État, imprimés sans nom d'auteur, du libraire et de la ville où ils auraient été imprimés, ou contrefaits sur ceux imprimés par les libraires de Paris, ils devaient saisir toutes les marchandises ainsi rencontrées. Les destinataires étaient alors assignés pour s'entendre condamner en l'amende et voir confisquer les livres. Le tiers de toutes ces confiscations était réservé aux syndic et adjoints sous peine d'en être personnellement responsable. (Régl. de 1618, art. 19).

Les livres venus à Paris et provenant d'autres villes du royaume ne pouvaient être mis en vente qu'après cette visite ni être retirés de la douane qu'avec le certificat des syndic et adjoints.

Ceux-ci d'ailleurs n'échappaient pas à la règle commune : ils devaient prendre billet les uns des autres « pour être leurs marchandises vues et vérifiées ainsi qu'aux autres libraires, sur les mêmes peines que dessus » (Régl. 1618, art. 21). Cette règle de la visite obligatoire pour tous les imprimés provenant des autres villes du royaume ou de l'étranger, se retrouve formulée à fréquentes reprises (ordonnance de Louis XIII en janvier 1629. Arrêt du Conseil d'État du 2 octobre 1643. Régl. de 1649, art. 13. Ordonnance de police du 10 septembre 1669. Ordonnance du prévôt de Paris du 8 novembre 1670).

Suivant l'arrêt du Conseil d'État du 1^{er} Mars 1681, toute personne faisant entrer dans le royaume de la librairie non défendue par les ordonnances devait en faire la déclaration aux commis des cinq grosses fermes et autres fermes unies. Les ballots et caisses renfermant cette librairie déclarée étaient plombés, pour être déchargés et visités..... savoir : « celles qui seront déclarées dans le ressort du Parlement de Pa-

ris, au Collège royal de la ville de Paris (Siège de la Chambre Syndicale) par les soins du sieur de la Reynie, conseiller d'Etat ordinaire, lieutenant de police ; et pour les ressorts des autres parlements, dans les villes où ils sont établis par les juges de police et syndic des libraires... »

L'édit d'août 1686, art. 58, régularisa la périodicité des visites de livres qui, désormais, avait lieu tous les mardi et vendredi à deux heures de relevée en la Chambre de la Communauté. Les syndic et adjoints devaient, les jours ainsi fixés se trouver au moins trois « ayant par devers eux la facture de ce que contiennent les balles, caisses et paquets. » Il fut décidé, en outre, que les particuliers ou imprimeurs et libraires destinataires d'envois de livres ne pourraient les retirer de la douane ou des messageries sans un billet signé du Syndic ou de ses adjoints « dont ils tiendront registre en le délivrant. »

Enfin le règlement de 1723, art. 89 reprenant les dispositions antérieures précisa qu'elles étaient applicables « aux marchands merciers, grossiers qui vendent des alphabets, almanachs, heures et petits livres de prières. » Les Syndic et adjoints devaient arrêter tous les livres et estampes non conformes aux ordonnances « ensemble ceux qui y seront joints et les marchandises, s'il y en a, qui auront servi de couverture ou de prétexte pour faire passer lesdits livres, desquels dits livres et estampes ainsi saisis et arrêtés, ils tiendront un registre particulier. »

B. — *Prohibition de toute livraison directe.*

Pour que l'obligation de la visite ne puisse être aisément transgressée il était défendu aux voituriers de délivrer directement à leurs destinataires les livres transportés. Ces envois étaient portés directement à la douane d'où ils ne pouvaient être retirés que sur

le vu d'un billet des officiers de la communauté ordonnant le transport en la Chambre syndicale pour être procédé à la visite.

Les conducteurs de coches, messagers, voituriers par terre ou par eau contrevenants, s'exposaient à la confiscation de leurs bateaux attirail et harnais. Ils devaient, en outre, répondre en leur nom propre des abus et défauts qui se trouveront « ès livres par eux voiturés. » Les Syndic et adjoints devaient aussi se rendre chez les libraires auquel la livraison illicite avait été faite, et faire transporter les caisses ou balles en la Chambre Syndicale pour les vérifier à l'ordinaire (Arrêt du parlement du 17 janvier 1645).

Sur l'avis d'une contravention aux règles sur l'entrée des livres, les Syndic et adjoints devaient se transporter partout où besoin sera pour saisir et arrêter les livres et marchandises délivrés en fraude afin de les faire transporter en la chambre de la communauté, ou tout au moins en donner avis au lieutenant général de police sous peine d'en répondre personnellement (ordonn. de justice du 9 avril 1680).

Enfin, il était fait défense à tous libraires, fondeurs et autres personnes de personnes de recevoir aucuns livres, estampes ou caractères d'imprimerie même s'ils se trouvaient mêlés avec d'autres marchandises, sans qu'ils n'aient été, au préalable visités, sous peine de confiscation comprenant outre les livres, estampes et caractères, toutes autres marchandises qui s'y trouveraient jointes, de trois mille livres d'amende et de tous autres dépens, dommages et intérêts (art. 90, Règl. 1723.)

Pareillement, il était interdit aux préposés et aux inspecteurs de tous ordres de la douane et aux com-

mis des ports ou barrières, maitres de coches car-
rons et messagcries de délivrer les colis de librair-
rie « à aucunes personnes, de quelque qualité et
condition et sous quelque prétexte que ce soit. »
Les contrevenants s'exposaient à en répondre per-
sonnellement et à une amende de cinq cents livres
outre la déchéance et privation de leurs emplois ou
privilèges. (Art. 91. Règl. 1723).

*C. — Défense d'ouvrir les balles avant la visite.
Formalités d'entrée.*

Les colis, balles, caisses ou paquets de librairie
et d'estampes ne devaient être ouverts, ni visités,
ni arrêtés dans leur route. Il était enjoint aux
officiers et préposés de tous ordres des douanes
et bureaux de les laisser passer avec acquit à cau-
tion jusqu'au lieu de leur destination. Les voitu-
riers chargés de ces envois étaient donc tenus de
prendre cet acquit à caution, pour les expéditions
de l'étranger, dans les premiers bureaux d'entrée du
royaume; pour celles venant des provinces, dans le
bureau du lieu d'où l'envoi était fait, ou tout au
moins, dans le plus prochain. A ce moment, les
ballots étaient plombés par les commis des fermes,
et les voituriers devaient sur le registre des acquits
à caution s'engager à représenter au bureau de la
douane de Paris les dits paquets ou ballots plum-
bés. Ils devaient, dans les deux mois rapporter un
certificat, transcrit au dos de l'acquit à caution,
portant que les colis y ont été représentés et remis
aux mains des Syndic et adjoints. Ces derniers, ins-
crivaient de même sur l'acquit leur certificat consta-
tant que les balles ou paquets avaient été portés en
leur Chambre syndicale.

D. — *Formalités d'entrée.*

L'arrêt du Conseil d'État du 11 juin 1710 « portant règlement pour l'entrée des livres étrangers dans le royaume, spécifia que ces ouvrages ne pourraient avoir accès que par les villes de Paris, Rouen, Nantes, Bordeaux, Marseille, Lyon, Strasbourg, Metz, Reims et Amiens. Tous autres imprimés qu'on entreprendrait de faire passer par d'autres endroits devaient être arrêtés par les commis aux entrées et envoyés sans délai dans celle des villes désignées, le plus proche du lieu de la saisie (1). Pour les livres venant d'Italie et de Suisse à destination de Paris, l'arrêt du Conseil d'État du 31 octobre 1738 décida qu'ils entreraient par le bureau des Rouges, frontière de Franche-Comté, sans être obligés de passer par Besançon et Lyon.

Une part considérable de la librairie étrangère arrivait à Paris par Rouen. Pour faciliter la surveillance de ces arrivages un arrêt du Conseil du 14 septembre 1741 décida que toute cette librairie viendrait à Paris exclusivement par eau, sous peine de confiscation. Les seuls points de la route où il était permis aux convois remontant la Seine de prendre des marchandises de librairie et imprimerie étaient : Le Pont de l'Arche, Vernon, Mantes et le Pecq sous peine de confiscation et d'une amende de mille livres aux voituriers et con-

(1) L'arrêt du Conseil d'Etat du 28 décembre 1717 ajouta Lille à cette liste : « S. M. étant informée que si les livres et livrets étrangers destinés pour la ville de Lille, étaient assujetés à être transportés dans celle d'Amiens, les libraires et habitants de ladite Ville de Lille en souffriraient beaucoup d'inconvénients, de frais et de retardements, puisqu'ils seraient obligés de les faire revenir ensuite en ladite ville, où l'usage de plusieurs livres étrangers est absolument nécessaire, et donne lieu au débit d'un grand nombre de livres imprimés dans le royaume, par l'effet d'un commerce réciproque qui a toujours été considérable et avantageux. »

ducteurs. Aucun déchargement ne pouvait de même avoir lieu qu'aux endroits ainsi nommés, en présence des commis du bureau des fermes. Le retrait n'en pouvait être fait que sur la permission du juge royal et visite par devant lui.

Au départ de chaque bateau, les maîtres des coches d'eau devaient envoyer par la poste au lieutenant général de police à Paris, un extrait de l'inventaire des marchandises chargées, contenant le nombre des balles et paquets déclarés impression ou librairie, le lieu de leur destination et l'adresse des destinataires. Les marchandises chargées à Rouen, où dans les lieux de la route autorisés, ne pouvaient être acceptées qu'avec, sur les caisses ou ballots, la mention « librairie » en caractères lisibles et apparents. Les colis devaient être scellés soit du plomb de la douane de Rouen, ou du cachet du bureau du chargement. A Paris, les voituriers et conducteurs de bateaux, dès l'instant de l'arrivée remettaient aux commis du bureau des fermes du Port Saint Nicolas l'inventaire du chargement, pour être communiqué au lieutenant général de police. Ils étaient aussi tenus de remettre leur registre de chargement pour être confronté avec les inventaires. En cas de non conformité, il était dressé procès-verbal pour être statué sur assignation spéciale par le lieutenant de police. Au débarquement, les voituriers par eau étaient tenus de faire conduire au bureau de la douane tous les ballots et caisses qui étaient remis à l'inspecteur de la librairie. Celui-ci mentionnait cette réception sur un registre spécial et donnait décharge au voiturier, tant sur sa feuille que sur l'acquit à caution ; le dépôt avait lieu ensuite à la Chambre Syndicale.

Les syndic et adjoints requis à cet effet, devaient délivrer un certificat attestant l'état dans lequel ils auront trouvé les livres ou estampes lors de l'ouver-

ture des balles, ballots, caisses ou paquets, « pour servir à ceux qui auront fait venir ces dits livres ou estampes contre les voituriers et messagers » en cas de dommage provenant de leur négligence (régl. de 1723, art. 93).

E. — *Obligation des syndic et adjoints pour la visite des impressions.*

De par leurs fonctions ainsi définies, les syndic et adjoints se trouvaient dans une situation privilégiée par rapport à leurs confrères. Ils auraient donc pu être tentés d'en abuser en retenant sur chaque arrivage tous les ouvrages à leur convenance avant même que les autres libraires eussent eu connaissance de la composition des envois. Pour éviter que les officiers de la communauté ne tirent ainsi de leur mission un avantage préjudiciable à l'ensemble des maîtres en exercice, dès la constitution de la communauté, il fut convenu que syndic et adjoints ne pourraient « acheter ou faire acheter, ni mettre à part aucuns livres pour acheter, en faisant la visite des balles de marchandises foraines, si ce n'est vingt quatre heures après ladite visite ». On estimait qu'au bout de ce temps, tous les maîtres intéressés avaient pu prendre connaissance des ouvrages nouvellement arrivés et qu'ainsi chacun se trouverait sur pied d'égalité pour effectuer les transactions portant sur les livres visités. (Cf. Régl. de 1649, art. 16). L'Édit d'août 1686, reproduisant la même prohibition ajoute, en effet, que les syndic et adjoints « pourront, néanmoins vingt quatre heures après ladite visite, acheter ou échanger pour leur compte, ce qui restera desdits livres visités ainsi que les autres libraires (art. 60). Le règlement de 1723 reproduisit purement et simplement cette même règle (art. 94).

Quant aux ballots ou paquets non réclamés et non retirés de la Chambre Syndicale après un an, à comp-

ter du jour de leur dépôt en ladite Chambre, ils étaient ouverts suivant l'ordonnance du lieutenant général de police, par les Syndic et adjoints, en présence d'un commissaire désigné à cet effet. Ce dernier dressait procès-verbal, tant des livres que des autres effets, « pour, sur ledit procès-verbal, être statué ainsi qu'il appartiendra. » (Règl. de 1723, art. 95)

Les Syndic et adjoints devaient, dans les mêmes conditions que les imprimeries et librairies visiter « les boutiques, maisons et ouvroirs des doreurs et relieurs ». Ils devaient y saisir les livres défendus, contrefaits, ou imprimés dans le royaume sans permission ou privilège, pour être transportés sur le champ, en la Chambre Syndicale où il était procédé comme nous l'avons dit. (Règl. de 1723, art. 96)

Enfin, la visite s'étendait aussi aux dominotiers, imagiers et tapissiers « à ce qu'ils n'ayent, dit le règl. de 1618 (art. 23) à imprimer, ni vendre aucuns placards ou peintures dissolus ; et s'ils ont des presses en leurs maisons, de voir qu'elles soient bien garnies de grands tympan, propres à imprimer histoires et planches, sans avoir davantage de lettres en leurs maisons que ce qui leur est ordonné par l'Edit et l'arrêt de la Cour ». (Id. Règl. de 1649, art. 17 — Edit d'août 1686, art. 61)

Le règlement de 1723, art. 97, renforce les précautions prises contre les dominotiers, tapissiers et imagiers pour garantir le privilège corporatif des imprimeurs et libraires : « Défend, auxdits... n'avoir par devers eux aucunes presses ni aucuns caractères de fonte propres à imprimer des livres. Veut que quand ils voudront mettre au-dessous de leurs estampes et figures quelque explication imprimée et non gravée, ils aient recours aux imprimeurs, et que ladite explication ne puisse excéder le nombre de six lignes, ni passer jusqu'au revers des dites estampes et figures. Seront tenus, lesdits tapissiers, dominotiers et ima-

giers, faire apporter en la Chambre de la Communauté des libraires et imprimeurs les marchandises de leurs arts, qu'ils feront venir des pays étrangers et des provinces du royaume pour y être visités par les syndic et adjoints ; le tout à peine de confiscation au profit de la dite communauté et d'amende arbitraire.

F. — *Dépôt en la Chambre Syndicale obligatoire pour toute librairie saisie ou à partager.*

Les marchandises de librairie saisies pour contravention étaient obligatoirement déposées en la Chambre de la Communauté des libraires et imprimeurs. Les syndic et adjoints en prenaient charge par les procès-verbaux de saisie pour les garder, sans frais, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur ces saisies. Les marchandises ne pouvaient être transportées ailleurs ou laissées en la garde d'aucun autre gardien ou officier (Rég. de 1723, art. 98) (1). Nous avons vu que les

(1) Arrêt du Conseil du 15 mars 1706, qui ordonne que les marchandises de librairie qui seront saisies pour contravention, seront déposées en la chambre syndicale de la Communauté des libraires et imprimeurs et non ailleurs — les termes de la requête présentée par les Syndic et adjoints de la Communauté des libraires et imprimeurs de Paris et admise par ledit arrêt sont intéressants à reproduire pour préciser le rôle joué imparti aux officiers de la Communauté : «... les officiers royaux qui font des saisies de marchandises de librairie et imprimerie pour contravention transportent pour l'ordinaire lesdits marchandises chez eux, pour en répondre plus sûrement, et prétendent des frais de garde qui peuvent quelquefois être plus considérables que les marchandises mêmes ; qu'il est de l'équité de Sa Majesté de soulager en cela les parties saisies tenues desdits frais, en pourvoyant néanmoins à la sûreté des choses saisies. Que les suppléants étant chargés personnellement de veiller à l'exacte observation des règlements d'imprimerie et librairie et la Communauté étant même intéressée à empêcher les contraventions, lesdites marchandises ne peuvent être déposées en de plus sûres mains qu'en celles des suppléants, lesquels se trouvent en état de les garder

ouvrages prohibés trouvés dans les bibliothèques ou cabinets de livres mis en vente devaient de même être déposés dans la Chambre Syndicale après que le catalogue en avait été dressé et transmis par le lieutenant de police au Chancelier qui statuait (Déclaration du 5 septembre 1711. Régl. de 1723, art. 116).

Étaient encore soumis à la règle du dépôt en la Chambre Syndicale les livres achetés par les libraires dans lesdites ventes de bibliothèques. La déclaration royale de 1711 (art. 2) précisait à cet égard que ces livres ou manuscrits aussitôt après l'achat devaient être transportés par le soin des libraires acquéreurs dans la chambre de la Communauté, pour faire entre eux et en présence des Syndic et adjoints le partage des livres dont le débit était permis. Le délai pour ce partage était de huit jours au maximum, pendant lesquels il ne pouvait être vendu aucun d'eux (1).

sans frais dans la chambre Syndicale, et que par là, il sera pourvu à la sôreté du public et au soulagement des particuliers avec d'autant plus d'avantage pour le bien public, que lorsque les marchandises d'imprimerie ou librairie saisies entre lesquelles il se trouve très souvent des livres contraires à l'Etat, à la religion et aux bonnes mœurs, restent entre les mains des officiers, il peut arriver que les parties saisies s'accommodent et que par ce moyen, les contraventions demeurent impunies et les mauvais livres se distribuent dans le public ; au lieu que quand ils seront déposés à la chambre commune et syndicale les syndic et adjoints qu'en seront chargés par les procès-verbaux de saisie ne manqueront pas de poursuivre le jugement pour leur décharge, et supprimeront les mauvais livres de la même manière que cela se fait en la chambre dans l'exécution de la police. A ces causes, requéraient les suppléants qu'il plût à sa Majesté ordonner. . . »

(1) Ordonnance de police du 22 décembre 1724 contre plusieurs libraires lesquels ayant acheté un cabinet de livres furent surpris les partageant sur le lieu (première contravention) sans les avoir fait visiter (deuxième contravention). « Or-

Les libraires et imprimeurs acquéreurs ne pouvaient faire transporter les livres par eux achetés en compagnie dans aucunes maisons religieuses ni collèges, ou lieux privilégiés, ou ailleurs qu'en la chambre de la Communauté à l'effet dudit partage. Et ailleurs que dans leurs boutiques après ledit partage, à peine de confiscation et de quinze cents livres d'amende.

Quand il s'agissait d'un libraire, seul acquéreur d'une bibliothèque ou d'un cabinet de livres, ceux-ci pouvaient alors être transportés dans sa maison pour les vendre après qu'ils avaient été visités par les Syndic et adjoints sur le lieu de la vente avant leur déplacement. Les prescriptions de la déclaration de 1711 furent reproduites par le règlement de 1723 (art. 118, 119, 120.)

» donnons que les réglemens seront exécutés ; déclarons la
» saisie faite des livres en question, bonne et valable ; ordon-
» nons que les choses saisies demeureront confisquées au pro-
» fit de la Communauté des libraires. A la représentation des
» choses saisies, les gardiens et dépositaires seront contraints
» sinon à payer la valeur d'iceux. Et pour la contravention
» commise par les libraires, les condamnons solidairement en
» cinq cents livres et en outre aux dépens liquidés à trente six
» livres quatorze sols ». (Saufrain. Code de la librairie, p. 487).

CHAPITRE VII

PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DES IMPRIMEURS ET LIBRAIRES

I. — Jouissance des prérogatives de l'Université.

II. — Exemption des droits au profit des livres et caractères.

III. — Le monopole corporatif et sa défense.

A. — Définition et étendue

B. — Sa défense

C. — Tempéraments :

a. — Vente des papiers et vieux parchemins.

b. — Marchands merciers.

c. — Colporteurs.

d. — Libraires forains.

e. — Notaires et huissiers-priseurs.

D. — Exception : l'Imprimerie royale.

Privilèges et immunités des imprimeurs et libraires

Nous n'avons jusqu'ici étudié le rôle des syndic et adjoints de la Communauté qu'au point de vue de l'exécution des règlements royaux dont le respect s'imposait aux libraires et imprimeurs en exercice. Un autre aspect de leur activité doit maintenant nous retenir : leur action comme conservateurs des privilèges et franchises de la Communauté et comme administrateurs de ses intérêts. Ainsi se marque la double caractéristique de l'institution des chambres syndicales de l'ancien régime (1). Leurs officiers représentaient aux yeux de leurs confrères l'autorité gouvernementale, à ce titre, ils procuraient l'application de ses ordonnances. D'autre part, vis à vis du gouvernement, ils étaient investis d'une véritable fonction de représentation professionnelle. C'est ainsi qu'ils intervenaient au nom de la communauté, soit en justice, soit devant l'administration, toutes les fois que le monopole ou les intérêts corporatifs se trouvaient menacés. Enfin, ils étaient chargés de la gestion des deniers de la Communauté.

§ I. — *Jouissance des privilèges et prérogatives de l'Université.*

On sait qu'au Moyen-Age les corporations du livre étaient rattachées à l'Université dont leurs

(1) Les arrêts de 1777 décidèrent d'ailleurs que les communautés reconstituées prendraient à l'avenir le titre de « chambres syndicales et royales » des libraires et imprimeurs.

membres étaient les suppôts. Lorsque ces artisans furent dans la suite soumis au régime des communautés de métiers, le pouvoir royal ne brisa pas avec la tradition. Le règlement de 1618 portait en effet, dans son article initial. « Les libraires et imprimeurs seront toujours censés et réputés du corps et des suppôts de notre fille aînée l'Université de Paris, du tout distingués et séparés des arts mécaniques, et seront maintenus et gardés en la jouissance de tous les droits, franchises et prérogatives à eux attribués par nous et les rois nos prédécesseurs. La réglementation postérieure reproduisit toujours cette même déclaration. C'est en conséquence de l'affiliation à l'Université de Paris que les Syndic et adjoints de la Communauté devaient être présentés au Recteur au moment de leur entrée en charge, et que les maîtres nouvellement reçus prêtaient serment entre ses mains. D'autre part, la Communauté était « franche quitte et exempte de toutes contributions, prêts, taxes, levées, subsides et impositions, mises et à mettre, imposées et à imposer sur les arts et métiers, desquels Sa Majesté l'a entièrement exceptée, distinguée et séparée. » (Règl. de 1723, art. 1) (1).

(1) Sentence du Châtelet du 23 octobre 1640 qui décharge les libraires imprimeurs et relieurs, de la commission d'allumer les chandelles aux lanternes de la ville, avec défense aux commissaires de les y nommer à l'avenir.

Edit de septembre 1651 portant confirmation des exemptions de tailles, aydes, subsides, impositions et levées de deniers, logements de gens de guerre, commithrimus, tutelles, curatelles et autres charges publiques, et de tous les privilèges immunités, prérogatives franchises et libertés octroyées aux docteurs, maîtres régent, bacheliers écoliers menagers-jurés et autres suppôts et officiers de l'Université de Paris.

§ II. — *Exemption de droits au profit des livres
et caractères*

Ce fut toujours sous l'ancien régime un principe constant que la librairie manuscrite ou imprimée, ainsi que les estampes, fussent exemptes de tous droits de douane ou de péage. La déclaration royale de Louis XII donnée à Blois le 9 avril 1513 le mentionne formellement en ces termes : « Voulant lesdits libraires, écrivains, illumineurs et relieurs suppôts de notre fille l'Université de Paris être entretenus en leurs libertés et franchises, avons déclaré et déclarons derechef lesdits livres soit en latin, soit en François, reliés et non reliés, être francs quittes et exempts de tous péages, chefs d'œuvre, chaussées, impositions, foraine ou privée, quelque part qu'ils soient transportés, soit par eau ou par terre, sans que pour lesdits livres, lesdits libraires et voituriers portant et conduisant iceux parmi notre royaume ou hors, soient tenus payer aucun péage acquit imposition ou autre subside quelconque, soit que lesdits livres appartiennent aux écoliers libraires jurés et autres non jurés, mais les laissent passer franchement et quittement, sans les arrêter ou contraindre à payer autre chose pour lesdits livres... »

Le règlement de 1723 qui résume toutes les prescriptions antérieures des ordonnances sur la matière fait défense « aux fermiers-généraux, fermiers des provinces et villes du royaume, tous fermiers, traitants, commis, receveurs, députés gardes, et à tous autres employés pour la régie et perception des droits dans toutes les douanes, romaines et autres bureaux des provinces, villes et autres lieux, de lever aucuns deniers sur les marchandises de librairie et leur enjoint de les laisser aller et venir, entrer et sortir fran-

chement et quittement, sans pouvoir les arrêter pour payer aucune chose, à peine du quadruple et de plus grande amende s'il y échet. Les fontes, lettres et caractères d'imprimerie vieux ou neufs, et l'encre servant à imprimer venant des pays étrangers et des villes et provinces du royaume jouiront aussi de la même exemption. » (Régl. 1723, art. 2) (1).

Pour permettre la reconnaissance facile des marchandises jouissant des exemptions ainsi définies : « chaque balle, ballot, tonne, tonneau, caisse, coffre, malle, banne ou paquet devait porter l'indication : livres, caractères d'imprimerie, encre d'imprimerie ». (Régl. 1723, art. 3) (2).

§ III. *Le monopole corporatif et sa défense*

A. — *Définition et étendue du monopole.*

La constitution des artisans d'un corps de métier en communauté comportant des officiers pris dans son

(1) Arrêt du conseil du 6 mars 1630 entre les syndic et adjoints de la Communauté des libraires et imprimeurs, d'une part et Jean de la Grangefermier général des cinq grosses fermes de France, la douane de Lyon y comprise : Sa Majesté décharge le papier de tout tribut et imposition quelconque : fait défenses audit de la Grange et ses commis de prendre ni lever le droit de dix sols huit deniers sur chacun cent pesant de papier venant du Limousin, ni autres droits généralement quelconques sur le papier qui se fera tant audit lieu qu'autres lieux, provinces et endroits de son royaume.

(2) Arrêt du Parlement de Rouen, du 11 février 1675 — « ordonne que tous les marchands, facteurs, commissionnaires desdites marchandises de librairie, seront tenus de mettre sur les balles, en gros caractères : Libri ; à peine de deux-cents livres d'amende et de confiscation des marchandises ».

sein pour exercer un véritable contrôle sur leurs confrères de veiller de leur part au respect des ordonnances royales, avait pour contre-partie la garantie d'un monopole corporatif au profit des membres de cette communauté. Au point de vue des intérêts professionnels, c'était la première préoccupation qui s'imposait aux syndic et adjoints que la dépense de ce monopole. En effet, personne autre que les libraires et imprimeurs dûment reçus membres de la communauté, ne pouvait imprimer ou vendre aucun livre. Eux seuls pouvaient les faire afficher pour les vendre en leur nom, qu'ils en soient ou non les auteurs. Seuls, ils pouvaient tenir magasin de livres, acheter pour revendre en gros ou détail, en chambre et autres lieux, tous livres en blanc ou reliés, gros ou petits, neufs ou frippés. Les vieux papiers à la rame ou parchemins rentraient dans ce monopole, à peine de 500 livres d'amende, de confiscation et de punition exemplaire (1).

Les imprimeurs et afficheurs ne pouvaient imprimer ni poser aucunes affiches portant indication de la vente des livres, ailleurs que chez les libraires et imprimeurs.

Les auteurs, et toutes personnes autres que lesdits imprimeurs, ne pouvaient avoir et tenir en quelque lieu que ce soit, presses, caractères et ustensiles d'imprimerie, à peine de punition exemplaire, de confiscation des presses et caractères et de 3.000 livres d'amende

(1) — Règlement de 1618, art. 29. — Défenses sont faites, suivant les édits et arrêts à toutes personnes qui ne sont libraires ou imprimeurs et qui n'en ont été apprenties en la Ville de Paris, de tenir boutique ou magasin de livres, et d'acheter pour revendre en gros ou en détail aucuns livres reliés, blancs; heures, bréviaires, alphabets, romans neufs, vieux, frippés ou vieux papiers, que l'on dit à la rame, ni vieux parchemins, sous peine de confiscation et d'amende. — Arrêt du Conseil du 6 décembre 1732 qui défend à toutes personnes autres que les libraires de faire le commerce de livres et d'en vendre, débiter ni colporter.

(Sentence du Châtelet du 6 octobre 1614. Règlement de 1686, art. 6. Règlement de 1723, art. 4) (1).

Seuls les libraires et imprimeurs pouvaient proposer au public la souscriptions à un ouvrage. Ils étaient garants en leur nom propre. Les deniers reçus pour les souscription ne pouvaient être remis en d'autres mains qu'en celles des libraires ou imprimeurs au nom de qui s'était faite la souscription. Ceux-ci en étaient responsables envers les souscrivants (régl. 1723, art. 17). Suivant un arrêt du Conseil du 10 avril 1725 : « ceux des libraires qui manqueront à remplir aucunes desdites conditions, seront condamnés envers les souscripteurs, à la restitution du double de ce qu'ils auront reçu, et à une amende arbitraire suivant la qualité du délit » (2).

Avant de proposer aucun ouvrage par souscription, le libraire ou imprimeur qui se charge de l'entreprise devait présenter à l'examen au moins la moitié de l'ouvrage et obtenir la permission d'imprimer par lettres scellées du Grand Sceau (Règl. de 1723, art. 17) L'arrêt susdit de 1725 spécifiait qu'aucune souscription ne devait être proposée au public que pour l'impression d'ouvrages considérables qui ne pourront être faits sans ce secours

(1) Déclaration royale du 21 décembre 1630 — « faisons défense à tous particuliers de plus tenir imprimerie chez eux et aux dits ouvriers de travailler en icelle, sous peine de confiscation desdites imprimeries contre les propriétaires, et de châtiment exemplaire contre ceux qui y travailleront.

(2) Et comme il est juste que les souscripteurs soient également engagés envers les libraires pour retirer les exemplaires par eux souscrits, le conseil a rendu plusieurs arrêts pour obliger les souscripteurs à retirer leurs exemplaires dans le délai de six mois ou un an ; passé lequel temps les souscriptions demeurent nulles et de nul effet. (Saufrain. Code de la librairie et imprimerie de Paris p. 127).

et après que la permission en aura été accordée par M. le Garde des Sceaux, en conséquence de l'approbation qui aura été faite desdits ouvrages en entier par les Censeurs par lui proposés. »

Enfin le libraire ou imprimeur était tenu de distribuer avec le prospectus de la souscription une feuille d'impression de l'ouvrage proposé. Cette feuille devait être imprimée « dans les forme, caractères et papier qu'il s'engagera d'employer dans l'exécution de l'ouvrage qu'il sera tenu de livrer dans le temps porté par la souscription. (Règl. de 1723, art. 19) (1).

Les ventes volontaires de bibliothèques ou cabinets de livres ne pouvaient de même, être effectuées que par les libraires ou imprimeurs. Les particuliers n'y pouvaient procéder eux-mêmes (Règl. de 1723, art. 115). Ceux-ci ne pouvaient disposer de leurs livres qu'après la visite des Syndic et adjoints et la permission du lieutenant civil et du lieutenant de police dans les ventes contentieuses. En cas de vente volontaire, la permission de ce dernier était seule nécessaire. (Déclaration du roi du 5 septembre 1711).

On voit que le privilège corporatif appartenant à la communauté comprenait donc tout ce qui se rapportait à l'impression, à l'achat et à la vente des livres. C'est à ce titre qu'il faut envisager comme rentrant dans ce privilège la prise des livres et bibliothèques lorsqu'il était procédé à leur dispersion, comme aussi l'estimation et la vente des fonds de commerce de librairie et d'imprimerie. Les librairies se rencontrèrent

(1) « Laquelle feuille imprimée sera déposée avec ladite permission en original et enregistrée es registres de la Chambre Syndicale, sur lesquels la librairie signera sa soumission de s'y conformer. (Arrêt du Conseil du 10 Avril 1725, art. 3).

sur ce point avec les notaires et les huissiers-priseurs. Nous examinerons plus loin comment fut déterminé le rôle respectif des uns et des autres.

En définitive, pour veiller efficacement à la sauvegarde du privilège appartenant à la communauté, les syndic et adjoints avaient à surveiller toute personne exerçant l'imprimerie et la librairie, afin que des étrangers non qualifiés ne pussent indûment pratiquer cette profession.

B. — *Défense du monopole corporatif.*

C'est pourquoi ils eurent fréquemment à agir contre les prétentions des communautés religieuses qui entendaient avoir chez elle des presses (1) contre les particuliers étrangers à la corporation (2) ; contre cer-

(1) Sentence du lieutenant civil du 16 juin 1640 entre les Syndic et adjoints de la communauté et les religieux et prieurs du Couvent des Jacobins de la rue St-Honoré, et à qui cette prohibition fut plusieurs fois renouvelée : ordonnance du lieutenant-civil du 24 septembre 1643. — Arrêt du Parlement du 17 Janvier 1645. — Règlement de 1649, art. 3).

(2) Sentence du 15 février 1662, confirmant une autre du 22 novembre 1661, contre Jacques Amaury, avocat, qui avait exposé des livres en vente au bout du Pont Saint-Michel. — Du 13 mai 1662, sentence contre Isaac Drouet, armurier, à l'égard de la balle de livres qu'il avait fait venir de Rouen. — Du 3 mai 1664 qui ordonne que François de Bouge, sans qualité, fermera dans 24 heures sa boutique. — Du 2 octobre 1676 contre Barbe Langlois, veuve de Charles Davier, marchand à Paris. — Du 21 août 1682 contre de Blegny, maître chirurgien, qui se mêlait d'avoir boutique de librairie. — Arrêt du Conseil du 11 juin 1708, qui fait défense au sieur Jean-Baptiste Lully, surintendant de la musique du roi, d'afficher, vendre, ni faire vendre ses opéras par autre que par un imprimeur ou libraire, sur les peines portées par l'art. 6 du règlement de 1686. — Arrêt du Conseil du 3 août 1739, qui confisque les livres saisis sur Mathieu Stella, lui fait défense de faire le commerce de livres, et le condamne en l'amende de 500 livres et aux dépens.

tains corps de métiers dont l'activité voisinait avec celle des libraires et imprimeurs notamment les papetiers (1). Il s'en trouva qui, à la faveur de tolérances qui leur étaient reconnues entendirent empiéter sur le privilège des libraires. Ce fut le cas des marchands merciers, des colporteurs, des libraires-forains et des huissiers-priseurs, il convient d'indiquer à la fois dans quelles limites pouvait s'exercer leur activité et comment la Communauté des libraires eut à se défendre contre leur concurrence.

C. — Tempéraments à la règle du monopole professionnel.

En ce qui concerne la vente de toutes marchandises d'imprimerie et de librairie, le monopole des membres de la Communauté était exclusif. Il comportait toutefois quelques tolérances dont bénéficiaient, aux termes des règlements, certaines catégories d'artisans déterminés.

a) *Papiers à la rame, vieux parchemins.* — C'est ainsi que les femmes et veuves des compagnons imprimeurs, libraires et relieurs, ainsi que des maîtres relieurs, pouvaient acheter et vendre les papiers à la

(1) Sentence du 2 juillet 1625 pour les Syndic et adjoints de la communauté des libraires de Paris contre Guillaume et Blaise Paschal frères, marchands papetiers, qui avaient fait imprimer par Métayer, maître-imprimeur, « Apparatus in Ciceronens », in 4^o, laquelle édition fut confisquée, savoir moitié au profit du roi et l'autre au profit des Syndic et adjoints, et l'edit Métayer condamné en quarante-huit livres d'amende avec défenses aux dits Paschal de plus contrevenir aux dits règlements, à peine de quatre cents livres d'amende et de confiscation de tout ce qui se trouvera imprimé.

Arrêt du 22 août 1626 contre les marchands papetiers, il leur est fait « défenses à l'avenir de trafiquer, prendre ni retenir en leur possession aucunes marchandises de livres, sous prétexte de nantissement gages ou autrement pour les vendre ou faire vendre ou débiter par eux ou personnes interposées, à peine de confiscation et d'amende arbitraire.

rame et les vieux parchemins. On leur donnait ainsi le moyen de se procurer quelques ressources. Pour profiter de cette licence, elles devaient, au préalable, obtenir la permission écrite des syndic et adjoints. Le nom des femmes bénéficiaires, avec leur demeure étaient inscrits sur le livre de la Communauté. (Règl. de 1618, art. 29 — Règl. d'août 1686, art. 41 — Règl. de 1723, art. 6)

Les personnes exerçant le commerce ainsi autorisé devaient tenir un livre de leurs achats où l'on mentionnait le nom, demeure et qualité des particuliers vendeurs. En cas de suspicion, les livres présentés par des personnes inconnues et suspectes devaient être retenus, pour être remis entre les mains du Syndic et adjoints qui devaient en avertir le lieutenant général de police. La sanction consistait en ce que les commerçants pouvaient être déclarés civilement responsables des livres volés ou détournés trouvés chez eux, « d'amende arbitraire et d'interdiction et même de punition corporelle en cas de récidive » (Edit d'août 1696 art. 12 — Règl. de 1723, art. 8).

b) *Marchands merciers*. — La corporation des marchands merciers fondait ses prétentions à l'exercice de la librairie sur la tolérance qui lui avait été anciennement reconnue de vendre de petits ouvrages : abécédaires et almanachs.

L'arrêt du Parlement du 17 décembre 1616, limite son activité en cette matière à la « vente des almanachs, alphabets, outre les heures imprimées hors de cette ville de Paris, sans pouvoir toutefois vendre bréviaires, diurnaux et potantiers. »

Une sentence du 7 décembre 1677, obtenue par les syndic et adjoints des libraires, valide la saisie faite par ceux-ci sur Doublet, marchand mercier et fait défense à celui-ci de vendre des livres de pareille qualité

« et condamne ledit Doublet a faire porter ce qui lui en reste à la Chambre Syndicale des libraires. »

En 1709, Jean Drancourt, marchand mercier, pour faire plus commodément le commerce de la librairie, s'associe avec Ducastin libraire. Sur l'intervention des officiers de la communauté des libraires, suivant sentence du 11 janvier 1709, les livres furent saisis et vendus en la Chambre Syndicale et le libraire Ducastin contraint de déloger.

L'arrêt du Conseil d'Etat privé, du 13 mars 1730, rendu sur l'instance pendante entre les libraires et les marchands merciers devant le lieutenant général de police, constitue un épisode important de la lutte entre les prétentions rivales des deux corporations. Le sieur Nérat, marchand mercier s'étant vu saisi par intervention de Gabriel Valeyre imprimeur et libraire juré de l'Université de Paris, une balle d'Almanachs, Noël et prophéties (1) par requête, conjointement avec les gardes de la communauté des marchands-merciers de Paris, demandait à être maintenu en cette qualité dans le droit et « privilège » de vendre et débiter, tant en la Ville de Paris qu'ailleurs toutes sortes de marchandises de mercerie et notamment des almanachs, A. B. C., heures, psautiers, catéchismes, Noëls et autres livres de prières, en conséquence obtenir mainlevée de l'opposition dudit Valeyre, que défenses lui seront faites d'en faire de semblables à l'avenir, et aux syndic et adjoints de la Chambre Syndicale, de les mendier. Suivant leurs conclusions, les merciers demandaient que les officiers de la librairie fussent, solidairement avec Valeyre condamnés en trois mille

(1) La balle saisie expédiée au sieur Nérat, par Oudot fils libraire à Troyes, contenait des almanachs de Liège, de Troyes, de Milan, du Palais, du bon laboureur, les prophéties de Nostredamus et Noël.

livres de dommages et intérêts, et que pour prévenir tout inconvénient les Syndic et adjoints seraient tenus à l'avenir de visiter les balles ou ballots de livres qui leur seront envoyés à cet effet par les marchands-merciers, dans les vingt-quatre heures après leur dépôt en la Chambre Syndicale, sous peine de cinq cents livres de dommages et intérêts. Qu'en outre, ils fussent condamnés aux dépens faits, tant en la chambre de police qu'en ceux de la présente instance.

De leur côté, les libraires demandaient le maintien de la saisie, la condamnation des gardes de la Mercerie et de Nérat aux dépens, à une amende de cinq cents livres, et que pour l'avenir fut décidé que les syndic et adjoints de la librairie n'auraient à délivrer aucunes marchandises de librairie, à l'exception des almanachs ne contenant que les mois de l'année, les mouvements des astres, et ce qui peut y avoir rapport.

Les libraires sortirent victorieux de l'instance et l'arrêt de 1730 « fait défenses à tous marchands » merciers de la ville de Paris, sous les peines portées » par les règlements, de vendre et débiter aucuns » livres imprimés à l'exception néanmoins des A. » B. C. des almanachs et des petits livres de prière imprimés hors Paris, non excédant deux feuilles d'impression du caractère dit Cicero... enjoint Sa Majesté audit Nérat, et à tous autres marchands merciers de ladite ville, de vendre à des » libraires, dans quinzaine, à compter du jour de » la signification du présent arrêt, les livres seulement ci-dessus spécifiés qu'ils pourront avoir, qui » ne seront pas conformes au présent règlement. » Quant au nombre des feuilles et au caractère, » après lequel temps, permet aux Syndic et adjoints de ladite communauté des imprimeurs et » libraires, conformément au règlement de 1723 de

» saisir les contrevenants, en vertu d'une permission
» spéciale du sieur lieutenant général de police,
» dans laquelle seront insérés les noms des mer-
» ciers chez lesquels la visite devra être faite, à
» l'effet de quoi, ils seront tenus de se faire accom-
» pagner par un commissaire nommé par ledit
» sieur lieutenant général de police, sans néan-
» moins qu'ils soient tenus d'avertir ni de prendre
» avec eux aucun garde de la Communauté des mer-
» ciers : Ordonne sa Majesté que le présent règle-
» ment sera transcrit sur les registres de la Commu-
» nauté, tant des libraires et imprimeurs que des
» merciers de ladite ville, pour être exécuté selon
» sa forme et teneur ; et sur le surplus des deman-
» des et conclusions des parties, Sa Majesté les a
» mis hors de cours dépens compensés. »

Un arrêt du Conseil du 10 septembre 1735 compléta les mesures édictées pour empêcher les merciers d'empiéter sur le privilège des libraires. Les merciers devaient dans la quinzaine vendre aux libraires tous ouvrages autres que ceux dont le commerce leur était toléré. Passé ce délai, les syndic et gardes pouvaient procéder à la saisie des livres trouvés en contravention après en avoir obtenu la permission du juge de police. « Ordonne, en outre, Sa Majesté, que les ballots ou paquets de marchandise de librairie, dont la vente est permise aux dits marchands merciers et qui arriveront à leur adresse, ne pourront leur être remis qu'ils n'aient été préalablement vus et visités par lesdits libraires et imprimeurs, à l'effet de quoi, défend Sa Majesté à tous voituriers, messagers, rouliers et autres chargés desdits ballots et paquets, de les délivrer à leur adresse, voulant qu'à leur arrivée ils soient déchargés à la douane et de là, portés en la Chambre Syndicale des libraires et imprimeurs, pour y être visités par les syndic ou adjoints ; à pei-

» ne contre les contrevenants de confiscation de leurs
» charettes voitures et autres équipages, de mille
» livres d'amende, et de répondre en leur propre et
» privé nom tant des abus qui en pourront arriver,
» que de tous dépens, dommages et intérêts envers
» les libraires, même de punition exemplaire en cas
» de récidive, conformément à l'art. 90 du règlement
» de 1723. Ordonne Sa Majesté que s'il se trouve dans
» lesdits ballots ou paquets de librairie à l'adresse
» des merciers d'autres livres que ceux dont le débit
» leur est permis, il en sera dressé procès-verbal sur
» lequel lesdits libraires en poursuivront devant le
» juge de police, la confiscation avec l'amende contre
» lesdits merciers suivant qu'il est ci-dessus prescrit ».

L'introduction de la mode consistant à vendre vers l'époque de la Nativité et du premier janvier, de menus ouvrages destinés à être offerts en cadeau, qui devaient plus tard faire la fortune des « marchands de nouveautés » raviva le différend. Les Syndic et adjoints de la librairie, sur leur requête au lieutenant général de police, furent autorisés à publier à son de trompe et afficher l'arrêt du Conseil d'Etat du 10 septembre 1735. (Sentence, du 15 novembre 1737). Ils obtinrent aussi du Bailli du Palais la garantie de leur privilège (1).

c) *Colporteurs*. — Ainsi que nous l'avons vu plus haut, les huit plus anciens colporteurs de Paris pouvaient s'établir dans les Salles et Cours du Palais (Arrêt du Conseil du 13 septembre 1722, art. 2). Quant aux autres, ils ne pouvaient « vendre par la ville et les

(1) Sentence du Bailli du Palais du 13 décembre 1740 qui fait défenses à toutes personnes autres que les libraires et imprimeurs de faire le commerce de livres, almanachs dits Collombats, étrennes mignonnes et autres, tant en papier doré, que reliés en veau, en maroquin, ou autrement, imprimés à Paris, à peine de cinq cents livres d'amende.

faubourgs qu'aux lieux qu'ils trouveront les plus avantageux pour leur débit ». Il ne leur était permis de vendre que des édits, déclarations, ordonnances, arrêts ou autres mandements de justice dont la publication aura été ordonnée, des almanachs et des tarifs, comme aussi des petits livres ne dépassant pas huit feuillets, brochés et reliés à la corde, imprimés avec privilège ou permission, par les imprimeurs de Paris, seulement, avec le nom du libraire, à peine de prison de confiscation et de punition corporelle suivant l'exigence des cas (ibid, art. 4).

Les imprimés dont la vente était ainsi permise aux colporteurs devaient être renfermés dans une balle. Ils ne pouvaient avoir de boutique ou magasin ni faire imprimer aucune chose en leur nom ou pour leur compte : la sanction était la prison et la confiscation (ibid, art. 6).

d) *Libraires forains*. — On appelait « libraires forains », les libraires exerçant dans les provinces ou à l'étranger, On comprend que la communauté parisienne s'ingénia de tout temps à combattre cette concurrence en s'efforçant d'obtenir contre eux des mesures protectrices du monopole corporatif. Le règlement de 1618, art. 20, prévoyait déjà (art. 20) que « lesdits libraires forains ne pourront tenir boutique, magasin » ou imprimerie, ni faire afficher leurs livres en la » ville de Paris par le moyen de facteurs ou autres » personnes qu'ils pourront interposer. Comme aussi, » il est défendu à tous libraires et imprimeurs de » cette ville de Paris de faire aucune facture pour les » libraires, tant du dehors que dedans le royaume, et » séjourneront lesdits marchands forains plus de trois » semaines pour tous délais, à compter du jour de » l'ouverture et visite de leurs dits livres, pour la distribution d'iceux, à peine de confiscation des marchandises qui se trouveront ledit temps expiré, et

» d'amende arbitraire aux contrevenants. » Dès le 2 juillet 1649, les Syndic et adjoints de la nouvelle communauté obtenaient une sentence du prévôt de Paris contre Etienne Vereuil et Jean Pain, marchands libraires de Rouen, qui ordonnait qu'ils ne resteront plus de trois semaines après l'ouverture de leurs balles, et qu'ils ne viendront qu'une fois l'an à Paris, pour y apporter et négocier leurs marchandises. Cette dernière prohibition était insérée dans le règlement de 1649 (art. 14). En outre, il était prescrit désormais qu'ils ne pourraient échanger ou vendre leurs livres qu'aux libraires, membres de la Communauté. S'ils demeuraient au-delà du temps fixé, ou manquaient aux obligations ci-dessus, les libraires forains s'exposaient à la confiscation de leurs marchandises et à l'amende.

Une sentence de police du 13 octobre 1673 précisait le rôle des Syndic et adjoints en cette matière : ils devaient tenir la main à l'observation par les libraires forains des règlements les concernant, lesquels durent être transcrits sur le registre de la Communauté. (Edit de 1686, art. 50 — Règlement de 1723, art. 75) (1)

e) *Notaires et Huissiers-priseurs*. — Le privilège corporatif des libraires et imprimeurs se heurta à celui des notaires et huissiers-priseurs, en ce qui concerne les ventes, inventaires, estimation des bibliothèques, des imprimeries et des fonds de librairie — les uns et les autres prétendaient que ces diverses opérations faisaient partie de leurs attributions professionnelles. Il en résulta de longues contestations qui se terminèrent devant le Conseil d'Etat dont l'arrêt du 14 juillet 1727 régla la matière.

(1) Une autre ordonnance du lieutenant général de police du 17 juin 1678 ordonne que le sieur de Neufgermain, libraire à Amiens enlèvera ses livres hors Paris, dans le mois au plus, taré à peine de confiscation, la visite desdits livres préalablement faite par les syndic et adjoints.

Cet arrêt disposait que « toutes les fois qu'il sera » fait inventaire par autorité de justice, de bibliothèques ou cabinets de livres, la prisee n'en pourra » être faite que par les huissiers-priseurs en présence » et de l'avis d'un ou de deux libraires qui y seront appelés et convenus par les parties intéressées ; et que » les notaires continueront à inventorier et décrire les » livres comme les autres meubles et effets sujets à la » prisee : et qu'à l'égard des fonds de librairie et » d'imprimerie, les libraires en feront seuls le catalogue et la prisee dans le cours de l'inventaire, lequel » catalogue sera par les notaires annexé à la minute » de l'inventaire, dans lequel aussi bien que dans la » grosse, il en sera fait mention par un seul et même » article, si les parties ne le requièrent autrement, » dont en ce cas, sera fait mention par le notaire, sans » que le présent règlement puisse être fixé à conséquence par aucun autre corps et communauté de » marchands arts et métiers. »

S'il s'agissait d'une vente de bibliothèque ou de cabinet de livres, l'estimation était faite par les huissiers-priseurs avec le concours de deux libraires ; l'inventaire était fait par les notaires suivant le droit commun.

Si d'autre part il s'agissait d'une vente de fonds de commerce le catalogue et l'estimation étaient alors faits par les libraires et annexés par les notaires à la minute de l'inventaire.

Aux termes des règlements de 1686 (art. 50) et de 1723 (art. 75) les libraires forains ne pouvaient tenir boutique, magasin ou imprimerie ni faire afficher leurs livres en la ville de Paris par le moyen de représentants. Les libraires imprimeurs et relieurs de Paris ne pouvaient faire aucune facture pour les libraires forains (tant des provinces que de l'étranger). Ces derniers ne pouvaient séjourner plus de

trois semaines pour tout délai à compter du jour de la visite de leurs livres, sous peine de confiscation des marchandises et d'amende arbitraire.

Les livres apportés à Paris par les libraires du dehors ne pouvaient être échangés ou vendus suivant le régl. de 1686, art. 51) que dans la chambre et maison de la Communauté des imprimeurs et des libraires de Paris, sous les mêmes sanctions. Cette règle ne fut pas maintenue par le règlement de 1723 qui se borna à prescrire (art. 86) que les libraires forains auraient leurs marchandises de livres dans le quartier de l'Université. Ils devaient déclarer aux Syndic et adjoints les lieux où ils les tenaient et ne pouvaient en faire échange ou vente qu'aux libraires de ladite Ville de Paris et non à autres.

D. — *Exception au privilège corporatif : L'imprimerie royale.*

Le monopole professionnel reconnu à la Communauté des imprimeurs et libraires comportait une exception formelle, Cette situation n'est pas particulière à notre matière : elle est la même que celle où se trouvaient, vis à vis des autres communautés de métiers, les manufactures royales qui échappaient à la réglementation corporative. L'histoire de cet établissement célèbre ne rentre pas dans le cadre de notre étude. Nous nous bornerons à rappeler succinctement que c'est sous Louis XIII, en 1620, que fut établi au Louvre un petit atelier typographique. L'imprimerie royale sortit de ce premier et modeste atelier notablement agrandi dont la direction fut confiée, en 1640, à Sébastien Cramoisy (1). A sa mort, en 1669, Sébastien Mabre-Cramoisy, son petit-fils, lui succéda jusqu'en 1691. A cette date, Louis XIV le remplaça par Jean

(1) L'imprimerie royale fonctionna d'abord au rez de chaussée et à l'entresol de la grande galerie du Louvre.

Anisson, de Lyon, dont la famille fournit tous les successeurs dans ladite charge jusqu'à la fin de l'ancien régime.

Avant la création de l'imprimerie royale, François 1^{er} qui n'avait fait qu'entrevoir l'établissement futur fit graver, aux frais de l'État, des poinçons de caractères hébreux, grecs et latins dont on fournissait des fontes aux typographes de Paris. Louis XIII, ou plutôt Richelieu, avant d'établir les presses du Louvre, avait fait mettre aussi à la disposition de l'industrie privée une grande quantité de types d'alphabets orientaux, que l'ambassadeur de France à Constantinople, Savary de Brèves avait fait graver avec soin.

Dans la suite, deux établissements analogues furent créés à Versailles : l'un dans l'hôtel de la Guerre ; l'autre, à côté du château, sous la dénomination d'imprimerie du Cabinet. Un arrêt de 1775 et un autre de 1789 réunirent ces deux ateliers à l'Imprimerie centrale du Louvre. Au moment de la Révolution, cette dernière, imprimait donc, pour le Cabinet du roi et pour les conseils, tout ce qui était relatif aux affaires secrètes ou qui exigeait des garanties particulières, comme les congés des troupes, les passe-ports, les brevets, les valeurs du trésor. Elle imprimait, en outre, les lois et les ouvrages dont le roi ordonnait la publication à ses frais.

CHAPITRE VIII

LA GESTION ET LE COMPTE DU SYNDIC

I. — Le syndic comme représentant de la Communauté.

II. — Recettes et dépenses de la Communauté.

A. — Rappel des uns et des autres.

B. — Deux chefs particuliers :

a. — Vente des dépôts obligatoires.

b. — Les jetons de présence,

III. — Reddition des comptes.

A. — Formes et délais.

B. — Exemples tirés des registres.

IV. — Situation financière en 1789.

Gestion et Compte du Syndic.

§ I. — *Le Syndic comme représentant de la Communauté.*

Le Syndic assisté de ses adjoints était en quelque sorte vis à vis des membres de la Communauté un représentant de l'autorité Gouvernementale et chargé, à ce titre, de procurer l'exécution de la réglementation relative à l'imprimerie et à la librairie.

Une autre face des attributions du bureau syndical était le rôle qui lui incombait concernant la représentation et la gestion des intérêts du groupement corporatif. C'est à ce titre qu'intervenaient Syndic et adjoints pour passer les contrats engageant la Communauté et poursuivre en son nom les actions en justice. Toutefois, les décisions à prendre donnaient lieu à l'approbation préalable de l'Assemblée réunie à cet effet afin de conférer au Syndic le pouvoir nécessaire. C'est à lui qu'appartenait le soin de gérer le patrimoine de la Communauté pendant la durée de son mandat, à la charge d'en rendre compte à l'expiration de celui-ci.

§ II. — *Recettes et dépenses de la Communauté.*

A. — *Rappel des unes et des autres.*

Les diverses ressources alimentant la caisse de la Communauté provenaient des droits de réceptions

de la vente des exemplaires obligatoirement remis lors de chaque impression, du produit des amendes et des décisions de justice rendues au profit des imprimeurs et libraires ; des sommes provenant de la vente des marchandises saisies ; des versements annuels des membres destinés à pourvoir aux frais de location de la chambre Syndicale.

D'autre part, les principales dépenses auxquelles il fallait faire face étaient : les frais de location de l'immeuble de la dite chambre, les avances pour action en justice, enfin les charges engagées par la participation du corps des libraires et imprimeurs à certaines manifestations publiques.

B. — *Examen de deux chefs particuliers,*

Chacune des sources de revenus permettant à la Communauté de supporter ces charges a été examinée en son lieu. Il suffira d'indiquer ici l'origine de la convention établissant l'obligation du dépôt de chaque ouvrage imprimé pour être vendu au profit commun.

a) *Vente des dépôts obligatoires.* — « Nous, sous-
» signés, marchands libraires, imprimeurs et relieurs
» à Paris, avons consenti et accordé, consentons et
» accordons, pour être mis et délivrés ès mains des
» Syndics de la Communauté de notre état, un exem-
» plaire en blanc de chaque livre qui sera imprimé ou
» fait imprimer par nous, dorénavant, à commencer
» du 1^{er} Avril prochain, et ce, dans quinze jours après
» qu'ils seront achevés d'imprimer, de quelque gros-
» seur et quantité de volumes que ce soit, ou bien,
» quelques petits qu'ils puissent être, pour être ven-
» dus et délivrés à celui ou ceux qui en offriront da-
» vantage lors de nos assemblées dans le cloître des
» Mathurins. Et ces derniers reçus par ledit Syndic
» afin d'être employés aux frais qu'il conviendra faire
» pour soutenir les procès commencés par notre Com-

» munauté et ceux qui seront ci-après intentés, soit
» en demandant ou défendant, auxquels ensemble, nous
» désirerons intervenir. Le tout, pour la conservation
» des droits et privilèges de notre état.... à la charge
» toutefois, que le Syndic rendra compte de tous les
» livres qu'il aura reçus, comme aussi de l'argent
» monnayé, en sortant de charge, pour ce qui sera de
» reste entre ses mains, être mis ès mains de celui
» qui sera élu et mis en son lieu, ensemble tous les
» papiers, sentences, arrêts, comptes et autres papiers
» concernant les assemblées de ladite Commu-
» nauté. » (1)

b) *Les jetons de présence.* — D'autre part, l'établissement de droits de présence, au profit des personnes composant les assemblées de la Communauté fut, à partir de 1722, la source de dépenses nouvelles. On en vint ainsi à établir un jeton de présence pour remédier à la mauvaise volonté manifestée par les maîtres lorsqu'ils étaient convoqués aux réunions :

« Assemblée du 23 mars 1722..... » Et attendu que
» plusieurs de Messieurs les Anciens ne se rendent
» point aux Assemblées indiquées, ce qui est préjudi-
» ciable aux affaires de la Communauté, il a été déli-
» béré que dans la première assemblée il sera établi
» un droit de présence » (2). Le 26 mars suivant, la
compagnie arrêta que « dans la présente assemblée
» et dans celles qui seront faites par la suite de Mes-
» sieurs lesdits anciens Syndics et adjoints, il sera dis-
» tribué à chacun des présents un jeton d'argent de la
» valeur de trente sols, monnaie courante ; le quel
» droit sera acquis à ceux qui se trouveront aux dites

(1) Délibération du 26 mars 1614, Registres de la Communauté
(B. N. Mss. fr. 21.855 f° 3).

(2) B. N. Mss. fr. 21.857, f° 48.

» assemblées à dix heures précises du matin ou à
» quatre heures de relevée ; après laquelle heure les
» affaires seront proposées et délibérées sans que
» ceux qui se rendront après ladite heure puissent
» prétendre ledit droit de présence, sousquelque pré-
» texte que ce puisse être. — Et la délibération de
» chaque assemblée commencera par la dénomination
» de ceux qui seront trouvés présents à ladite heure
» convenue » (1). — Les jetons commencèrent à être
distribués à l'assemblée du 28 août 1723. — Les
« mandés » appelés dans les assemblées, avaient
droit aux jetons de présence, à condition de se
rendre à la convocation « en manteau et rabat » (2)
— Dès lors, des distributions de jetons eurent
lieu dans toutes les circonstances où se trouvèrent
réunis les représentants de la Communauté des
libraires et imprimeurs : processions de l'Univer-
sité, prestations de serment entre les mains du Rec-
teur, réception des universitaires dans le corps de la
librairie. — En 1726 on décida que, lors des élections
des Syndic et adjoints, deux jetons seraient attribués
« à chacun de Messieurs du Bureau et anciens Syndic
» et adjoints, et un seulement à chacun des mandés
» aux dites élections ; ce qui sera alloué dans le
compte de Monsieur le Syndic (3). — D'autres cir-
constances, par exemple : l'enterrement d'un recteur
et le service solennel pour le repos de son âme (15 et
17 mars 1728 ; 9 avril 1742), les processions extraor-
dinaires de l'Université pour la convalescence du roi
ou de membres de la famille royale (1728, 1752), ou la

(1) B. N. Mss. fr. 21.857, f° 48.

(2) Assemblée du 2 sept. 1724. id. f° 89.

(3) B. N. Mss. fr. 21.857, f° 117. Assemblée du 9 mai 1726.
Délibération pour donner deux jetons aux élections des syndic
et adjoints.

naissance de Mgr. le Dauphin (1729) et celles des autres princes royaux (1753, 1754, 1755 et 1759) donnèrent également lieu à la distribution du jeton de la Communauté à ceux de ses membres qui assistèrent à ces cérémonies.

Sous le Syndicat de Jean Baptiste II Coignard, le jour de l'Assemblée du 15 décembre 1728, la Compagnie délibéra « de faire la distribution de jetons double, attendu la surcharge des affaires et le long temps y employé. »

Il y eut certaines assemblées pour les élections du Syndic et d'adjoints où le nombre des jetons distribués s'éleva à 240, 252 et même 264.

§ III. — *Reddition des comptes.*

A. — *Formes et délais.*

On voit qu'aux divers revenus de la Communauté correspondaient de multiples charges. Le Syndic devait obligatoirement justifier des uns et des autres. La reddition de son compte avait lieu en présence de l'Assemblée de la Communauté, dans un délai de trois mois au plus tard, après sa sortie de charge.

Le compte était au préalable examiné par les Syndic et adjoints en exercice et par les anciens officiers.

Le rapport en assemblée était fait par un ancien Syndic ou adjoint désigné à cet effet par les officiers en charge. (Règl. de 1686, art. 56 — Règl. de 1723, art. 83).

B. — *Exemples tirés des registres.*

Voici quelques exemples tirés des registres de délibérations qui montreront comment les choses se passaient pratiquement :

« Assemblée du 11 avril 1675 (1). Le sieur Sévestre
» a remis entre les mains du sieur Thierry, présente-
» ment Syndic en charge, le compte de son adminis-
» tration pendant son syndicat, pour l'examiner et
» ensuite, le rendre; les Syndic et adjoints sont d'avis
» que ledit compte soit examiné par les anciens de la
» communauté et par les nouveaux appelés en la pré-
» sente assemblée (2).

« Aujourd'hui, quatorze juin mil six cent soixante-
» quinze, en l'assemblée convoquée par billets portés
» par Bourdon, clerc d'icelle communauté, le compte
» du Syndicat de M. Sévestre a été lu par les soussi-
» gnés et, après examen, le calcul fait de la mise en
» recepte faite par ledit sieur Sévestre, il s'est trouvé
» que la recette est de cent quinze livres et la dépense
» de cinq cent cinquante-trois livres neuf sols ; par-
» tant, il est dû au sieur Sévestre, la somme de qua-
» tre cent trente huit livres neuf sols que le sieur
» Thierry, Syndic, présentement en charge a offert de
» payer comptant pour obvier à toutes poursuites,
» frais et contraintes (Suivent les signatures des mem-
» bres de l'assemblée.)

» Et à l'instant, il avait été dit par le sieur de
» Serry l'un des adjoints dudit sieur Sévestre, lui
» absent, qu'il convient ajouter à la recepte faite
» par ledit sieur Sevestre, la somme de cinquante
» cinq livres par lui touchée du sieur Pierre Del-
» barre pour avoir relaché une balle de livres sur
» la saisie au Bourget, par ordre de Messieurs de

(1) Mss. p. 21.856, f^o 8.

(2) L'assemblée composée des syndic, adjoints, anciens offi-
ciers en charge, et des « mandés » représentant la Communauté,
se trouvait ce jour-là réunie « pour enregistrer une ordonnance
» de police de M. de la Reynie, et pour avertir la communauté
« des défenses y mentionnées à l'encontre du livre intitulé : nou-
» veaux contes de M. de la Fontaine, dont la vente et le débit
» sont défendus ».

» la Douane et pour lesquelles telle sentence du
» Châtelet est intervenue, et d'autant que la dite
» somme n'est porté sur ledit compte de recepte,
» il ne sera plus dû au sieur Sévestre que la soin-
» me de trois cent quatre vingt trois livres, la-
» quelle lui sera payée comme dit, en signant le pré-
» sent compte : ont signé : Thierry, syndic, Louis
» Sévestre. » (1)

L'assemblée du 4 juin 1680 (2) procède à l'exa-
men du compte présenté par M. Edme Couterot,
ancien syndic, « en la manière accoutumée, lequel
» compte, après avoir été lu, examiné et alloué par
» MM. les Syndics, anciens adjoints et messieurs les
» mandés soussignés, s'est trouvé que la dépense
» le monte à la somme de deux mille quatre cent
» une livres, deux sols, six deniers, et la recepte à
» celle de neuf cent une livres ; partant la dépen-
» se excède la recepte de la somme de quinze cents
» livres, deux sols, six deniers ; laquelle somme lui
» a été présentement payée par M. Augot, syndic, et
» de ses deniers ; pour la répétition de laquelle som-
» me de quinze cents livres, 2 s, 6 d., ledit M. Augot
» s'est réservé ses droit et action contre ladite Com-
» munauté, conformément aux arrêts et sentences
» au moyen de quoy, ledit Couterot, quitte ladite
» Communauté et a remis audit sieur Augot les papiers
» concernant les comptes et autres papiers appartenant
» à ladite communauté ; fait en la Chambre Syndica-
» le, ledit jour, 4 juin 1680. »

L'examen du compte suivant permettra de se fai-
re une idée de l'extension prise par les affaires de
la Communauté des libraires et imprimeurs parisiens
à la fin de l'ancien Régime :

« Ce jourd'hui jeudi, vingt-huit juin, mil sept cent

(1) B. N. Mss. fr. 21.856 f° 9.

(2) B. N. Mss. fr. 21.856 f° 30.

» quatre vingt neuf, à neuf heures du matin en l'as-
» semblée de Messieurs les Syndics et adjoints et
» de seize mandés, convoqués en la manière accou-
» tumée par billets portés par Chaumont, clerc de la
» Communauté le compte de recette et dépense fait
» par Monsieur le clerc pendant son syndicat, de-
» puis le 18 mai 1780 jusqu'au 11 septembre 1786,
» présenté et attesté véritable par lui, après avoir
» été examiné par les Syndic et adjoints en charge,
» le cinq dudit mois, ensuite l'assemblée des an-
» ciens Syndics et adjoints, le 22 suivant, a été rap-
» porté de nouveau par Messieurs Desprez et Babut,
» anciens adjoints en la présente assemblée géné-
» rale où il a été examiné de nouveau et reçu.

» Et par le dit examen, il s'est trouvé que la re-
» cette de ce compte concernant les affaires de la Com-
» munauté monte à soixante deux mille six cent
» trente cinq livres, un denier.... 62.635. 0. 1 d.

» Et celle du compte particulier
» concernant les droits attribués
» par la déclaration du 11 septem-
» bre 1703, enregistrée au Parlement
» le 6 octobre de la même année, et
» par le règlement du 28 février
» 1723, art. 33, monte à vingt huit
» mille trois cent soixante quatre
» livres, trois sols 28.364. 3.

Les quelles deux recettes jointes
ensemble montent à la somme de
quatre-vingt-dix mille neuf cent
quatre vingt dix neuf livres, trois
sols, un denier. 90.999. 3. 1 d.

Et la reprise et dépense du 1^{er}
compte à la somme de soixante six
mille six cent soixante dix-huit li-
vres, huit sols 66.678. 8

90.999. 3. 1 d.

Et celui du compte
particulier à neuf
cent quarante trois
livres, neuf sols, dix
deniers

943. 9.10

lesquelles deux dé-
penses font ensemble
la somme de soixante
sept mille six cent
vingt et une livres
dix-sept sols, deux
deniers

67.621.17. 2 67.621.17. 2

En sorte que déduction faite du
total de la dépense de vingt-trois
mille trois cent soixante dix-sept

livres, cinq sols, onze deniers

23.377. 5.11 d.

Que M. Knapen, syndic actuel, a reçus dans l'in-
stant comme il le reconnaît et s'en charge (1).

Ce compte est le dernier qui figure aux registres de
la Communauté. Dans les derniers temps de son exis-
tence, nous trouverons à relater deux faits qui nous
éclaireront sur la situation financière de notre corpo-
ration, en même temps qu'ils nous apporteront un
écho des événements contemporains.

§ IV. — *Situation financière en 1789*

» Le mardi, treize de janvier mil sept cent quatre-
» vingt-neuf, Monsieur le Syndic a exposé, vu la cir-
» constance malheureuse des temps. la rigueur du
» froid, et la cherté du pain, qu'il désirerait que la

(1) B. N. Mss. fr. 21.860 fo 242.

» Communauté donnât à distribuer aux pauvres des
» différentes paroisses de Paris, une somme de douze
» cents livres. La compagnie a délibéré qu'elle y con-
» sentait, et que cette somme serait partagée, savoir :
» 250 livres pour ceux de la paroisse Saint André ;
» deux cents pour ceux de la paroisse Saint Etienne
» du Mont, cent cinquante pour ceux de la paroisse
» Saint Hilaire, cent livres pour la paroisse de St Mé-
» dard, cent livres pour ceux de la paroisse de Saint
» Benoît ; cent livres pour ceux de la paroisse de
» St Jacques du Haut Pas, et cent livres pour les pau-
» vres de la paroisse de St Côme (1) ».

Enfin, dans l'assemblée du 30 septembre suivant, la Communauté vota une somme de vingt mille livres qui devait être portée à l'Assemblée nationale. La réunion avait été provoquée « par le Syndic qui croyait que,
» vu les circonstances dans lesquelles se trouve la
» Nation, et les dons connus faits par différents corps
» et particuliers, il serait convenable que la Commu-
» nauté offrit une somme à l'Assemblée nationale. (2) »

Une délégation des imprimeurs et libraires parisiens se transporta à Versailles le 1^{er} Octobre 1789 pour déposer leur offrande où M. Knapen, Syndic en charge, prononça le discours suivant : « Nosseigneurs, venir
» au secours de la Patrie, est le devoir de tous les
» citoyens. Le corps de la librairie et imprimerie de
» Paris, s'empresse de donner la preuve de son zèle
» aux dignes représentants de la Nation, dont les exem-
» ples excitent si puissamment au patriotisme. Nous
» venons déposer entre les mains de votre auguste
» Assemblée vingt mille livres, avec le regret de ne
» pouvoir offrir à la Nation une somme plus considé-
» rable. »

(1) B. N. Mss. fr. 21.861, f^o 28.

(2) id. f^o 39.

On voit qu'une telle libéralité supposait une situation financière prospère.

Le dernier acte consigné dans les registres de délibération est du 18 mars 1791. Ce procès-verbal rend compte de la présence de quatre membres de la Communauté à la procession du Recteur de l'Université « qui s'est rendu en l'Eglise paroissiale de Saint Jacques du Haut-Pas, au retour de laquelle, s'étant » trouvés en notre Chambre Syndicale, les présents ont » reçu leurs honoraires (1). » Ce fut la dernière distribution des jetons de l'ancienne Communauté des libraires et imprimeurs de Paris qui cessait d'exister ; car l'Assemblée nationale Constituante venait le 2 mars 1791 de supprimer les jurandes et les maîtrises (2).

(1) Bibl. Nat. Mss. fr. 21.861 f° 44.

(2) La loi des 2-17 mars 1791 accorde le droit de travailler librement et d'employer tels ou tels procédés de fabrication. Les articles 3, 4, 5 et 6 liquident le passé : les biens des corporations sont dévolus à l'Etat qui, en revanche, se charge de leur dette, et indemnise les propriétaires de maîtrises des sommes qu'ils ont consacré à l'achat de ce titre, mais à raison seulement de ce qui est entré dans le Trésor (art. 3 in fine, art. 4 § 1).

Le mauvais état des finances, le besoin d'argent sans cesse croissant, ne permirent pas d'effectuer cette liquidation avec une grande régularité ; d'autre part la rapide dépréciation des assignats rendit illusoirs les indemnités allouées.

Quant aux sept registres qui de 1618 à 1791 relatent les délibérations et les actes intéressant la vie de la Communauté, déposés d'abord aux archives nationales, ils furent remis en 1801 aux conservateurs des manuscrits de la bibliothèque nationale où ils se trouvent aujourd'hui dans le fonds des archives de la Chambre Syndicale Nos 21.855 à 21.861.

CHAPITRE IX

FONCTIONNEMENT MATÉRIEL ET INSTALLATIONS SUCCESSIVES DE LA CHAMBRE SYNDICALE

- 1 — 1617-1679, au Collège royal.
- 2 — 1679-1682, au Cloître Saint-Benoit.
- 3 — 1682-1727, rue des Mathurins.
- 4 — 1727-1791, rue du Foin.

Fonctionnement matériel et installations successives de la Chambre Syndicale

§ I. — 1617-1673. — *La Communauté au Collège royal et dans l'ancienne salle du collège de Cambrai*

La première installation de la Chambre Syndicale des libraires imprimeurs et relieurs de Paris eut lieu au Collège royal où la Communauté avait loué, le 6 juillet 1617 une Chambre, avec faculté de faire déposer dans la salle basse les ballots de livres soumis à la visite des syndic et adjoints. Le loyer de quarante livres était payé en quatre quartiers, aux échéances du « dernier jour d'avril », du jour de Saint-Jean (24 juin), du jour de Saint-Jean (24 juin), du jour Saint-Rémi (1^{er} octobre), « du jour de Noël » (25 décembre), comme l'indiquent les constatations de versements signées du concierge Jean Bouillette qui sont portés sur le premier registre de la Communauté (1).

Pour assurer la régularité de ce paiement et faire face aux autres dépenses nécessaires, les Syndic et adjoints firent voter dans l'assemblée du 28 octobre 1619 confirmation d'un accord survenu le 26 mars 1614, d'après lequel « les livres imprimés par les libraires imprimeurs et relieurs seront mis ès mains du Syndic pour subvenir aux affaires de la Communauté ; et il sera permis audit syndic de les vendre aux

(1) Bibl. Nat. Mss fr. 21.855 fo 11.

libraires qui en auront offert le + qu'il se pourra pour le profit d'icelle Communauté ; de laquelle vente ledit tiendra compte ».

Les conditions de la location se trouvèrent améliorées quelques années après, sans grande augmentation de frais pour la Communauté. Le Cardinal de la Rochefoucauld, successeur du Cardinal du Perron, dans la charge de grand aumônier, qui avait dans ses attributions la direction, au nom du roi, du Collège royal (1) donna au Syndic l'autorisation de faire les assemblées dans la grande salle du collège. Le gouvernement royal jugeait, en effet, que « en considération du service que les officiers de la librairie rendaient gratuitement pour l'intérêt du roi et du public », il devait soutenir la Chambre syndicale et lui faciliter les moyens d'accomplir utilement la mission que lui-même lui confiait de veiller à l'exacte exécution des réglemens. La permission du Cardinal de la Rochefoucauld fut confirmée le 12 avril 1628, et le 29 août suivant la gratification supplémentaire à payer pour la jouissance de cette salle fixée à vingt-quatre livres.

Le successeur du cardinal de la Rochefoucauld, le cardinal Antoine Barbini se montra encore plus favorable aux syndic et adjoints des libraires et imprimeurs en leur faisant, le 10 mars 1655, de nouvelles concessions dans les batiments du Collège royal, puis

(1) Au début, l'Université maintint son autorité sur le collège royal, mais un arrêt du conseil du roi du 18 mars 1663 attribua sans partage la direction du collège royal au grand aumônier, en défendant formellement au recteur de s'immiser sous aucun prétexte dans les affaires de l'établissement, sauf à donner avis au roi des doctrines contraires à la religion ou à l'État qui pourraient y être professés (Abel Lefranc, hist. du collège de France depuis ses origines jusqu'à la fin du 1^{er} Empire. Paris 1893 in-8°.)

onze ans plus tard, en leur permettant d'agrandir la chambre d'assemblée de la Communauté sise dans la salle du collège royal (29 août 1666) (1).

Mais bientôt se manifestèrent les inconvénients qu'entraînait la présence de la Chambre Syndicale dans les bâtiments ou les professeurs royaux donnaient leurs leçons. Le commerce de la librairie avec les pays étrangers prenait alors de l'extension, et, plus nombreuses de jour en jour devenaient les entrées des voituriers qui amenaient les envois venant du dehors. Malgré l'ordonnance toute récente du 10 septembre 1669 qui prescrivait pour tous les livres arrivant à Paris l'obligation de la visite en la chambre syndicale les mardis et vendredis de chaque semaine, les Syndic et adjoints reçurent le 5 décembre 1670, communication d'une nouvelle ordonnance, portant « défense aux libraires de faire aucunes » assemblées au Collège royal pour raisons de la » visite des livres étrangers. » Pour éviter qu'à l'avenir les cours des professeurs fussent troublés, la visite des livres devait désormais avoir lieu, avec la participation du lieutenant de police, dans la grande et ancienne salle du Collège de Cambrai, dite des trois évêques (2) la Communauté recevait d'ailleurs l'autorisation de faire procéder aux aménagements nécessaires, « suivant le plan qui en sera réglé par le sieur Colbert, surintendant et ordonna-

(1) Ces textes et les suivants sont rapportés dans : Paul Delalain, *Etude sur les locaux successifs occupés par la chambre syndicale des libraires et imprimeurs de Paris*, (Bibliographie de la France. Chronique, Année 1910 Nos 17 à 19, 21 à 30, 32, 33, 36. 37, 39, 41, 42).

(2) Partie subsistante de l'ancien collège de Cambrai sur l'emplacement duquel Louis XIII, en 1610 avait fait élever de nouveaux bâtiments destinés au collège royal (Pisaniol de la Force, *descript. de Paris* 1765, tome 5, p. 391).

teur général des bâtiments, arts et manufactures » (1). L'ordonnance ayant été signifiée aux Syndic et adjoints, le 9 décembre suivant ceux-ci convoquèrent le 18 l'Assemblée de la Communauté où l'on décida de « Voir incessamment Monsieur Perrault pour s'expliquer » au sujet de la signification faite de la part de Sa Majesté. Le seul résultat de cette entrevue fut de déterminer la nature des réparations à faire dans la salle du Collège de Cambrai, qui était désormais assignée à la Chambre Syndicale pour la visite des livres. Les travaux se prolongèrent, puisque le 5 novembre 1671, il ne pouvait pas encore être procédé dans cette salle à la vente des livres confisqués « à cause des réparations et changements de poutre que l'on y fait présentement. » (2)

Lorsque survint la mort du cardinal Barberini, grand aumônier de France, le 3 août 1671, la direction du Collège royal passa dans les attributions du secrétaire d'Etat ayant la maison du roi dans son département : c'était Colbert. Dès le 15 novembre 1672, les Syndic et adjoints furent mandés par lui, qui leur fit savoir que la volonté du roi était qu'ils eussent dorénavant à faire les assemblées de la Communauté « dans la salle du Collège des Trois Evêques et non plus dans la Chambre ordinaire de ladite Communauté » Ainsi, cette dernière devait donc quitter son installation dans la partie des bâtiments du Collège royal dont les professeurs royaux, d'accord avec Colbert, réclamaient la jouissance entière et exclusive. A la suite de cet ordre, les Syndic et adjoints représentèrent, dans un placet porté à Colbert, les raisons en vertu desquelles ils prétendaient devoir être maintenus en la possession de leur

(1) Bibl. Nat. Mss. fr. 22.081, pièce 38.

(2) Registres de la Communauté, 1^{er} Vol. (Bibl. Nat. Mss. fr. 21.855 f^o 160).

chambre ordinaire dans l'aile du Collège royal ; mais une lettre de cachet du roi qui leur fut signifiée le 3 janvier 1673, à la requête de Jean Moreau, Syndic des professeurs royaux, leur démontra l'inutilité de leur démarche (1).

Les Syndic et adjoints eurent alors recours à un placet au Roi ; ce placet fut renvoyé à Colbert qui n'y fit point de réponse. Et le 1^{er} jour de février 1673, la lettre de cachet fut de nouveau signifiée aux syndic et adjoints, à la requête de Jean Moreau, avec ordre « que la Communauté eut à vider les lieux, sinon et à faute de ce, qu'ils seraient mis sur le carreau ». La Communauté continuera la résistance, et, le 2 février, les syndic et adjoints signifièrent à Jean Moreau une réponse « portant les raisons qu'il y avait à ne pas déférer à la signification desdits professeurs ». Une nouvelle lettre de cachet du Roi fut alors signifiée aux

(1) De par le Roi. Sa Majesté ayant été informée qu'au préjudice de son ordonnance du cinquième décembre 1670, les libraires et imprimeurs de la Ville de Paris, prétendent outre la grande et ancienne salle du Collège de Cambrai, occuper d'autres lieux dans le collège royal, où ils interrompent par leur bruit les leçons des professeurs, Sa Majesté, conformément à la susdite ordonnance, a, de nouveau fait très expresses inhibitions et défenses à la Communauté desdits libraires et imprimeurs de tenir aucunes assemblées dans ledit collège royal sous quelque prétexte et occasion que ce puisse être. Veut et ordonne, Sa Majesté, qu'à l'avenir ils aient à continuer leurs assemblées et visites dans ladite salle du Collège de Cambrai, le tout à peine de désobéissance. Fait à Versailles, le quatre décembre 1672, Signé : Louis, et plus bas Colbert, et scellé du cachet royal.

Aujourd'hui, douze décembre 1672, l'ordre du Roi dont copie est ci-dessus a été laissé à M. Louis Duclos, portier et concierge du Collège royal, par moi, exempt des gardes du roi, en la prévôté de son hôtel et grande prévôté de France, soussigné, et à lui enjoint, de par le Roi, de tenir la main pour qu'il ne soit rien ignoré. Signé : Decluziaux. (Bibl. Nat, Mss. fr. 22081 pièce 20 et 21855 fo 164).

syndic et adjoints le 15 mars (1). Malgré les termes précis de cet ultimatum, renouvelé pour la troisième fois, les syndic et adjoints comptaient encore sur la bonté du Roi. Ils « se transportèrent à Versailles, le 16 mars, et y séjournèrent deux jours sans pouvoir avoir audience de M. Colbert, et le 19, le capitaine Prévost se transporta en ladite chambre pour y mettre les meubles sur le carreau ; et, les syndic et adjoints ayant été mandés, on transporta tous les meu-

(1) De par le Roi. Il est ordonné au capitaine Prévost, exempt des gardes de la prévôté de l'hôtel et grande Prévôté de France, de se transporter incessamment au collège royal de Cambrai dit des trois Evêques, au jour et à l'heure que la Communauté des libraires et imprimeurs y sera assemblée et de leur faire commandement d'obéir aux ordres de Sa Majesté des 5 décembre 1670 et 4 décembre 1672, et en conséquence, de vider dans deux jours les lieux qu'ils occupent audit collège autres que la grande et ancienne salle d'icelui, à peine de désobéissance. Fait à Versailles, le 6 mars 1673. Signé Louis et plus bas Colbert. Scellé des armes du Roi.

Je, capitaine exempt des gardes du Roi en la prévôté de son Hôtel et grande prévôté de France, soussigné, certifie avoir baillé copie de l'ordre de Sa Majesté dont copie est ci-dessus, à Denis Thierry, marchand libraire et imprimeur de cette ville de Paris et syndic des marchands libraires et imprimeurs de ladite Ville de Paris, tant pour lui que pour ses adjoints et communauté desdits marchands libraires demeurant rue Saint Jacques, à la maison où pend pour enseigne la Ville de Paris, lieu de sa demeure, dedans et parlant à Élisabeth Raguin, sa femme lui faisant commandement de par Sa Majesté d'obéir incessamment aux ordres de Sa Majesté et qu'ils aient conformément au présent ordre à vider les lieux qu'ils occupent dans ledit Collège royal et ce, dans deux jours sinon, et faute de ce faire dans ledit temps, je leur ai déclaré qu'en vertu du dit ordre, je me transporterai audit Collège où étant, je ferai faire inventaire des lieux par eux occupés et ferai mettre les meubles et autres choses qui s'y trouveront sur le carreau ; à ce que nul n'en ignore. Fait le présent commandement ce jourd'hui quinzième mars 1673. Signé : Prévost.

(Bibl. nat. Mss. fr, 22081, pièce 21 et 21855 f° 164).

bles de la Chambre en la salle du Collège de Cambrai ».

Ainsi, la Chambre Syndicale, vaincue dans cette lutte, fut obligée de quitter les bâtiments particuliers du collège royal pour se retirer dans la grande et ancienne salle du collège de Cambrai. Sa situation n'en fut pas mieux assurée. La nouvelle organisation exigeant des frais d'installation, il y eut contestation pour décider à qui, et dans quelle mesure, incomberaient les dépenses résultant des réparations.

D'autre part, le Communauté réclamait une indemnité pour les aménagements qu'elle avait faits dans la Chambre du collège royal d'où elle se trouvait expulsée. Une transaction intervint le 31 mai 1676, grâce aux bons offices de Charles Perrault. Il fut décidé que la salle du collège de Cambrai, où devait désormais fonctionner la Chambre Syndicale « Serait réparée et qu'il y serait fait des cloisons et un plancher de bois, une cheminée, des croisées et vitres, portes et ferrures jusqu'à concurrence de mille ou onze cents francs ». Le surplus devait demeurer à la charge de la Communauté. Les libraires et imprimeurs ne profitèrent pas longtemps de cet arrangement. Les intentions que le Roi pouvait avoir à cette époque, et que les circonstances politiques l'empêchèrent de réaliser, de poursuivre les constructions du collège royal et de fournir à ses professeurs royaux une installation définitive et bien appropriée aux leçons qu'ils avaient à faire, engagèrent le gouvernement à rendre entièrement libres tous les locaux et espaces primitivement destinés à l'exécution du plan de Henri IV. Colbert, d'ailleurs, avait besoin du collège de Cambrai pour loger les professeurs en droit canon et civil. Aussi le 24 octobre 1679, après plusieurs communications auxquelles les syndic et adjoints avaient opposé la même résistance qu'en 1672, Colbert, envoyait-il à Charles

Perrault l'ordre formel de faire sortir la Chambre Syndicale de la salle qu'elle occupait dans l'ancien collège de Cambrai. Le séjour de la Chambre Syndicale au collège royal prenait fin. Un document du 19 avril 1696, rappelant les antécédents de la Chambre (1) indique que M. Perrault avait donné aux syndic et adjoints les assurances que Sa Majesté mettrait incessamment un autre local à leur disposition. Mais « n'y ayant été pourvu, la communauté a été obligée depuis ce temps-là, de louer une maison à ses dépens et de gager et louer un clerc pour recevoir les livres qui arrivent, dont les Syndic et adjoints font gratuitement la visite tous les mardis et vendredis de chaque semaine ; ce qui coûte à la Communauté plus de quinze cents livres chaque année ».

§ II. — 1679-1682 ; *Au cloître Saint Benoît.*

Dans l'espoir que la bonté du roi les maintiendrait au Collège de Cambrai, malgré l'ordre qu'ils recevaient d'en sortir, confiants aussi dans les assurances qu'ils recevaient qu'un lieu leur serait désigné pour une nouvelle installation, les Syndic et les adjoints s'étaient peu inquiétés de rechercher dans le quartier de l'Université, un local où la Chambre Syndicale continuerait l'exercice des fonctions qu'elle tenait du gouvernement royal. Une autre question très grave les pré-

(1) Bibl. nat. Mss. fr. 22081, pièce 22.

occupait. Au Collège de Cambrai, la Communauté avait des frais de location très légers ; désormais, elle aurait à supporter un loyer qui deviendrait une charge réelle et l'obligerait à se créer des ressources d'un rendement régulier ; de plus, elle avait pour ses aménagements successifs au Collège royal et au Collège de Cambrai, engagé des dépenses dont elle devait encore une partie.

Le mardi 28 novembre 1679, le Syndic Charles Angot, convoqua l'assemblée en sa maison, rue Saint Jacques, au « Lion d'Or », pour prendre les résolutions que la situation réclamait.

« Les Syndic et adjoints ont dit que le sujet de la » présente assemblée était pour avoir leur avis sur les » affaires pressantes de la Communauté et principale- » ment, sur ce que, ayant plu au Roi de donner la » salle qu'ils occupaient (destinée à la visite des livres) » au Collège royal de Cambrai à Messieurs les profes- » seurs en droit canon et civil, ils ont été obligés » d'en ôter tout ce qui appartenait à ladite Communau- » té suivant l'ordre signé de Monseigneur Colbert, en » date du 24 octobre 1679, à eux donné par le sieur » Perrault en présence de Monsieur le lieutenant gé- » néral de police ;ce qui fait que présentement, » il n'y a aucun lieu pour faire les visites des livres » qui viennent du dehors, ni pour faire les assemblées, » et de chercher les moyens d'assurer un fonds pour » subvenir aux dépenses qu'il convient faire pour ce » sujet, pour acquitter les dettes considérables et pour » les dépenses journalières dont on ne peut se dis- » penser, lesdits Syndic et adjoints prient la Compa- » gnie de donner leur avis sur les présentes affaires.

« Sur quoi, la Compagnie a délibéré, à la pluralité » des voix, qu'il est nécessaire de louer un lieu com- » mode et honnête pour faire les visites des livres, » les assemblées, mettre les livres et autres choses

» saisies et arrêtées, et, pour cet effet, la Compagnie
» donne pouvoir et consent que les Syndic et adjoints
» présents et à venir puissent louer incessamment
» une maison ou portion la plus convenable qu'ils
» pourront trouver, et d'en passer bail au nom de la
» Communauté ; et pour faciliter le paiement des
» loyers, les dettes et dépenses qu'il conviendra faire,
» la Compagnie consent, sous le bon plaisir du Roi et
» la permission de Nos Seigneurs les magistrats, qu'il
» soit levé par chacun an, aux quatre termes dont le
» premier écherra au premier janvier prochain, sur
» chaque maître ayant boutique ouverte ou imprime-
» rie et généralement sur tous ceux qui sont reçus
» maître en notre Communauté, la somme de six
» livres par an, dont le Syndic tiendra registre, four-
» nira quittance, et rendra compte à la Communauté ;
» lequel présent résultat sera homologué partout où
» besoin sera, à la diligence du Syndic et adjoints,
» pour être exécuté selon sa forme et teneur. Fait et
» délibéré en notre assemblée, le 28 novembre 1679.
» — Suivent les signatures des quarante-trois mai-
» tres présents. (1).

L'homologation de cette délibération fut menée rapidement, puisque l'arrêt du Parlement qui l'approuva

(1) Bibl. Nat. Mss. fr. 21856, f° 26. — Les signataires de cette importante délibération sont : Denys Béchet, André Soubron, Louis Sevestre, Denys Thierry, Edme Couterot, anciens syndics ; Pierre le Petit, Séb. Martin, Fr. le Cointe, T. Joly, Laurent Rondet, F. Léonard, P. Variquet, Nicolas Pépingue, G. de Luynes, Ch. de Sercy, Et. Loyson, Muguet, J. Guignard, C. Journal, Barbin, Mabre Cramoisy, anciens adjoints ; Théodore Girard, Besogne, J. Couterot, Séb. Cramoisy, J. Jusson, Chevil- lion, Lambin, Ballard, de la Caille, le Jeune, P. Auboyn, Jacques Villery, Eloi le Vasseur, François Lhermite, Vve J. de Launay, N. Portier, Cavalier et Louis de la Tour, Ch. Angot, syndic en exercice, P. le Mercier, le Prest, J. Cochart, J. de la Caille, ad- joints en exercice.

définitivement porte la date du 23 janvier 1680. Il y avait, en effet, urgence à ce que les Syndic et adjoints fussent munis des titres nécessaires pour agir utilement.

Il y eut d'abord, le 17 décembre 1679, une sentence du Châtelet, homologuant la délibération de la Communauté des libraires, imprimeurs et relieurs afin d'autoriser les Syndic et adjoints à louer une maison pour y établir le bureau de la Communauté, et à poursuivre la levée de six livres par chaque maître pour payer le loyer et subvenir aux autres frais.

Cette première sentence qui n'avait qu'un caractère provisoire et d'urgence (1) fut suivie le 2 janvier 1680 d'un arrêt du Parlement qui, avant de faire droit sur l'homologation dudit acte de délibération ordonna que la requête des suppliants et ledit acte de délibération fussent « communiqués au lieutenant de police, et » aux substituts du Procureur Général du Roi aux » Chatelets de Paris, pour donner leurs avis et y dire » autrement ce que bon leur semblerait, pour, ce fait, » rapporté et communiqué audit procureur général, » être ordonné ce que de raison ». L'avis de ces magistrats ayant été donné le 18 janvier 1680 (2), intervint, le 23 janvier 1680, l'arrêt du Parlement qui obligea tous les libraires à payer chaque année six livres au Syndic de la Communauté :

« La Cour a homologué et homologue ledit acte du » 28 novembre dernier et avis du 18 janvier présent » mois ; ordonne qu'ils seront exécutés selon leur forme et teneur ; et, conformément à iceux, que les » maîtres libraires, imprimeurs, relieurs et autres qui » seront ci-après reçus audit état, seront tenus de » payer ès mains du Syndic de ladite Communauté » chacun de la somme de six livres par an, aux quatre

(1) Bibl. Nat. Mss. fr. 21.856, f° 26 et 22.079 pièce 53.

(2) Bibl. Nat. Mss. fr. 22.079, pièce 54.

» quartiers accoutumés également, le premier d'iceux
» échéant au dernier jour du mois de Mars prochain, et
» continuer à l'avenir le payement de ladite somme
» de six livres de quartier en quartier ; pour les de-
» niers en provenant être employés suivant et au dé-
» sir, desdits actes de délibération et avis et à la charge
» par ledit Syndic de rendre compte en la manière
» accoutumée ; au payement de ladite somme de six
» livres dans les temps y portés, lesdits marchands
» libraires, imprimeurs et relieurs contraints par sai-
» sie et vente de leurs biens, en vertu du présent arrêt
» et sans qu'il en soit besoin d'autre : ce faisant dé-
» chargés. Fait au Parlement le 23 janvier 1680. (1)

Le 21 février 1680, cet arrêt était revêtu de la sanction royale : « Louis par la grâce de Dieu, roi
» de France et de Navarre, au premier notre huis-
» sier ou sergent, sur ce requis, nous te mandons, à
» la requête des Syndic et adjoints et Communauté
» des marchands libraires, imprimeurs et relieurs de
» notre bonne ville de Paris, mettre l'arrêt de notre
» Cour de Parlement en date du 23 janvier 1680, ci
» attaché, sous le contre scel de notre Chancellerie
» à dûe et entière exécution à l'encontre des y dé-
» nommés et tous autres qu'il appartiendra, et faire
» pour cet effet exploits commandés, saisies, exécu-
» tions et autres actes de justices à ce requis et né-
» cessaires ; de ce faire, te donnons pouvoir. Car
» tel est notre plaisir. Donné à Paris le 21^e jour de
» février, l'an de grâce 1680 et de notre règne le
» 37^{me}. Signé ; par le Conseil : Bouchard.

Les Syndic et adjoints étaient enfin pourvus des ressources nécessaires, et avaient le droit d'adresser à chacun des membres de la Communauté l'invitation suivante :

(1) Bibl. Nat. Mss. fr. 22.079, pièce 54 ; 22.173 pièce 8 ; 21.856, f^o 27.

M....

« Vous êtes averti d'envoyer dans l'échéance, chez
» Monsieur le Syndic, la somme portée dans l'arrêt
» dont copie est ci-dessus. Vous êtes aussi averti
» d'envoyer incessamment en la Chambre de votre
Communauté, ou chez le dit sieur Syndic, les livres
» que vous devez ; le tout pour éviter aux (sic) frais. »

Cette formule de lettre, prouve que la délibération de la Communauté en date du 26 mars 1614 conservait sa validité, et que la vente des livres ainsi remis à la Chambre, continuait à former une partie de ses recettes.

Certains d'obtenir l'homologation de l'acte de délibération du 28 novembre 1679, et cédant à la nécessité de trouver un refuge pour le mobilier de la Chambre Syndicale, comme pour les livres ou le matériel dont elle avait la garde à ce moment même, les Syndic et adjoints se hâtèrent de prendre à bail, malgré les inconvénients qu'ils pressentaient une maison au cloître Saint-Benoit. La Communauté signa l'engagement de l'habiter pendant trois ans. Mais les désavantages de cette installation ne tardèrent pas à se manifester. Le 25 octobre 1680, les Syndic et adjoints, en effet, procédaient à la visite d'une balle, non réclamée depuis longtemps, qu'ils avaient demandé au lieutenant général de police l'autorisation d'ouvrir, parce qu'elle était en danger d'être gâtée et pourrie « à cause de la grande humidité qui se rencontrait » dans la salle destinée à la visite des livres (1). Aussi n'attendirent ils pas l'expiration du bail pour songer à abandonner une maison qu'il devenait indispensable « d'étayer de tous côtés. »

(1) Bibl. Nat. Mss. fr. 21.856 f° 31.

§ III. — 1682-1727; *La Communauté rue des Mathurins.*

Dans l'assemblée du 17 octobre 1682, les syndic et adjoints exposèrent que « le lieu où est logé la Com-
» munauté étant étayé de tous côtés, il est incertain
» si l'on pourra y demeurer encore le peu de temps
» qui reste à expirer du bail, outre que ledit logement
» est très incommode tant pour la visite des balles de
» livres qui arrivent du dehors que pour retirer les
» presses et marchandises de contrebande ; ce qui leur
» a donné lieu de chercher à loger ailleurs ladite com-
» munauté et [ils] n'ont, dans toutes les recherches
» qu'ils ont faites trouvé aucun lieu plus commode
» que la maison appartenant aux Révérends Pères
» Mathurins, joignant la porte de leur Église ; dans
» laquelle, toutefois, il conviendrait faire des dépen-
» ses fort considérables pour la mettre en état de ser-
» vir à ladite communauté, tant pour y faire un esca-
» lier raisonnable et honnête pour monter à la
» première chambre, qui servirait aux assemblées,
» que pour y faire des entrées et passages de carosses
» et harnois pour aller d'un bout à l'autre aboutissant
» aux salles de visite pour ladite communauté et pour
» les marchands du dehors, lesquelles dépenses pour-
» ront monter à deux ou trois mille livres. Sur quoi,
» ils ont communiqué avec les R. P. Mathurins et con-
» venu avec eux, sauf le bon plaisir de la Communauté
» de prendre ladite maison à raison de quatre cents
» livres par an, pendant neuf années, de faire les
» changements nécessaires en icelle aux dépens de
» ladite communauté, suivant les plans et devis qui

(1) Bibl. Nat. Mss. fr. 21.856 f° 31.

» en ont été dressés, à la charge par lesdits sieurs
» religieux de s'obliger, et leurs successeurs, au bout
» desdites neuf années d'en renouveler le bail à
» la dite communauté pour neuf autres années,
» et pareille somme de quatre cents livres ; sinon
» et à faute de ce, rembourser à ladite commu-
» nauté tous les frais qu'elle aura faits pour
» lesdits changements ; sur quoi l'assemblée est
» suppliée de donner son avis et en cas qu'elle agrée
» les propositions ci-dessus, d'aviser au moyen de
» trouver les fonds pour lesdites dépenses. Il a été
» arrêté que les soussignés se transporteront en la-
» dite maison pour voir et examiner les lieux et que la
» présente assemblée sera remise à lundi prochain, à
» deux heures de relevée, où le dix huit nommés
» seront mandés pour faire une assemblée générale.
» (1) » La maison dont il s'agissait avait son entrée
dans la rue des Mathurins et était située près du grand
portail de l'église de ce nom. Plusieurs maîtres furent
délégués pour procéder à la visite des lieux et don-
ner leur avis. Ils trouvèrent la maison « très propre et
commode pour la visite et assemblée de la commu-
nauté » en y faisant les réparations nécessaires. La
communauté donna aux syndic et adjoints pleins pou-
voirs pour emprunter la somme de trois mille livres
« dont ils feront et payeront la rente au nom et com-
me syndic et adjoints de la communauté des mar-
chands libraires, imprimeurs et relieurs et rendront
compte dudit emprunt. Et pourront les syndic et ad-
jointes passer bail de ladite maison aux conditions pro-
posées. (2) Le bail fut signé le 20 novembre 1682. En
voici le texte :

Copie du bail de la maison de la communauté sise
rue des Mathurins attenant la porte de l'Eglise, pour 9
années.

(1) Bibl. Nat. Mss. fr. 21.856 f° 45.

(2) Bibl. Nat. Mss. fr. 21.856 f° 46.

« Par devant les notaires et gardes-notes du Roi, au
« Chatelet de Paris, soussignés, fut présent illustre-
» sime Père en Dieu Messire Pierre Mercier, docteur
» en Sainte Théologie, Conseiller du Roi en son con-
» seil d'État et privé, aumônier et prédicateur ordi-
» naire de Sa Majesté, général et grand ministre de
» tout l'ordre de la Très Sainte Trinité et Rédemption
» des captifs, et ministre particulier du couvent des
» Mathurins de cette ville de Paris, rue Saint Jacques
» y demeurant. Lequel a baillé à loyer, du jour de
» Noël prochain pendant neuf annés consécutives et
» promet faire jouir à sieur Charles Angot, marchand
» libraire Syndic ; Jean Cochart, Jean de la Caille,
» Nicolas Mazuel et Robert Jean Baptiste de la Caille
» adjoints, à ce présent et acceptant au nom de la
» communauté des marchands libraires de cette ville,
» et en vertu du résultat d'icelle communauté du 19^e
» jour d'octobre dernier, une maison sise rue des
» Mathurins, attenant la porte de l'Église, consistant
» en cave, deux petites cours, en l'une desquelles il
» y a un puits. grande salle en entrant à main gauche,
» deux corps de logis, un à droite en entrant, petit
» appentis accoté, et l'autre corps de logis au bout de
» la seconde desdites cours ; de plus ample déclara-
» tion de laquelle il n'a été besoin, les preneurs en
» étant convenus pour l'avoir visitée ; pour eux en
» jouir audit nom. Ce bail fait moyennant quatre cents
» livres par an, que lesdits preneurs audit nom pro-
» mettent, tant pour eux que pour leurs successeurs
» en charge, payer audit seigneur bailleur, audit cou-
» vent et au porteur, aux termes ordinaires, dont le
» premier écherra à Pâques prochain, et ainsi conti-
» nuer. En outre, aux conditions suivantes qu'ils pro-
» mettent ès dits noms exécuter sans diminution de
» loyer, ni dépens, dommages et intérêts prétendus
» contre ledit seigneur bailleur, d'avoir, de garnir

» dite maison de meubles, marchandises exploitables
» pour sûreté dudit loyer ; l'entretenir de réparations
» locatives ; payer ce qu'elle sera cotisée pour les pau-
» vres, boueux, chandelles, lanternes, et autres char-
» ges de ville et de police, et en acquitter ledit sei-
» gneur bailleur ; souffrir faire les grosses réparations,
» sans pouvoir ci-après céder le bail à qui que ce soit,
» sans le consentement d'icelui seigneur bailleur, qui
» tiendra ladite maison ès-lieux close et couverte, à
» l'usage de Paris, et lui fourniront lesdits preneurs à
» leurs frais autant des présentes en forme incessam-
» ment. »

Suit l'énumération de divers travaux d'appropriation et d'aménagement que les locataires s'engageaient à faire exécuter, en considération desquels, « ledit sei-
» gneur général promet et s'oblige, en fin du présent
» bail, de leur continuer icelles aux mêmes prix, char-
» ges et clauses et conditions ci-dessus, si mieux n'ai-
» me ledit seigneur bailleur, rembourser lesdits sieurs
» preneurs de tous les frais et dépens faits pour les
» dits accomodements et améliorations, et ce, suivant
» les quittances qu'ils en représenteront et qu'ils af-
» firmeront véritables, le tout, au choix et option du
» dit seigneur bailleur et à condition expresse que
» pour raison desdits accomodements et améliorations
» les gros murs, vues, tant de l'Eglise dudit couvent,
» que de la susdite maison baillée ne seront endom-
» magés, car, ainsi promettant, s'obligeant chacun un
» droit soi, recevant. Fait et passé à Paris en l'appar-
» tement dudit seigneur général, audit couvent, l'an
» mil six cent quatre-vingt-deux, le vingtième jour
» de novembre avant midi. Et ont signé la minute des
» présentes, demeurées vers Langlois, un des notaires
» soussignés. Ainsi signé : Langlois, Mory. » (1)

(1) Bibl. Nat. Mss. fr. 21.856 f° 48.

Les réparations et modifications prévues dans le bail devaient entraîner de sérieuses dépenses. Cependant, la Communauté ne recula pas à les assumer parce qu'elle s'assurait la jouissance de la maison pendant une première période de neuf années, et la promesse d'une seconde période de même durée, sous réserve que, en cas de renonciation à la continuation du bail, les pères Mathurins lui rembourseraient le montant de ses dépenses. Elle avait, en conséquence autorisé, le 19 octobre 1682 les Syndic et adjoints à emprunter la somme nécessaire jusqu'à concurrence de trois mille livres. Un membre de la Communauté, Pierre le Petit (1), offrit un prix de

(1) Jean de la Caille. Histoire de l'imprimerie et de la librairie à Paris. in 8° 1689, p. 301 « Pierre le Petit fut reçu imprimeur et libraire à Paris le 4 novembre 1643 et succéda à Gil- » les Morel à la charge d'imprimeur ordinaire du roi, avec les » prérogatives et gages de 225 livres couchées sur l'état, par la » démission dudit Morel en date du 27 janvier 1647, et provision le 1er février de la même année. Il fut aussi choisi pour » remplir le plan d'imprimeur et libraire de l'Académie française qu'avait exercée le sieur Camusat, son beau-père. Il » commença d'imprimer leur Dictionnaire, ensuite l'Homme » criminel du R. Senault, in-4° et ses ouvrages ; la vie de Monsieur de Renty, in-4°, en 1643, et quantité d'autres livres » dont la beauté et la perfection l'ont fait passer pour un des » illustres dans sa profession, comme on peut le voir par les » œuvres de M. Arnaud d'Andilly en 8 volumes in-folio, ceux » de M. Cotelier, en grec et latin, en 2 volumes in-folio, dont » le reste de l'édition fut brûlé avec plusieurs autres dans le » collège de Montaigu, où il fit une perte très considérable. Il » imprima encore l'*historia ecclesiastica* Eusebii, etc., in-folio, » 3 volumes grec et latin, et le même tout latin avec les notes » de M. Valois et autres, qui seront des témoignages de la » grande dépense qu'il faisait pour l'impression de ses livres, » où il n'épargnait rien tant par la beauté des caractères que » par celle du papier et des autres ornements, qui l'ont fait » passer pour un des plus habiles en son art et dont la réputation durera autant que les livres qu'il a imprimés. Il avait

deux mille livres et l'Assemblée Générale de la Communauté convoquée encore au cloître Saint-Benoît, le 26 février 1683, donna son consentement à l'acceptation de ladite proposition, dont les conditions furent fixées par contrat reçu par Doyen et Belot notaires au Chatelet (1). Suivant cet acte, les représentants de la Communauté constituaient, en échange de la donation de le Petit, une rente annuelle de cent livres perpétuelle et non rachetable pour être distribuée par les officiers en charge aux pauvres filles du corps et communauté afin « d'aider et servir à les pourvoir par mariage ou autrement ». La répartition devait être faite par sieur le Petit, de son vivant et après son décès par les Syndic et adjoints en présence du plus ancien de la famille le Petit. Les deux mille livres de la donation devaient être employés par les officiers de la Communauté « au paiement de partie des ouvrages fait pour l'établissement de la Chambre syndicale dans les lieux loués par les religieux Mathurins. »

Ce contrat fut homologué par un arrêt de la cour de Parlement en date du 30 avril 1683 (2).

Ainsi autorisés, et avec le concours de la donation le Petit, les travaux d'aménagement de la maison de la rue des Mathurins furent entrepris et poussés avec une activité qu'exigeaient l'état de la maison

» une fonderie de caractères d'imprimerie il fut adjoint
» de sa communauté en 1660..... il épousa une des
» filles de Jean Camusat, Denise, femme d'un rare mérite et
» d'une très grande charité, de laquelle il eut plusieurs enfants
» entre autres Michel le Petit, reçu imprimeur et libraire le 8
» janvier 1660, qui avait pour marque la toison d'or, qui était
» celle de son grand père Jean Camusat ; il a quitté la librairie
» et acheté une charge de serviteur du roi en 1679, qu'il
» exerce actuellement avec estime et réputation. »

(1) Bibl. nat. Mss. fr. 21.826 fo 49.

(2) Bibl. nat Mss. fr. 21.856 fo 50.

du cloître Saint-Benoît et la prochaine date d'expiration de son bail. La Communauté y fit bientôt une installation définitivement pour une première période de huit années qui se trouve successivement prolongée pendant quatre autres périodes d'égale durée jusqu'à la fin 1727.

Le développement incessant de la librairie, son commerce de plus en plus étendu, rendirent trop restreint, au bout de trente-cinq ans, le local dont disposait la Chambre Syndicale. Dans l'Assemblée du 11 août 1717, le Syndic exposait : « Que dans la mai- » son du bureau, il y a présentement à louer une » chambre au-dessus de la salle de visite, de laquelle » la Communauté aurait besoin pour en faire une » chambre du Conseil et un Cabinet, la Chambre qui » sert aux assemblées et le petit cabinet de dessus la » montée ne pouvant contenir tous les livres qui sont » apportés au bureau, tant ceux qui sont fournis pour » le roi et Mgr le Chancelier, que ceux qui appartiennent à la Communauté, et ceux qui sont saisis et » arrêtés (1). » La Compagnie donne donc pouvoir aux Syndic et adjoints de louer cette chambre à tel prix de loyer qu'ils jugeront à propos « et d'en passer bail ». Mais ils furent obligés pour avoir ce local de prendre le bail entier de ladite maison. C'est pourquoi lors de l'expiration de la période de neuf années, on décida de réunir les deux maisons en un seul bail (2). A quoi les pères Mathurins consentaient pour le prix de huit cents livres de loyer annuel.

Mais la charge du nouveau loyer était telle pour la Communauté, qu'elle songea dès lors à ne point demeurer

(1) Bibl. Nat. Mss. fr. 21.857 f° 13 et 14.

(2) Par union du sieur de Baume qui en était principal locataire, consentie par le général des RR. PP. Mathurins (Bibl. Nat. Mss. fr. 21.857, f° 15).

rer dans les lieux, après l'expiration d'une nouvelle période de neuf années. De leur côté, les religieux manifestèrent l'intention d'user du privilège des propriétaires parisiens, qui consistait à pouvoir occuper personnellement « leurs maisons nonobstant les baux qu'ils en ont faits. » Le procès-verbal du 19 décembre 1722 mentionne que la Communauté venait d'être privée de la jouissance d'une grande salle, et que le général des Mathurins maintenait néanmoins le prix du loyer à huit cents livres, sans vouloir accorder aucune diminution pour la non-jouissance (1).

De plus, les maisons occupées par la Chambre Syndicale étaient de construction déjà ancienne, et, malgré les améliorations et embellissements qu'y avaient exécuté la Communauté, n'offraient plus une entière sécurité. Jaillot (tome V, page 68. Recherches critiques historiques et topographiques sur la ville de Paris) (2), rapporte que la maison qu'occupait la Chambre Syndicale « s'était écroulée le 12 juin 1728 » du moins en partie.

Ces raisons expliquent que, dès 1724, lorsqu'il fut question de transférer les leçons des professeurs royaux à l'hôtel de Nevers, les Syndic et adjoints tentèrent d'obtenir à nouveau la concession d'un emplacement sur les terrains des Collèges de Tréguier et de Cambrai. En 1727 la Communauté présenta à Mgr le Duc d'Antin, pair de France, surintendant des bâtiments un placet où s'appuyant sur leur ancien établissement au Collège royal de France demandait le retour à l'ancien ordre de choses.

« Les suppliants ayant appris, Monseigneur, que » votre grandeur était dans les desseins de faire ache- » ver l'édifice du collège royal, ont jugé l'occasion

(3) Bibl. Nat. Mss. fr. 21.857 f° 59.

(1) Paris Augustin Martin Lottin aîné, 1775, 5 vol. in-8.

» favorable pour lui représenter très humblement
» que leur Communauté n'a aucun revenu, et paye
» tous les ans des arrérages considérables, qu'elle a
» été obligé d'emprunter pour subvenir aux besoins
» de l'Etat pendant les dernières guerres, que le
» service actuel qu'il rendent gratuitement est pour
» maintenir la police dans l'impression et le commer-
» ce des livres et dans la visite de ceux qui vien-
» nent de dehors, et pour faire le recouvrement
» des livres qui sont dûs au Roi et à la bibliothè-
» que royale, dont ils sont chargés de faire la distri-
» bution suivant les règlements, qui les oblige
» d'avoir un logement considérable ; et de plus, que
» la recherche qu'ils font journellement des mauvais
» livres en exécution des ordres du Roi, des ministres
» et des magistrats, les oblige à des dépenses con-
» sidérables dont ils ne sont point remboursés ;
» qu'ainsi il y a toute sorte de justice d'accorder et
» de rendre à la Communauté des libraires, des
» imprimeurs le logement royal dont elle a été en
» possessions plus de soixante années. A ces causes,
» votre Grandeur est très humblement suppliée d'or-
» donner qu'il sera destiné et départi à la dite Com-
» munauté un logement dans ledit collège royal,
» lorsque l'édifice en sera achevé, et qu'à cet effet
» elle sera employée dans les plans et devis qui en
» seront dressés. Les suppliants espèrent cette grâ-
» ce par les considérations qui viennent d'être tou-
» chées et encore plus, Monseigneur, de l'éclatante
» protection que votre Grandeur donne aux lettres,
» aux sciences et aux arts (1).

Cette démarche n'eut pas l'effet qu'en attendaient les libraires et imprimeurs parisiens. C'est alors que, toujours préoccupés du désir de diminuer les frais de

(1) Bibl. Nat. Mss. fr. 22.079 pièce 66 et 22.081 pièce 189.

loyer d'un logement qui, par surcroit ne donnait plus satisfaction, les syndic et adjoints résolurent de chercher un autre local. La période du bail en cours allait d'ailleurs expirer prochainement ; les religieux Mathurins leur proposèrent une autre maison qu'ils possédaient dans leur enclos et qui avait son entrée rue du Foin, presque en face la rue Boutebrie,

§ IV. — 1727-1791 : *La Communauté rue du Foin*

Dans l'assemblée du 25 septembre 1727, le syndic exposa « que le général des Mathurins, ayant proposé son nouveau bâtiment pour la Chambre Syndicale ou une maison sise rue du foin, presque vis à vis la rue Boutebrie, il avait visité l'une et l'autre avec Messieurs ses adjoints et quelques uns de Messieurs les anciens. » Le nouveau bâtiment fut trouvé trop peu commode et les loyers trop chers, il fut trouvé plus convenable de prendre la maison rue du Foin, dans laquelle on se trouverait assez commodément moyennant quelques réparations. La compagnie ayant délibéré décida « que » conformément aux propositions convenues entre » M. le général des Mathurins et MM. les syndic et » adjoints, que la compagnie approuve, il sera passé » bail, au nom de la Communauté par lesdits sieurs » syndic et adjoints de la en question. . . . pour neuf » années, à raison de cinq cents livres de loyer par » chacun an, qui ne commencera à courir qu'au 1^{er} Janvier 1728 ; nonobstant quoi, les chefs de ladite maison seront remises aux dits sieurs syndic et adjoints, » dès le quinze octobre prochain, pour en jouir et y » faire les réparations dont il va être parlé, sans que » pour raison de ce terme, M. le Général puisse pré-

» tendre aucun loyer, attendu celui qui lui est payé
» jusqu'au 1^o janvier prochain du logement que la
» communauté quittera audit jour... donne la Com-
» pagnie tout pouvoir nécessaire pour passer ledit
» bail, qu'ils jugeront convenable, suivant leur discrétion
» et prudence, promettant d'avoir pour agréable
» tout ce qui sera fait et géré par eux à ce sujet et
» d'en allouer les dépenses dans le compte de M. le
» Syndic (1) ».

Le bail fut signé le 10 octobre 1727 (2).

L'ancien mobilier de la rue des Mathurins ne pouvait suffire à la nouvelle installation. Aussi, le 26 avril 1729, les Syndic et adjoints, après avoir informé l'assemblée qu'ils avaient placé dans la boiserie récemment faite les tableaux qu'ils possédaient, en y ajoutant le portrait du roi Louis XV qu'ils avaient fait peindre, observent : « qu'il semble manquer à tous ces ajustements, un renouvellement des sièges, qui paraissent ne plus convenir à la Chambre en l'état qu'elle est à présent ; qu'ils proposent encore la décoration de la salle de visites où ils ont dessein de faire couvrir les murs d'ais de bateau à venure, et d'y mettre par-dessus une huisserie fleurdelisée, ensemble un grand comptoir pour faire les ventes et les partages des livres (3). Les pouvoirs nécessaires leur furent donnés. »

Dans cette maison, que les Syndic et adjoints cherchent à organiser dans les conditions les plus favorables à l'exercice des diverses fonctions confiées à la Chambre Syndicale, la Communauté des libraires et imprimeurs de Paris continua de résider jusqu'à la Révolution, par baux successifs de neuf années. La

(1) Bibl. Nat. Mss. fr. 21.857, p. 163.

(2) Bibl. Nat. Mss. fr. 21.816 f^o 213.

(3) Bibl. Nat. Mss. fr. 21.857, p. 212.

seconde période prévue dans le bail primitif expirait à la fin de 1745. Dès le 21 mai 1745, un bail nouveau fut passé au profit de la Communauté par M. le général des Mathurins pour neuf années à commencer au 1^{er} janvier 1746 ; mais il y eut augmentation du loyer qui fut de sept cents livres par chaque année. Le même taux fut maintenu dans les baux renouvelés le 14 janvier 1749, le 17 juillet 1764 et le 30 décembre 1772, chacun pour les périodes de neuf années, s'écoulant de 1755 à 1763, de 1764 à 1772, de 1773 à 1781 (1) ; mais il fut porté à mille livres dans le renouvellement daté du 9 novembre 1781, pour la période qui devait s'étendre du 1^{er} janvier 1782, au 31 décembre 1790. L'expiration de cette dernière période correspondit à peu près à l'époque où les corporations et communautés d'arts et métiers furent supprimées par la loi des 2-17 Mars 1791.

Pisaniol de la Force (2) décrit ainsi la maison de la Communauté « Dans cette même rue [la rue du » foin] est le bureau des libraires et imprimeurs. » Sur la Grande-porte de cette maison est cette » inscription en lettre d'or : •

Chambre royale
des libraires
et imprimeurs
1728.

(1) Ces renseignements sur la date et la durée des baux successifs sont recueillis dans les procès verbaux de la reddition des comptes de chaque syndic sortant de charge, où se trouve l'énumération des divers documents transmis à son successeur.

(2) Description historique de la Ville de Paris et de ses environs, 10 vol. in 12 Paris 1765. Tome 6, p. 275.

« Dessus l'attique sous les armes de l'Université
» écartelées avec celles de la ville de Paris, et ap-
» puyées sur deux sphinx.

» Sur la Grand-porte intérieure de cette Maison,
» par laquelle on passe d'une cour à l'autre, est aus-
» si une table de marbre sur laquelle ont lit :

ÆDES REGIÆ
BIBLIOPOLARUM
ET TYPOGRAPHORUM

1728

« A côté de la porte par laquelle on entre dans
» la salle de visite, il y a quatre vers latins, qui
» font connaître l'usage qu'on fait de cette salle. Les
» libraires n'ont pas eu besoin d'avoir recours à un
» poète étranger pour faire cette inscription : elle est
» du sieur Thiboust, un de leurs confrères, habile
» homme dans sa profession, né le 14 novembre
» 1667, et mort le 22 avril 1737.

BIBLIOTHEORIA

Quos hic præficiunt Prætores, Regia servant
Mandata, ut vigeat Religionis amor.
Charta time prava, interdictave, Lidijs aurum
Ut lapis, hæc libros sic domus æqua probat.

MDCCXI

» C'est dans cette Chambre que les officiers de la
» Communauté des libraires et imprimeurs visitent
» gratuitement les mardis et vendredis de chaque
» semaine après-midi, les livres qui arrivent de tous
» les Pays du monde dans cette grande ville ; c'est
» aussi le lieu de leurs assemblées. »

La dernière période de bail se terminait le 30 décembre 1790. Mais soit à la suite d'une reconduction tacite, ou d'un nouvel accord avec les religieux Mathurins, la Chambre Syndicale demeura dans la maison de la rue du foin. Les représentants des imprimeurs et libraires parisiens continuèrent de s'y réunir jusqu'à la dispersion de leur Communauté.

VU LE DOYEN,
F. LARNAUDE.

VU LE PRÉSIDENT
GERMAIN MARTIN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER
LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS
APPELL.

BIBLIOGRAPHIE

Bar — L'organisation et l'action syndicale dans la typographie française, patrons, ouvriers. Thèse Paris 1907.

Belin J.-P. — Le commerce des livres prohibés à Paris, de 1750 à 1789 (1913).

Bernard — Notice historique sur l'imprimerie nationale, Paris 1848.

Blondel — Mémoire sur les vexations qu'exercent les libraires et imprimeurs de Paris, 1725, publié par Lucien Faucon. Paris, 1879.

Brunetière — La direction de la librairie sous M. de Malesherbes (Revue des deux mondes, t. 263, 3^e période, t. XLIX, 1882.)

Chevillier — Remarques sur les règlements faits pour les libraires, relieurs et imprimeurs es années 1618, 1649, 1683, 1686. s. l. n. d. in 4^o — B. N. Mos. fr. 21. 832 (132)

Claudin — Histoire de l'imprimerie aux XV^e et XVI^e siècles (1900).

Coyecque — Inventaire de la collection Anisson-Duperron, 1898, 2 Vol. in 8^o.

Crapelet — Du progrès de l'imprimerie en France, 1836, in 8^o.

Delalain (P) — Etude sur le libraire parisien du XIII^e au XV^e siècle, d'après les documents publiés dans le cartulaire de l'Université de Paris, 1891, in 8^o.

Etude sur les locaux successifs occupés par la Chambre Syndicale des libraires et imprimeurs de Paris (Bibliographie de la France, année 1910, n^{os} 17 à 19 ; 21 à 30 ; 32, 33, 36, 37, 39, 41, 42.)

Le jeton des imprimeurs et libraires de Paris,
(Bibl. de la France, 21 juillet 1910. Chronique pp.
10 et 11.)

Les libraires tenant boutique au Palais.

(id. 1920, n^{os} 35 à 40).

Delamare — Traité de la police.

Paris 1705-1758, 4 vol. in fol.

Deschamps P. — Quelques adresses de libraires, im-
primeurs, relieurs, marchands, etd., de Paris, du
XVIII^e siècle par Jean Poche.

1899, in 16.

Diderot — Lettres sur le commerce de la librairie,
(œuvres complètes, édit. Assézat et Tourneux,
t. XVIII, p. 7)

Duprat — Histoire de l'imprimerie impériale.

1861, in 8°.

Précis historique sur l'imprimerie nationale.

1848, in 8°

Hatin — Manuel théorique et pratique de la liberté
de la Presse : histoire, législation, doctrine et ju-
risprudence.

1868, 2 vol. in 8°.

Laboulave & Guiffrey — La propriété littéraire au
XVIII^e siècle.

La Caille — Histoire de l'imprimerie et de la librai-
rie.

Paris 1689. in 4°.

Lacroix P. & Sée F. — Histoire de l'imprimerie et
des professions qui s'y rattachent, 1851 gr. in 8°

Lepreux — Gallia typographica.

Lespinnasse (B. de) — Les métiers et corporations de
la ville de Paris, recueil des statuts, règlements et
autres dispositions ayant régi l'industrie parisienne
depuis le XVIII^e siècle jusqu'à la fin du XVIII^e arr.

Tome III. Paris (collection verte) 1897.

Liste chronologique des libraires et des imprimeurs de Paris qui ont été Syndics de la Communauté depuis 1618 jusqu'à 1748 avec le nom des adjoints qu'ils ont eus pendant leur Syndicat.

Paris 1748, in 4°, 28 pp.

Lottin de Saint Germain (Jean Roch) — Liste chronologique des libraires et des libraires-imprimeurs de Paris, depuis l'an 1470, époque de l'établissement de l'imprimerie dans cette capitale, jusqu'en 1789.

Paris 1789, 4 vol. in 12.

Martin Saint-Léon — Histoire des corporations de métiers 1897 in 8°.

Mélothée — Histoire économique de l'imprimerie (1439-1789) (contient d'abondantes indications de sources et de bibliographie) 1905 in 8°

Omont — Inventaire sommaire des archives de la chambre syndicale de la librairie et imprimerie de Paris (Bulletin de la Société de l'histoire de Paris et de l'Ile de France, 1886 t. XIII, p. 151-159 et 174-187)

Id — les imprimeries parisiennes en 1721 — l'imprimerie de Jacques Collombat (— id — tome XXXV, 1908)

Peignot (S) — Essai sur la liberté d'écrire chez les anciens et chez les modernes (contient un tableau de l'état de l'imprimerie en France en 1704, 1739, 1810 et 1830).

Radiguiet — Maîtres imprimeurs et ouvriers typographes (1470-1903) Paris in 8°, 1903.

Saugrain — Recueil chronologique de lettres patentes, édits, déclarations. arrêts du Conseil et cours supérieurs, sentences et jugements souverains sur

la librairie et imprimerie de Paris depuis 1275 jusqu'à présent. 1777, 250 feuillets. B. N. Mss fr. 8.131.

Id. — Recueil des statuts et règlements des marchands libraires, imprimeurs et relieurs de la Ville de Paris, 1620, in 4°. B. N. Mss. fr. 13.019.

Id. — Code de la librairie. Paris 1744, in 12.

Verdet — Histoire du livre en France, depuis les temps les plus reculés jusqu'en 1789. 5 vol. in 12°. Paris 1861.

TABLE DES MATIÈRES

Pages

CHAPITRE PREMIER

L'organisation corporative des libraires et imprimeurs avant leur constitution en communauté

§ I. — La réglementation universitaire.....	9
§ II. — Place des libraires et imprimeurs dans l'histoire des corporations parisiennes..	11
§ III — Organisation corporative primitive : Con- fréries de St-Jean l'Évangéliste (maîtres) et St-Jean de la Tran (compagnons)...	14
§ IV. — Débuts de l'intervention royale.....	18
A. — Édit de mai 1571.....	18
B. — Lettres patentes du 12 octobre 1586.	20
C. — Règlement du 20 novembre 1610..	22
D. — Préliminaires de l'organisation de 1618	23

CHAPITRE II

Composition de la Communauté : La maîtrise

§ I. — Maîtres imprimeurs, libraires, fondeurs, relieurs. Les veuves	29
§ II. — Accession à la maîtrise.....	39
A. — Droit commun	39
a. — Stage préalable	39
b. — Condition d'âge	40
c. — Connaissance du latin et lecture du grec.....	40
d. — Capacité professionnelle.....	40
e. — Formalité de la réception.....	41

	Pages
B. — Cas particuliers.....	43
a. — Fils et gendres de maîtres.....	43
b. — Lettres de maîtrise.....	44
c. — Anciens professeurs.....	45
§ III. — Limitation de la maîtrise.....	46
A. — Limitation des réceptions.....	46
B. — Limitation des maîtres en exercice	46
§ IV. — Incapacités et déchéances	49

CHAPITRE III

Les assemblées de la Communauté et le bureau syndical ; Syndic, adjoints, administrateurs de Confrérie

§ I. — Assemblées délibérantes.....	54
A. — Forme primitive.....	54
B. — Troubles de 1638	54
C. — Réformes de 1638 et 1649	56
D. — Convocation et attributions.....	57
§ II. — Assemblées électives.....	58
A. — A l'origine : Suffrage universel ..	58
B. — Réforme de 1649 : Suffrage res- treint	58
§ III. — Le Bureau Syndical.....	60
A. — Éligibilité aux fonctions de Syndic et d'adjoint.....	60
B. — Formalités de l'entrée en charge et prérogatives.....	62
a. — Prestation de serment.....	62
b. — Présentation au Recteur.....	62
c. — Prérogatives	63
C. — Attributions générales.....	63
§ IV. — Administrateurs de Confrérie.....	66

CHAPITRE IV

Réglementation dont le bureau syndical devait
assurer l'exécution.

§ 1. — Origine du rôle des Syndic et adjoints.	71
§ 2. — Règlement de 1618.....	72
§ 3. — Règlement de 1649.....	73
§ 4. — Règlement de 1686.....	76
§ 5. — Règlement de 1723.....	77
§ 6. — Arrêts de 1777.....	80

CHAPITRE V

Attributions et pouvoirs des officiers
de la Communauté concernant l'exécution des
règlements.

§ 1. — Exposé préliminaire	85
A. — Contrôle parallèle des agents royaux.....	85
B. — Énumération des affaires com- portant intervention des Syndic et adjoints.....	87
§ 2. — Obligation d'habiter l'Université.....	88
§ 3. — Contrôle des règlements concernant la composition des ateliers.....	93
§ 4. — Surveillance des personnes exerçant l'im- primerie et la librairie.....	94
§ 5. — Surveillance des compagnons, appren- tis et alloués.....	95
§ 6. — Surveillance du colportage et de l'afficha- ge.....	99
§ 7. — Enregistrement des privilèges, réception des dépôts obligatoires.....	101
§ 8. — Surveillance des livres défendus et libel- les.....	109

	pages
§ 9. — Intervention dans la vente des fonds de commerce et des imprimeries.....	110
§ 10. — Répartition de la capitation et de la taille.....	111

CHAPITRE VI

Exercice du droit de Surveillance des Syndic et adjoints : Visites des imprimeries et des livres.

§ 1. — Visite des imprimeries, librairies, et bibliothèques.....	115
A. — Périodicité.....	115
B. — Obligation de tenir les portes ouvertes....	116
C. — Sanctions encourues.....	116
D. — Cas de refus d'ouverture des portes.....	117
E. — Constatation des infractions..	118
F. — Visite des bibliothèques en vente.....	119
§ 2. — Visite des livres en la Chambre de la Communauté.....	120
A. — Obligation de la visite.....	120
B. — Prohibition des livraisons directes.....	122
C. — Défense d'ouvrir les balles non visitées.....	124
D. — Formalités d'entrée.....	125
E. — Obligations des Syndic et adjoints pour la visite des impressions.....	127
F. — Dépôt obligatoire pour toute librairie saisie ou à partager....	129

CHAPITRE VII

pages

Privilèges et immunités des imprimeurs et libraires

§ 1. — Jouissance des prérogatives de l'Université.....	135
§ 2. — Exemption des droits au profit des livres et caractères.....	137
§ 3. — Le monopole corporatif et sa défense...	138
A. — Définition et étendue.....	138
B. — Sa défense.....	142
C. — Tempéraments au principe...	143
a. — Vente des papiers et vieux parchemins.....	143
b. — Marchands merciers.....	144
c. — Colporteurs.....	148
d. — Libraires forains.....	149
e. — Notaires et huissiers pri-seurs.....	150
D. — Exception au principe : l'imprimerie royale.....	152

CHAPITRE VIII

La gestion et le compte du Syndic

§ I. — Le syndic comme représentant de la Communauté	157
§ II. — Recettes et dépenses de la Communauté.	157
A. — Rappel des uns et des autres....	157
B. — Deux chefs particuliers :.....	158
a. — Vente des dépôts obligatoires..	158
b. — Les jetons de présence.....	159
§ III. — Reddition des comptes.....	161
A. — Formes et délais.....	161
B. — Exemples tirés des registres....	161
§ IV. — Situation financière en 1789	165

CHAPITRE IX

Fonctionnement matériel et installations successives de la Chambre Syndicale

§ I. — 1617-1679, au Collège royal	171
§ II. — 1679-1682, au Cloître Saint Benoît.....	178
§ III. — 1682-1727, rue des Mathurins	184
§ IV. — 1727-1791, rue du Foin.....	193
Bibliographie	199

FIN

